

DÉPARTEMENT DE SCIENCES HUMAINES DES RELIGIONS

Faculté de théologie, d'éthique et de philosophie

Université de Sherbrooke

LA CROIX, LE LYS, LA CHARTE

ET

LE MINISTRE

Une étude du processus de laïcisation du système scolaire québécois

Par

MICHÈLE POUPORE

Bachelière en éducation
De l'Université Mc Gill

MÉMOIRE PRÉSENTÉ

Pour obtenir

LA MAÎTRISE ÈS ARTS

(SCIENCES HUMAINES DES RELIGIONS)

Sherbrooke

DÉCEMBRE 2004

VI-184



Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

ISBN: 0-494-05948-6

Our file Notre référence

ISBN: 0-494-05948-6

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

RÉSUMÉ

LA CROIX, LE LYS, LA CHARTE ET LE MINISTRE Une étude du processus de laïcisation du système scolaire québécois

Le présent mémoire vise à explorer la manière dont les confessions religieuses expriment leurs différences doctrinales dans le cadre de leur rapport avec l'État et cela plus particulièrement dans le contexte de la modernité. La question précise du type d'écoles choisies par le gouvernement et le type de cours de religion offert à la population sera abordée. L'hypothèse avancée par l'auteur s'inscrit dans la tradition troeltschienne, à savoir que les Églises réformées calvinistes et néo-calvinistes libérales auraient une plus grande affinité avec les principes démocratiques, ce qui leur conféraient un avantage lorsqu'il s'agit de laïciser un système scolaire.

Le positionnement des confessions catholiques et protestantes par rapport à la modernité et l'influence de ces confessions sur les systèmes scolaires européens, américain, canadiens et québécois seront explorés. Au Québec, la commission parlementaire de 1999, qui s'est penché sur la question de la place de la religion à l'école, représente une occasion unique pour l'étude des mécanismes d'expression de défense des particularismes doctrinaux par les groupes religieux.

Du domaine de la sociologie religieuse, cette analyse offre un regard nouveau sur un sujet qui ne cesse de susciter des grands débats au Québec.

REMERCIEMENTS

Mes plus sincères remerciements reviennent à M.Claude Gélinas. Ses précieux conseils, son professionnalisme ainsi que ses connaissances dans le domaine de l'anthropologie et des cultures autochtones furent grandement appréciées tout au cours de ma formation. Un intérêt marqué pour les mythologies anciennes fut ainsi redirigé vers le monde contemporain. Sans ces connaissances cumulées, ce travail n'aurait pas été possible.

Merci, aussi à M.Fernand Ouellet qui a réussi à susciter un intérêt pour le domaine de l'enseignement interculturel et religieux. Toute ma reconnaissance envers Mme Micheline Milot qui par ses explications situera cette renaissance des mythes anciens dans ce monde contemporain. L'effort conjugué de ces trois chercheurs et la collaboration entre deux Universités ont permis à ce travail de prendre forme.

Nous remercions, Monseigneur Gaumont, Évêque de Sherbrooke qui a bien voulu se prêter à une entrevue.

Merci à Frédéric, Dominique et Myriam.

« Je défendrai donc avec confiance la cause de l'humanité devant les sages qui m'y invitent, et je ne serais pas mécontent de moi-même si je me rends digne de mon sujet et de mes juges¹. »

¹ Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, texte édité par J.Starobinski, [France], Éditions Gallimard, 1969, p.61.

SOMMAIRE

	Page
Remerciements.....	2
Introduction.....	7
CHAPITRE 1 : LAÏCISATION, SÉCULARISATION, MODERNISATION	
1.1 Introduction.....	12
1.2 Le point de vue de l'Église Catholique.....	17
1.2.1 Origine chrétienne de la laïcité.....	17
1.2.2 La contre-modernité.....	19
1.2.3 Droits de l'homme et Saint-Siège.....	22
1.2.4 Vatican II.....	23
1.2.5 Rapports entre État et Saint-Siège.....	24
1.2.6 États européens, système scolaire et l'Église catholique.....	25
1.3 Le Point de vue Protestant.....	29
1.3.1 Les quatre grandes familles protestantes, dénominations et sectes.....	29
1.3.2 Protestantisme et modernité, une sécularisation sans laïcisation.....	31
1.3.3 Types de gouvernance de l'Église.....	34
1.3.4 Le calvinisme et néocalvinisme libéral.....	37
1.3.5 Rapports entre États et protestantisme.....	38
1.3.6 Droits de l'homme.....	39
1.3.7 Les États, le système scolaire et le protestantisme.....	41
Figure 1.1 La famille chrétienne selon Lalonde.....	46

CHAPITRE 2 : LA CROIX, LE LYS, LA CHARTE ET LE MINISTRE : LE PROCESSUS DE SÉCULARISATION DU SYSTÈME SCOLAIRE QUÉBÉCOIS.

2.1	Introduction.....	47
2.2	La sécularisation tranquille du Québec.....	48
2.3	Les institutions scolaires.....	52
2.3.1	Le processus de désenchantement tranquille de l'école québécoise.....	52
2.3.2	Le rapport Parent.....	57
2.4	Le rapport Proulx.....	59
2.4.1	Les États généraux 1995-1996.....	59
2.4.2	Le groupe de travail sur la place de la religion à l'école.....	61
2.5	Changements sociétaux entre 1964 et 2000.....	62
2.5.1	La croix : changement des rapports entre Québécois et l'Église.....	63
2.5.2	Le lys : changements des rapports linguistique et économique.....	66
2.5.3	La charte : le Québec et les droits de l'homme.....	69
2.5.4	La loi 118.....	71
2.5.5	Le Ministre.....	72

CHAPITRE 3 : LA PLACE DES CROYANTS À L'ÉCOLE PUBLIQUE

3.1	Introduction.....	77
3.2	Méthodologie.....	78
3.3	Les prises de position.....	80
3.3.1	L'Église unie.....	80
3.3.2	L'Église presbytérienne.....	82
3.3.3	L'Église anglicane.....	85
3.3.4	La Table de Concertation Protestante.....	87
3.3.5	L'Assemblée des Évêques du Québec.....	91
3.4	Explication des résultats.....	94
3.5	Points communs.....	102

3.6	Démocratie et christianisme.....	102
-----	----------------------------------	-----

3.7	Propositions.....	105
-----	-------------------	-----

	CONCLUSION.....	107
--	-----------------	-----

ANNEXES

I	Tableau selon Troeltsch, calvinisme moderne.....	110
---	--	-----

II	Distinction entre calvinisme moderne et ancien.....	111
----	---	-----

	Bibliographie.....	112
--	--------------------	-----

INTRODUCTION

Le présent mémoire vise à explorer la manière dont les confessions religieuses expriment leurs différences doctrinales dans le cadre de leurs rapports avec l'État et cela plus particulièrement dans un contexte de modernité. Ce sujet sera ici abordé à travers la question précise du type d'écoles choisies par le gouvernement et le type de cours de religion offert à la population. Au Québec, en 1999, une Commission parlementaire s'est penchée sur la question de la place de la religion à l'école, et les réactions des diverses confessions, lors de cet événement, fournissent un point de vue unique sur les mécanismes d'expression de défense des particularismes doctrinaux par les groupes religieux.

Les études antérieures sur le sujet de la déconfessionnalisation du système scolaire au Québec et sur les réactions des confessions religieuses ont abordé le sujet d'un autre angle. Le rapport Proulx (1999) a présenté les résultats d'une vaste enquête qui montre la position des groupes quant aux aménagements proposés et ce de façon objective, sans donner l'explication de ces positionnements. Milot (2001) a décrit la transformation des rapports entre l'État et l'Église au Québec en situant les positions idéologiques de deux groupes, communautarien et républicain, lors du débat de 1999. Elle a notamment souligné la fin de la prépondérance de l'Église catholique au Québec ainsi que les mutations subies par celle-ci et l'effet que cela a engendré sur les rapports qu'entretiennent l'Église et l'État. Une seconde recherche produite par Milot (2002) s'est attardée à la question de la laïcité au Québec et à son développement

dans l'histoire de la province ; une comparaison entre les contextes juridique et politique du développement des processus de laïcisation au Québec et en France a été proposée, l'auteur situant la question dans le cadre du multiculturalisme qui caractérise les deux territoires.

Ouellet (2000) a décrit pour sa part l'évolution du débat entre les différents groupes sociaux en mettant en lumière la polarisation entre les tenants d'une vision républicaine et laïque et les tenants d'une vision communautaire et religieuse ; dans ce contexte, les Églises catholique et protestantes issues de la réforme radicale et du Réveil du 19^e siècle ont défendu les principes de la confessionnalité scolaire et du fait même une vision communautaire, tandis que les Églises Établies se sont rangées du côté de la laïcité, supportant ainsi la vision républicaine.

L'explication de cette polarisation à partir d'un regard sur les doctrines respectives des confessions religieuses est au cœur de notre travail. En effet, la question des spécificités doctrinales intrinsèques aux confessions chrétiennes semble avoir été peu explorée; or la source du conflit pourrait bien s'expliquer, en partie du moins, par ces divergences doctrinales. Autrement dit, une étude du positionnement respectif des Églises catholique et protestantes dans le cadre de la modernité, à l'aide d'une comparaison entre les deux groupes sur le plan de leur relation avec l'État, pourrait grandement éclairer le débat.

Pour ce faire, nous présenterons ici comment les confessions ont réagi à la modernité et identifierons certaines tendances adoptées dans le cadre scolaire par ces groupes en Europe et en Amérique. Sans aucune prétention à l'exhaustivité, nous présenterons d'abord les prises de positions officielles de l'Église catholique, des Églises protestantes d'États et des Églises protestantes non étatiques. Ensuite nous verrons comment s'exprimeront ces prises de

position dans le domaine scolaire en Europe, aux États-Unis, au Canada et au Québec. Notre hypothèse pour rendre compte des différences observées s'inscrit dans la tradition troeltschienne, à savoir que les Églises réformées calvinistes et néo-calvinistes libérales auraient une plus grande affinité avec les principes démocratiques, ce qui leur confère un avantage lorsqu'il s'agit de laïciser un système scolaire. C'est ce que nous tenterons ici de démontrer.

À la suite d'une première lecture des mémoires déposés en Commission parlementaire en 1999, nous croyions qu'il était possible d'arriver à une sorte de présentation photographique de la période située entre 1995 et 2000 au Québec. Or, plus la recherche avançait, plus il devenait évident qu'une telle présentation ne rendrait pas justice au processus de laïcisation québécois qui doit être compris dans un cadre socio-historique plus large. De plus, en comparant les processus qui se sont déroulés en Europe et en Amérique, il apparaissait que pour comprendre les différences, il fallait revenir à l'histoire et au contexte local. De même, pour chaque écrit concernant la laïcité, il faut prendre en considération la provenance et la position de l'auteur. C'est pourquoi, à la suite d'une analyse du positionnement des confessions face à la modernité nous avons effectué un travail pratique qui consistait à analyser la situation juridique se rapportant aux systèmes scolaires et à déterminer la place de la religion à l'école telle que prescrite dans les constitutions étatiques.

Notre premier chapitre porte sur le positionnement des catholiques et des protestants par rapport à la modernité et sur l'influence des confessions sur les systèmes scolaires européens et américain, le choix du type de système scolaire et du cours de religion confirmant la

prédominance d'un groupe ou de l'autre. Comme ces relations s'inscrivent dans le droit constitutionnel (et dans le droit canonique pour l'Église catholique) nous nous sommes appuyé sur des écrits qui portant les rapports entre l'État et l'Église dans un certain nombre de pays. Le cadre structurel de ce premier chapitre consiste en une synthèse des recherches centrées sur des caractéristiques inhérentes aux confessions qui déterminent leur rapport avec la modernité, la laïcité, la sécularisation et l'État.

Le deuxième chapitre aborde la question de la place de la religion au Canada et plus particulièrement au Québec. A travers une analyse de l'évolution des données législatives, nous ferons ressortir l'influence des Églises historiques et nouvelles sur la constitution canadienne et le système d'éducation. Le rapport Parent de 1963 et le rapport Proulx de 1999 contiennent à cet égard des clés de compréhension fort utiles pour aborder le contexte plus spécifique au Québec. Finalement le troisième chapitre porte sur le cas des Églises québécoises et indique leur préférence en ce qui concerne la place de la religion à l'école. Les mémoires produits par les différentes confessions, en 1999, constituent la source d'information principale de cette section. Nous avons opté pour les mémoires remis au nom des institutions chrétiennes. Notre échantillon comprend le mémoire remis par les membres de l'Assemblée des évêques au nom de l'Église catholique romaine du Québec. Tandis que les mémoires choisis au sein de la famille protestante appartiennent aux Églises anglicane, presbytérienne, à la Table de concertation protestante et à l'Église unie. Nous établirons une comparaison entre les Églises à partir de l'Église Unie qui correspond de plus près à la description que fait Troeltsch du calvinisme libéral.

Notre mémoire se base sur des données réelles et présente des tendances plausibles qui pourraient éclairer les concepteurs d'un nouveau cours de religion qui remplacerait l'enseignement confessionnel actuellement en place, dès juin 2005. En identifiant des points doctrinaux qui limitent ou favorisent les Églises dans leur positionnement face à la réalité contemporaine et à la modernité, nous pensons que cela contribuera à accélérer la mise en place d'un cours de religion commun à l'ensemble des écoles du Québec.

D'entrée de jeu, la charge émotive contenue dans les différents mémoires, négative et positive, ainsi que les nombreuses interprétations du concept de laïcité qu'on y retrouvait laissaient perplexe. Comment expliquer ces réactions ? C'est en voulant répondre à cette question, que ce mémoire a pris forme. Neutre, notre travail ne vise pas la critique mais tente d'offrir une explication plausible qui permettrait d'éviter tout impasse. Notre étude du positionnement des diverses confessions chrétiennes s'adresse donc à ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la place de la religion à l'école québécoise. Consciente des limites que posent l'utilisation d'une généralisation, idéale-typique, des positions idéologiques relatives aux Églises chrétiennes, l'auteure considère, néanmoins, ce mémoire comme un point de départ. Une première étape visant l'interprétation d'une réalité complexe, qui ne pourra être circonscrite que par des recherches futures.

Chapitre 1

Laïcisation, sécularisation, modernisation

1.1.Introduction

Les rapports entre les Églises et l'État prennent des formes multiples et varient avec le temps. D'un territoire à l'autre, et parfois au sein d'un même pays, les ententes diffèrent car elles s'adaptent aux particularités de la société locale. En outre, les accords négociés prennent parfois forme dans la controverse idéologique et suscitent de nombreux débats politiques. Ainsi, la nature des relations entre l'État et les Églises suit un parcours historique dictant les dispositions constitutionnelles qui les régissent.

Ce premier chapitre démontre comment s'exprime le processus de négociation de la place des religions catholique et protestantes dans divers États. Après avoir expliqué l'interrelation entre modernité, sécularité et laïcité, on situera l'Église catholique et les Églises protestantes en définissant leur relation avec ces principes. Il serait naïf de prétendre atteindre une explication précise ; nous cherchons simplement à dégager des tendances générales afin de pouvoir comprendre les différents enjeux et établir une comparaison entre les divers types d'Église. Nous étudierons le processus en Europe et aux États-Unis avant d'entreprendre

l'étude du Québec au sein de la confédération canadienne.

Il importe, tout d'abord, de définir quelques termes. Le dictionnaire Robert ² offre comme définition de la laïcité: « Principe de séparation de la société civile et de la société religieuse, les Églises n'ayant aucun pouvoir politique. » et comme définition de séculier « qui appartient au siècle, à la vie laïque, qui vit dans le siècle, dans le monde, qui n'est pas soumis à la vie monastique. » [Un prêtre peut être séculier]. Gauchet³ soutient que les termes laïcisation et sécularisation émanent de l'effort des Églises chrétiennes de se distinguer. Ces termes identifient ce qui n'appartient pas à l'Église ou ce qu'elle ne régit pas. Selon Trotabas ⁴ la séparation entre l'Église et le roi (plus précisément la fin de la tutelle de l'Église sur le souverain) marque l'avènement de la modernité tandis que pour Poulat ⁵, dans le contexte moderne, l'individu s'affranchit, il se détourne de la chrétienté faisant en sorte que le rapport au divin disparaît et la société peut se passer de Dieu. Il existe donc une interaction étroite entre les trois processus. La modernité induisant une période de sécularisation accrue et ce processus possède un point extrême, la laïcisation.

Or, le contexte moderne dans lequel nous vivons exerce une influence directe sur les acteurs, les Églises, et sur leurs rapports avec l'État. Taylor ⁶ mentionne trois traits qui caractérisent

² Rey, Alain, dir. *le Micro Robert Poche, dictionnaire d'apprentissage de la langue française*, Paris, [Dictionnaires le Robert, 1993] p. 721 et p.1172.

³ Gauchet, Marcel. *La religion dans la démocratie, Parcours de la laïcité*, Paris, Éditions Gallimard, 1998, p.17-18.

⁴ Trotabas, J.B. *La notion de laïcité dans le droit de l'Église catholique et de l'état républicain*, sous la direction de Waline, M. Paris, librairie générale de droit et de jurisprudence, 1961, p41.

⁵ Cœur, F.L. et F.Tonnellier. *De l'esprit d'assise aux assises de l'esprit, Tour d'horizon sur le catholicisme confronté à un monde moderne*, SÉMINAIRE, La religion dans la modernité : sécularisation, différenciation religieuse et régulation catholique, dir. P.A.Turcotte, INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS, 1997, p.70-82.

⁶ Taylor, Charles, *Les malaises de la modernité*, 1994 p.9- 21.

notre époque moderne et qui émanent du 17^e siècle : l'individualisme, la primauté de la raison et la venue des sociétés qui accordent une place privilégiée à la technologie. Selon Taylor, ces caractéristiques de la modernité induisent des malaises parmi lesquels on compte une perte de sens et une culture où l'amour de soi prévaut. L'avis de Touraine⁷ à ce propos est que dans les sociétés modernes, il existe une disjonction entre le système et ses acteurs. La raison prévaut dans ces sociétés et les conduites acceptables sont celles qui contribuent au bon fonctionnement du groupe ; l'homme devient un bon citoyen avant tout. Nous assistons ainsi au triomphe de la raison universalisante sur les traditions et les intérêts particuliers. Les valeurs historiques perdent donc leur sens en ne correspondant plus aux valeurs, normes et politiques contemporaines. Cette situation donne lieu à une bataille entre deux univers plutôt qu'à leur collaboration volontaire. L'acteur possesseur d'intérêts particuliers entre en conflit avec le système et on assiste à une rupture entre le système politique propulsé par des intérêts économiques et la culture sous diverses formes. La perspective de Giddens⁸ à ce sujet relie, tout comme celle de Taylor, l'origine des changements sociétaux influençant la modernité contemporaine au début du 17^e siècle en Europe. Les sociétés issues de l'industrialisation massive rompent donc avec la tradition plus rassurante. Ainsi, le doute remplacera l'assurance par rapport au futur, la science incertaine guidera le monde moderne et le progrès qui accompagne la modernité induira un vide provoqué par les transformations incessantes. L'humain, remplaçant la divinité contrôlera alors l'espace social. Le contexte moderne en Occident accorde donc une primauté à la raison et à l'homme, délaissant ainsi l'ancienne forme de référence organique entre Dieu, la nature et l'homme. Dans ce contexte, le système

⁷ Touraine, Alain. *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992, p.257-469.

⁸ Giddens, Antony, *Les conséquences de la modernité*, p. 183 à la fin.

démocratique imposera sa primauté sur tous les sous-systèmes nouveaux et traditionnels.

C'est ainsi que les processus de sécularisation et de laïcisation évolueront tout au cours du 17^e siècle, jusqu'à aujourd'hui, la modernité⁹ agissant comme catalyseur des processus de sécularisation et de laïcisation.

Ainsi, de multiples facteurs agissent sur les rapports entre État et confessions religieuses. En outre, lorsqu'il s'agit de laïcisation, l'Église, dans ses rapports avec l'État, doit occuper une place importante, assez importante pour être en mesure de jouir de privilèges acquis historiquement et qui s'expriment par l'entremise des domaines juridique et politique. Dans le contexte moderne toutefois, les Églises protestantes historiques ont plutôt subi un processus de sécularisation qui leur permet de coexister avec le pouvoir séculier. On pourra donc dire, finalement, que la laïcisation est un processus qui régit juridiquement les rapports entre la religion et l'État et qui vise à exclure la présence de l'Église ou de la religion au sein des institutions publiques, principalement à cause d'un processus de sécularisation induit par la modernité. Baubérot, en spécifiant qu'il s'agit d'un idéal type, définit les notions que l'on trouve dans les sociétés modernes du 19^e et 20^e siècle :

Le processus de sécularisation est un changement du rapport religieux dans la mentalité et la culture, lié à la dynamique sociale. Le processus de laïcisation est une modification de la situation institutionnelle de la religion, résultat, souvent, de tensions ou conflits entre sphères institutionnelles et où l'État intervient en tant qu'acteur¹⁰.

Par ailleurs, en ce qui concerne la sécularisation Milot s'inscrit dans une perspective de changements sociaux et culturels. Elle définit la laïcisation comme l'introduction dans le

⁹ Nous évitons d'aborder ici le terme de post-modernité puisque l'utilisation de ce concept ne fait pas l'unanimité chez les chercheurs.

¹⁰ Groupe de sociologie des religions et de la laïcité, « Études comparatives : pays européens » *bilan, Le projet commun*, p.9 www.iresco.fr/labos/gsr/bilan.htm, trouvé mars 2004.

politique « [d']une mise à distance institutionnelle de la religion dans la régulation globale de la société, notamment en contexte pluraliste ... la laïcité concerne donc l'aménagement politique, puis la traduction juridique, de la place de la religion civile et dans les institutions publiques¹¹. » Enfin pour Smith¹², la laïcité devient un principe juridique prescrivant une neutralité étatique dans le domaine religieux qui associée aux droits de l'homme, prend source en France. La laïcité implique donc un concept de neutralité étatique ainsi qu'un environnement pluraliste et permet le côtoïement des multiples visions de la bonne vie dans les institutions publiques.

Du reste, exception faite des révolutions, la laïcité n'est pas instantanée. En Europe, dans les pays à majorité catholique, l'Église utilise des recours légaux pour assurer sa présence au sein de la société. Ces recours symbolisent, en fait, l'acceptation de la part de l'Église de se séparer du pouvoir politique, de se laïciser. Néanmoins, les rapports entre l'Église catholique et les États varient d'un pays à l'autre et le processus de transformation peut prendre des formes multiples pour la même Église. Altermatt soutient à ce propos que « la sécularisation est un remarquable processus de longue durée qui laïcise la culture catholique depuis plus de deux cents ans¹³. » Donc, les changements sociaux et culturels dans le contexte moderne peuvent induire une sécularisation de la société qui nécessitera des ajustements de la part du gouvernement.

¹¹Milot, Micheline, *Laïcité dans le nouveau monde, le cas du Québec*, [Belgique], Brepols, [2002], p.32-34.

¹²Smith, Glen et al., « Confessionnalité, laïcité, mission de l'école », *Éduquer les enfants, Une vision protestante de l'école*, Québec, Éditions du Sommet, [1998], p.13.

¹³ Altermatt, Urs. *Le catholicisme au défi de la modernité, l'histoire sociale des catholiques suisses aux 19^e et 20^e siècles*, [France]. Éditions Payot Lausanne, [1994], p.45.

Un coup d'œil sur le processus qui a pris place en Europe et aux États-Unis nous aidera à comprendre la pluralité et la complexité de l'application des principes de laïcisation et de sécularisation. En distinguant catholicisme et protestantisme dans le contexte moderne, nous chercherons les facteurs qui favorisent l'intégration du protestantisme à la modernité, par rapport au catholicisme. Nous verrons donc la restructuration des rapports entre les Églises et l'État dans le courant de la modernité. Les institutions scolaires deviendront un lieu de concrétisation de ces rapports dont nous tenterons de dégager les principales tendances. Pour ce faire, la position de l'Église catholique et par la suite celles des Églises protestantes seront décrites et analysées.

1.2. Le point de vue de l'Église catholique

1.2.1 Origine chrétienne de la laïcité

Trotabas ¹⁴, soutient que l'origine biblique de la notion de laïcité se trouve dans les paroles suivantes du Christ : « Rendez donc à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. »

La laïcité serait donc acceptable au sein du christianisme. Or l'Église, dans le cas des catholiques, représente la société parfaite, ce qui explique qu'elle revendique un rôle social.

De même lorsqu'il s'agit de laïcité, aux yeux de l'Église catholique, deux groupes sont impliqués dans un dialogue tentant de représenter les intérêts de la même société : elle et l'État. Les rapports entre les domaines spirituel et temporel exigeront donc une entente politique. L'Église voudra aussi qu'on considère son point de vue lorsqu'il s'agit d'interaction

¹⁴Trotabas, J.B., *La notion de laïcité dans le droit de l'Église catholique et de l'état républicain*, sous la direction de Waline, M. Paris, librairie générale de droit et de jurisprudence, 1961, p. 25-92.

avec les autres Églises. Ce sont ces négociations entre les deux domaines qui détermineront la place réservée à la religion catholique. Trotabas ¹⁵ identifie trois périodes marquant les relations entre l'Église et l'État : « la période sacrale du Moyen âge » coïncidant avec une union de foi et union politique ; « la période baroque » où les rapports mutent et où la religion devient religion d'État, et la « période moderne », marquée par une scission plus ou moins complète entre les deux pouvoirs. Le rapport entre les deux pouvoirs évoluera donc selon un processus sécularisant qui sera accéléré en Europe par la réforme protestante du 16^e siècle et la Révolution française de 1789 qui marquera le point culminant de la scission entre les deux pouvoirs en France. La sécularisation suivra le rythme de modernisation des pays, de sorte qu'un décalage s'établira entre la France et les anciens États catholiques.

Or, malgré l'unité apparente du catholicisme romain, on y retrouvera dès sa naissance une diversité de courants. La sécularisation n'agira donc pas de façon uniforme sur les catholiques. Une distinction s'opère entre le clergé régulier et clergé séculier : les membres des ordres contemplatifs vivent en réclusion tandis que le clergé séculier oeuvre dans la société. A cette division interne, se rajoute une division politique, le gallicanisme. Celui-ci distinguera le clergé français, détenteur de privilèges en France, de Rome dès le 17^e siècle¹⁶. Au sein même du catholicisme, il y aura donc des courants libéraux et conservateurs qui s'activeront et sur lesquels la modernité agira. On retrouve cependant, au sein du catholicisme, une période précise et unique qui constitue, en fait, une réaction défensive à la

¹⁵ Trotabas, J.B., *La notion de laïcité dans le droit de l'Église catholique et de l'état républicain*, sous la direction de Waline, M. Paris, librairie générale de droit et de jurisprudence, 1961, p.63

¹⁶ Historia, « Les 20 mots clés du catholicisme », *Les catholiques, l'Église entre temporel et spirituel*, no19, Septembre et Octobre 2004, p.6.

modernité et qui laisse encore aujourd'hui sa marque au sein des sociétés catholiques : la contre-modernité.

1.2.2 La contre-modernité, 1850-1950

La période 1850 -1950, est cruciale lorsqu'il s'agit de comprendre le positionnement de l'Église catholique romaine par rapport à la modernité. À titre d'exemple, les catholiques suisses, réagissant alors à la laïcisation rapide qu'ils percevaient comme une menace, ont formé une contre-société pour préserver leur identité et se définir par rapport au monde extérieur. L'analyse d'Altermatt ¹⁷ au sujet des catholiques en Suisse peut s'appliquer aux pays tels que l'Allemagne, les Pays-bas et le Canada. Il décrit comment la minorité catholique a lutté afin de préserver ses croyances dans un pays protestant. Selon l'auteur, l'industrialisation ainsi que l'urbanisation massive poussèrent les catholiques à se cantonner dans une société voulant préserver la tradition. Au cours de cette période, l'Église en réaction à ces changements, centralisera ses pouvoirs et optera pour une stratégie défensive. Le premier concile de Vatican (1869-1870) confirmera la position antimoderniste de l'Église catholique qui allait prévaloir jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La crise moderniste marquera effectivement le siècle des Pie (1850 à 1950) et affectera tous les catholiques. En réaction aux bouleversements sociétaux menaçant ses doctrines, l'Église réagira en prodiguant de multiples résolutions sous forme d'encycliques¹⁸. Altermatt ¹⁹

¹⁷ Altermatt, Urs. *Le catholicisme au défi de la modernité, l'histoire sociale des catholiques suisses aux 19^e et 20^e siècles*, [France]. Éditions Payot Lausanne, [1994], p.9-46.

¹⁸ En 1864, Pie IX condamnera le libéralisme par son encyclique *Quanta Cura et Syllabus* ; en 1870, le Concile Vatican 1 *Pastor Aeternus* mènera à l'encyclique de l'infalibilité Pontificale ; 1891, Léon XIII *Rerum Novarum*,

distingue ainsi deux crises majeures au sein de l'Église catholique durant cette période. Une première crise, portant sur le modernisme et les conséquences des révolutions politiques et industrielles, aura lieu au milieu du 19^e siècle. Pie IX réagira par le *Syllabus* de 1864 par lequel il dresse la liste des erreurs que l'Église voulait enrayer. Une deuxième crise se produira entre 1895 et 1914 dans le contexte d'une vague d'industrialisation. Au cours de cette période, Pie X, par l'entremise de l'encyclique de 1907, condamnera les attitudes hérétiques et dressera une liste d'erreurs modernistes. Plus tard, on introduira « le serment antimoderniste (1910) » qui ne sera aboli qu'en 1961. Enfin, une troisième crise identifiée par Altermatt se déroulerait présentement et serait reliée à la coexistence de forces progressistes et conservatrices au sein de l'Eglise, et ce depuis Vatican II.

Comeau (1998)²⁰ décrit la crise moderniste comme un affrontement entre des forces agissant autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Eglise. Le catholicisme sera pris d'assaut par diverses influences modernes : politiques, culturelles, philosophiques, scientifiques. La modernisation des sciences humaines, par exemple, suscitera la controverse au sein du catholicisme alors que la perte du contrôle sur les contenus historiques provoquera de fortes réactions : la tradition, qui a recourt au surnaturel, ne pouvait plus être admise par l'historicité moderne²¹. Or, selon les théologiens, la foi devient impensable sans un au-delà de l'histoire : le christianisme possède sa propre histoire, émanant du judaïsme jusqu'à nos jours et la croyance à ces faits

naissance de la doctrine sociale de l'Église Catholique Romaine ; 1907, *Pie X Pascendi Dominici Gregis*, sur les erreurs du modernisme ; 1910, *Motu proprio Sacrorum Antistitum* ou serment anti-moderne jusqu'en 1961.

¹⁹ Altermatt, Urs. *Le catholicisme au défi de la modernité, l'histoire sociale des catholiques suisses aux 19^e et 20^e siècles*, [France]. Editions Payot Lausanne, [1994], p.203-298.

²⁰ Comeau Geneviève. *Catholicisme et judaïsme dans la modernité*, Paris, Éditions du Cerf, 1998, p.23-31.

²¹ Poulat, Émile. « Anamnèse », *Historicité du christianisme, des origines à nos jours, Tome XIV Anamèsis*, France, Éditions Desclée, [2001], p.259-278.

bibliques, dans la formulation et la progression de ceux-ci, semble nécessaire pour la compréhension des croyants. Dès lors, un long combat opposera historiens libéraux et historiens catholiques intransigeants lors de la crise moderniste. L'historien libéral sera alors accusé de récupérer comme passé ce que l'Église continue de croire comme tradition. À la théologie on opposera les sciences religieuses, à l'histoire sainte on substituera l'histoire des religions. Tout deviendra objet de science, rien n'échappera à l'histoire. L'histoire sainte détenait une part de mystère ; l'histoire moderne n'en possèdera plus.

Enfin, un second facteur issu de la modernité et qui affectera particulièrement les communautés catholiques résidait en la coexistence d'un pluralisme de visions religieuses. Berger²² et Comeau²³ soulignent ce phénomène et décrivent un ensemble de facteurs qui menaçaient de rompre l'union au sein de la communauté des croyants catholiques : certains d'entre eux ne verront pas de conflit entre modernité et catholicisme ; d'autres chercheront à intégrer leur vision religieuse à chaque nouvelle découverte ; d'autres voudront préserver un fondement religieux intouchable qui se distinguerait d'un environnement en perpétuelle mutation. Dès lors, de par sa prise de position intransigeante l'Église catholique ne pouvait que s'inscrire à contre-courant des courants idéologique et sociaux de l'époque.

²² Issa, Gabriele. *Entre fanatisme et tolérance illimitée*, Séminaire : La religion dans la modernité : sécularisation, différenciation religieuse et régulation catholique, Paris, Faculté de sciences sociales et économiques, 1997, p.97.

²³ Comeau Geneviève. *Catholicisme et judaïsme dans la modernité*, Paris, Éditions du Cerf, 1998, p.28.

1.2.3 Droits de l'homme et le Saint-Siège

La Déclaration des droits de l'homme de 1948 marquera une certaine ouverture dans la prise de position jusque là inflexible de l'Église catholique. D'entrée de jeu, les notions incluses dans le document devaient être universelles et se voulaient le reflet de valeurs fondamentales partagées par tous les pays²⁴. À ce propos justement, la dignité humaine s'harmonise avec la doctrine de l'Église qui considère l'homme créé à l'image de Dieu²⁵. Le Saint-Siège, reconnaît ces valeurs mais il ne peut les incorporer dans son droit canonique. Le droit d'exprimer ses opinions ne s'applique pas pour autant à la communauté religieuse tout comme la dissolution du mariage et l'avortement sont toujours refusés. Il arrive donc que le Pape doive demander des dérogations à la Déclaration lorsque des problèmes particuliers surgissent.

Ce début d'ouverture de l'Église catholique, s'explique en partie par les problèmes encourus lorsqu'elle collabora avec des régimes totalitaires au Portugal, en Espagne, en Italie et en Allemagne au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Selon Rémond²⁶, suite à ces échecs l'Église se rallia à la laïcité. De plus, la montée du communisme favorisa l'adoption des principes démocratiques par l'Église. L'acte politique qui s'en suivra, Vatican II, visera à replacer l'Église catholique au sein du christianisme occidental. On voulait résoudre la crise moderniste. Les résolutions adoptées, suite à ce concile, ouvrirent une nouvelle ère à compter

²⁴ Association canadienne pour les droits de l'homme, *La déclaration des droits de l'homme*, 3p., www.unac.org/fr/rights/guide/declaration.html, trouvé juin 2004.

²⁵ Hellinghausen, Georges. *Le vatican et les instruments internationaux en matière de droits de l'homme*, 2 novembre 2000, http://w3.restena.lu/justpaix/doc_divers/vat_dh_gh.html, 5p., trouvé juin 2004.

²⁶ Rémond, René. *Religion et société en Europe, la sécularisation aux 19^e et 20^e siècles 1780-2000*[Paris], Éditions du Seuil, [2001], p.217-229.

de 1961²⁷. Avec Vatican II, l'Église renoncera à sa doctrine d'intransigeance, mais restera attachée à sa vision intégraliste²⁸ et prônera la tolérance qui répondait selon elle aux exigences du pluralisme confessionnel et de la liberté de conscience. Ce changement de vision donnera lieu à la signature de nombreux concordats entre les États et le Saint-Siège et suscitera une controverse interne au sein de l'Église catholique.

1.2.4 Vatican II

Le Concile de Vatican II s'ouvrira donc en propulsant de l'avant une double visée de ressourcement et d'ouverture envers un monde moderne²⁹, tout en maintenant les principes philosophiques de la scolastique pour exprimer le dogme. Le discours inter-religieux sera abordé, mais la doctrine traditionnelle de la vérité exclusive de l'Église ne favorisait toujours pas le dialogue ; on parlera dès lors de « frères séparés » plutôt que « d'hérétiques »³⁰ au sujet des chrétiens non catholiques, mais on se donnera toujours pour mission de les réintégrer³¹. Les résultats du Concile mèneront également à un renoncement de l'anti-judaïsme catholique ainsi que l'amorce d'initiatives communes entre dénominations chrétiennes. La traduction de la Bible œcuménique s'effectuera aussi lors du concile et un texte relatif à la liberté religieuse sera alors rédigé : « l'Église considère que d'autres religions existent : l'Église affirme qu'elles sont fausses du moins en partie,[mais] elles doivent tout de même être respectées, de

²⁷ Encyclopédie Wikipédia, *Ile concile œcuménique du Vatican*, 1999, 12 p., http://fr.wikipedia.org/wiki/Ile_concile_%C2%9Ccum%C3%A9nique_du_Vatican, trouvé mars 2004.

²⁸ La doctrine de l'Église qui vise à réunir en son sein tous les chrétiens.

²⁹ Comeau Geneviève. *Catholicisme et judaïsme dans la modernité*, Paris, Éditions du Cerf, 1998 p.125-153.

³⁰ Encyclopédie Wikipédia, *Ile concile œcuménique du Vatican*, 1999. p.5, http://fr.wikipedia.org/wiki/Ile_concile_%C2%9Ccum%C3%A9nique_du_Vatican, trouvé mars 2004.

³¹ Or, une nouveauté offerte par Vatican II, réside en la présence en son sein, d'observateurs chrétiens non-catholiques qui signifiait la volonté de l'Église catholique de s'ouvrir au monde.

la même manière que la religion catholique doit être respectée par les autres religions³². »

Suite aux changements adoptés, un schisme se produira entre l'aile droite de l'Église catholique et son centre. Ce mouvement de réforme conservateur est toujours actif au sein de l'Église, de sorte que les acquis du concile se retrouvent encore au centre d'une controverse idéologique. De plus, l'Église catholique romaine conserve toujours son ambition d'occuper un siège à l'Organisation des Nations Unies et de s'absenter du Conseil oecuménique des Églises³³. L'Église catholique désire ainsi un retour à une unité perdue. En attente de ce monde meilleur, les tensions internes et externes résident dans le dilemme que Comeau³⁴ relève : « Comment mener une vie unifiée dans un monde différencié ? »

1.2.5 Rapport entre États et Saint-Siège

Les constitutions étatiques cristalliseront les rapports entre l'État et le Saint-Siège parce que le Pape négociera, là où il le pourra, la place de l'Église catholique dans l'État par l'entremise de concordats. Selon le cardinal Tauran³⁵, le concordat officialise un accord entre le Saint-Siège et un État et reconnaît ainsi la non-possibilité pour l'Église d'occuper une position d'Église d'État. Ce type de traité international fixe les normes qui régiront les rapports réciproques en ce qui concerne l'organisation et les activités pastorales dans le pays concerné. D'autres accords peuvent prendre la forme de conventions, de notes, de lettres ou de *Modus*

³² Encyclopédie Wikipédia, *Ile concile œcuménique du Vatican*, 1999, p.11

http://fr.wikipedia.org/wiki/Ile_concile_%C2%9Ccum%C3%A9nique_du_Vatican, trouvé mars 2004.

³³ Le conseil œcuménique des Églises œuvre depuis 1947 et compte 342 membres protestants et orthodoxes. L'Église catholique romaine refuse d'y siéger à moins qu'on reconnaisse l'autorité papale. On y trouve cependant des observateurs catholiques romains.³³ L'Église malgré son ouverture conserve une position qui lui donne un regard particulier sur le pluralisme.

³⁴ Comeau Geneviève. *Catholicisme et judaïsme dans la modernité*, Paris, Éditions du Cerf, 1998, p.322-323.

³⁵ Tauran, J.L., *Rapports de l'Église catholique avec les États*, le site d'information sur la laïcité, 2003, www.laïc.info/Members/webmestre/La_religion_chretienne.2003-11-07.4401/view, trouvé le 26 mai 2004, p.2-3.

Vivendi. L'avantage pour l'Église réside dans le fait que ces accords, reconnus, la mettront à l'abri des changements politiques locaux³⁶. Il existe une multitude d'ententes et d'expressions de la laïcité négociée entre les États que Tauran³⁷ ramènent à trois grandes formules juridiques: « une séparation pure et simple », le droit privé régissant ici la situation des confessions religieuses comme aux États-Unis et en France ; « une séparation coordonnée », des accords régissant la situation de l'Église catholique dans le pays, le concordat officialisant cet accord comme en Italie ou Espagne ; et « une séparation hostile », telle que l'on retrouve à Cuba qui interdit la pratique religieuse dans le domaine public. Parmi les questions abordées lors de ces accords, on retrouve bien sûr la question de l'enseignement religieux dans les écoles publiques.

1.2.6 Les États européens, le système scolaire et l'Église catholique

En ce qui concerne l'éducation pour les catholiques, il faut comprendre que certaines directives proviennent directement de Rome. En 1977, la Sacrée Congrégation pour l'éducation catholique recommandait « ... de centrer son attention sur la nature et les caractères distincts de l'école qui se définit et se présente comme catholique³⁸. » et on mentionnait aussi la volonté de préserver la formation intégrale de la personne ; l'enseignement catholique vise à synthétiser la foi et la culture ainsi que la foi et la vie. Elle

³⁶ Dans l'Europe des 25, quatorze États entretiennent des rapport avec le Saint-Siège sous forme d'un Concordat : Allemagne, Autriche, Espagne, France, Italie, Portugal, Luxembourg, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte Pologne, Slovaquie et Slovénie. Seuls six États revendiquent la séparation de l'État et de l'Église, on compte parmi ces groupes d'anciens pays communistes : Hongrie, Lettonie, Portugal, République Tchèque, Slovaquie et Slovénie. L'Allemagne, l'Espagne, la Lituanie et l'Estonie rejettent l'option de la religion d'État. L'Italie et la Pologne revendiquent l'indépendance et l'autonomie du pouvoir spirituel et temporel. La France est le seul pays laïque. Il faut aussi noter que le catholicisme maintient un privilège de religion d'État dans quatre petits pays : Lichtenstein, Monaco, Saint-Marin et Malte.

³⁷ Tauran, J.L. *Rapports de l'Église catholique avec les États*, 2003, p.1.

³⁸ Garrone G-M. et A.Javierre, *L'école catholique*, Vatican, Sacrée Congrégation pour l'éducation catholique, 1977, 21p.

réitérait enfin l'importance de l'enseignement catéchétique. Plus récemment ³⁹, la Sacrée Congrégation réaffirmait le caractère théologique des écoles catholiques et la volonté de poursuivre la formation intégrale de l'enfant. Jean-Paul II recherche ainsi une égalité entre les écoles étatiques et les écoles catholiques au sein des États démocratiques. Comme les écoles servent à remplir la mission d'évangélisation de l'Église, elles sont irremplaçables et deviennent le moyen de répondre à l'appel du Christ. C'est pourquoi le Saint-Siège tient à ses écoles et en fera un enjeu majeur dans le cadre des ententes que le Pape négociera avec les États.

Ainsi, l'expression du rapport entre État et Eglise catholique prend diverses formes en Europe. Les anciens États catholiques, par l'entremise de concordats, reconnaissent toujours l'importance de la confession et lui accorde une place dans le système scolaire. Ainsi en Espagne, les écoles publiques doivent offrir un enseignement religieux facultatif pour les étudiants : « Les pouvoirs publics garantissent le droit des parents à ce que leurs enfants reçoivent la formation religieuse et morale en accord avec leurs propres convictions⁴⁰. » Il n'existe pas de religion d'État en Espagne, mais une place privilégiée est réservée à l'Église catholique : « Aucune confession n'aura le caractère de religion d'État. Les pouvoirs publics tiendront compte des croyances religieuses de la société espagnole et entretiendront de ce fait des relations de coopération avec l'Église catholique et les autres confessions⁴¹. » En Italie, l'enseignement religieux est facultatif et on permet aux religions reconnues d'organiser des

³⁹Laghi, P.C et J.S. Martins, *The catholic School on the Threshold of the third Millennium*, Vatican, Congregation for Catholic Education, 1997, 9p.

⁴⁰Sénat français, Services des affaires européennes, « Espagne », *Le financement des communautés religieuses*, septembre 2001, p.2., www.senat.fr/lc/lc93/lc935.html, trouvé sept.2004.

⁴¹Sénat français, Services des affaires européennes, « Espagne », *Le financement des communautés religieuses*, septembre 2001, p.2., www.senat.fr/lc/lc93/lc935.html, trouvé sept.2004.

cours. Cependant, un accord conclu entre le Saint-Siège et la république stipule que : « La république italienne(...) continuera à assurer dans le cadre des objectifs de l'école, l'enseignement de la religion catholique dans les écoles publiques non universitaires de tous ordres et de tous degrés⁴². » En ce qui concerne le Portugal, on reconnaît la neutralité de l'enseignement public mais on fixe des règles gouvernant le pouvoir de l'État : « L'État ne peut s'arroger le droit de déterminer l'éducation et la culture selon les lignes directrices philosophiques, esthétiques, politiques, idéologiques ou religieuses⁴³. » La constitution du pays reconnaît la liberté de l'enseignement de toute religion mais n'organise pas les cours dans le secteur public. Par contre l'enseignement religieux est garanti dans les écoles primaires et secondaires ; les élèves qui en font la demande peuvent obtenir un enseignement religieux.

Quant aux pays bi-confessionnels on y remarque aussi la possibilité de recevoir un enseignement confessionnel pour les catholiques. En Belgique : « Les écoles organisées par les pouvoirs publics offrent, jusqu'à la fin de l'obligation scolaire, le choix entre l'enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle.... Tous les élèves soumis à l'obligation scolaire ont droit, à charge de la communauté..., à une éducation morale ou religieuse⁴⁴. » En Allemagne, l'enseignement religieux est obligatoire dans les écoles publiques :

L'instruction religieuse est une matière d'enseignement régulière dans

⁴²Sénat français, Service des affaires européennes, « Italie », *Le financement des communautés religieuses*, septembre 2001, p.2., www.senat.fr/lc/lc93/lc936.html, trouvé sept.2004.

⁴³Sénat français, Service des affaires européennes, « Le Portugal », *Le financement des communautés religieuses*, septembre 2001, p.2., www.senat.fr/lc/lc93/lc938.html, trouvé sept.2004.

⁴⁴Sénat français, Service des affaires européennes, « Belgique », *Le financement des communautés religieuses*, septembre 2001, p.2., www.senat.fr/lc/lc93/lc933.html, trouvé sept.2004.

les écoles publiques sauf dans les écoles confessionnelles. L'instruction religieuse est dispensée conformément aux principes des communautés religieuses, sans préjudice de droit de contrôle de l'État. Aucun enseignant ne peut être obligé de dispenser l'instruction religieuse contre son gré⁴⁵.

Au Pays-Bas, on retrouve un enseignement religieux non obligatoire dans les écoles publiques. On y offre aussi des cours non-confessionnels : « L'enseignement public est régi par la loi, dans le respect de la religion ou des convictions de chacun⁴⁶. » On remarque donc, dans ces pays, la possibilité pour les catholiques d'avoir un enseignement religieux en conformité avec les doctrines de l'Église catholique, et ce de diverses façons.

Enfin la Suisse, depuis 2003, a modifié les règles s'appliquant à l'enseignement religieux dans les écoles publiques. Les cantons détenaient auparavant le privilège de légiférer dans ce domaine. Or, un nouveau programme offert dans les écoles françaises de Bern, Wallis et Jura, a suscité des protestations car les cours relativisaient la religion catholique par rapport à l'Islam. Comme le canton de Wallis compte près de 95% de catholiques, ceux-ci ont vivement protesté⁴⁷. D'autres protestations de la part de l'Église catholique et des partis évangéliques, inciteront finalement les autorités à réintroduire les contenus bibliques dans le nouveau cours « Religion et culture »⁴⁸.

⁴⁵ Sénat français, Service des affaires européennes, « Allemagne », *Le financement des communautés religieuses*, septembre 2001, p.3., www.senat.fr/lc/lc93/lc931.html, trouvé sept.2004.

⁴⁶ Sénat français, Service des affaires européennes, « Pays-Bas », *Le financement des communautés religieuses*, septembre 2001, p.2., www.senat.fr/lc/lc93/lc937.html, trouvé septembre 2004.

⁴⁷ Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, *Switzerland, International Religious Freedom Report 2004*, U.S. Department of State, 6p., www.state.gov/g/drl/rls/irf/2004/35487.htm, trouvé sept. 2004.

⁴⁸ Laïc info, Suisse : large soutien à l'enseignement de la religion à l'école, 1p., www.laïc.info/members/webmestre/Revue_de_presse.2004-09-13.0412, trouvé sept.2004.

Ainsi, selon Willaime⁴⁹, l'Europe dans une perspective juridique et sociologique, répond aux critères de la laïcité mais différenciée. Dans tous les États, il existe une séparation entre l'État et l'Église catholique, une laïcisation mais cela ne signifie pas forcément l'exclusion de partenariats.

1.3 Le point de vue protestant

1.3.1 Les quatre grandes familles protestantes, dénominations et sectes.

Lorsqu'on aborde le protestantisme, il faut se rappeler qu'au départ les réformateurs ne désiraient pas une séparation de l'Église catholique mais plutôt une réforme de celle-ci. Ils conservent donc tous, plus ou moins, des points doctrinaux communs qu'ils partagent avec l'Église catholique romaine. La réforme apparaît à un moment précis de l'évolution du christianisme, soit en parallèle avec l'arrivée de l'ère moderne. Comme nous l'avons vu précédemment, l'Église catholique romaine, dès le 12^e siècle, se laïcisait. Les Églises protestantes, issues de la réforme du 16^e siècle, prennent forme dans un contexte où un processus de sécularisation et de laïcisation agissait déjà et où une délimitation des pouvoirs existait. D'après Lalonde⁵⁰, les Églises issues de la réforme sont : calviniste, presbytérienne, luthérienne, méthodiste et congrégationaliste, auxquelles il faut rajouter l'Église unie canadienne et l'Église anglicane. Elles prennent aussi l'appellation d'Églises « historiques », « établies », « traditionnelles » ou « libérales ». Les membres des Églises anabaptistes

⁴⁹ Chantre, Claudine, *Approche comparative de la laïcité en Europe*, 2003, 2p., www.ac-versailles.fr/pedagogi/gephg/pedagogie/frelig/comparatif.htm, 2003, trouvé en mars 2004.

⁵⁰ Lalonde, Jean-Louis, *Des loups dans la Bergerie, les protestants de langue française au Québec, 1534-2000*, Canada, Éditions Fides, [2002], p.19-23.

prendront l'appellation de « réformés radicaux » et se distingueront par le choix d'une séparation totale entre les pouvoirs spirituel et temporel.

Quatre facteurs inhérents au protestantisme compliquent l'analyse lorsqu'il s'agit de comprendre le rapport entre l'État et l'Église protestante. On doit tenir compte de la famille protestante, du mode de gouvernance de l'Église, des principales sources doctrinales ainsi que de l'acceptation ou non, par l'Église, de la possibilité que d'autres vérités puissent exister. Or, parmi toutes les familles protestantes, l'Église réformée (calviniste et presbytérienne), se distingue au point de vue de sa relation avec l'État. Ainsi, dès que Calvin sera en position de pouvoir à Genève, il séparera les fonctions spirituelle et temporelle alors que les Églises anglicane et luthérienne conserveront un lien avec le système monarchique et un privilège d'Église d'État. Les principes de séparation entre l'Église et l'État doivent se comprendre dans le cas de Calvin et de Genève par une convergence très forte entre les domaines temporel et spirituel. Toutefois il existera selon Fath ⁵¹ « une désacralisation de l'autorité politique » ainsi qu'une « désacralisation de l'autorité religieuse » au sein du calvinisme. Celui-ci soulèvera donc l'émergence d'un doute quant à la possibilité d'un sacre humain ; la fidélité calviniste reviendra à Dieu seul. On attribuera la longévité du calvinisme à cette séparation qui protégera la confession lorsqu'un déclin de la popularité politique surviendra, puisqu'elle s'en distingue⁵².

⁵¹ Fath, Sébastien, L'influence de Calvin aux États-Unis, Des pères pèlerins à l'affaire Lewinski, conférence, Noyon, 16 décembre, 2000, p.9., www.unpoissondansle.net/rr/0106/3fath.html, trouvé sept.2004.

⁵² Spitz, L.W., *The Protestant Reformation 1517, 1559, USA*, Concordia Publishing House, 2001, p. 210.

1.3.2 Protestantisme et modernité, une sécularisation sans laïcisation

Selon Baubérot⁵³, dans plusieurs pays protestants, les Églises détiennent toujours une place au sein de l'État ce qui appuie la thèse voulant que les États protestants ont plutôt subi un processus de sécularisation qui s'effectuera sans avoir recours à la déstabilisation de l'institution religieuse.

Par ailleurs, Bruce⁵⁴ relie le processus de sécularisation à la nature même du christianisme protestant dans la mesure où la centralisation des doctrines sur le Christ et les sources bibliques simplifiera les rapports entre l'Église protestante et son environnement. En premier lieu, l'auteur mentionne que l'intérêt des puritains pour la science s'explique théologiquement par un désir de connaître l'œuvre divine. L'acquisition des nouvelles connaissances mènera indirectement à un accroissement du développement technologique qui à son tour modifiera le développement économique. Les nouvelles découvertes, solutions concrètes, remplaceront alors les prières et accroîtront la rationalisation au sein des communautés. Le deuxième facteur sécularisant inhérent au protestantisme selon Bruce réside dans la scission entre les Églises établies et les dénominations qui fragmentera la société et transformera les rapports entre les membres de cette société. Ceux-ci devront apprendre à vivre ensemble. Baubérot⁵⁵ mentionne aussi cette affinité entre protestantisme, modernité et liberté. Pour les protestants, la notion globalisante d'humanité remplacera les particularités ethniques. La cause principale de ce transfert s'explique d'un point de vue théologique par le fait que pour les protestants, la

⁵³ Baubérot, Jean. « Églises et États, Demain l'Europe », *Éduquer les enfants, Une vision protestante de l'école, Confessionnalité, laïcité, mission de l'école*, Québec, Éditions du Sommet, [1998] p.159.

⁵⁴ Bruce, Steve. *A House divided, Protestantism, Schism and Secularization*, London Routledge, 1990, p.7-17.

⁵⁵ Baubérot, Jean. « Protestantisme et vision libérale de la religion », *Éduquer les enfants, Une vision protestante de l'école, Confessionnalité, laïcité, mission de l'école*, Québec, Éditions du Sommet, [1998] p.102-105.

responsabilité de choisir qui bénéficiera du salut revient à Dieu, seul. Ce point doctrinal réduira donc l'apport des influences extérieures en ce qui concerne le salut. Ainsi, la valorisation de la liberté de conscience et l'utilisation du raisonnement deviendront des valeurs religieuses promues.

Néanmoins, malgré cette affinité entre protestantisme et modernité, une rupture se produira, au 19^e siècle, entre protestants conservateurs et protestants libéraux. Le protestantisme, pour tous les courants, s'exprime alors par une relation personnelle entre un individu et Dieu. Cependant, des membres dissidents des confessions protestantes refuseront que la sécularisation s'applique à leurs doctrines religieuses. Selon Lalonde⁵⁶, on retrouvera les Écritures au centre du litige. Les théories de Darwin (1859) ainsi que les innovations dans le monde de la recherche biblique contribuaient à modifier le statut de la Bible qui, de sainte écriture, deviendra une production humaine. Dès lors on distinguera, toujours à partir du 19^e siècle, les Églises historiques ou établies (anglicane, luthérienne, calvinistes [ou réformées], presbytérienne, méthodiste, congrégationaliste, l'Église unie) et les nouvelles Églises⁵⁷. Les nouvelles Églises que l'on qualifie parfois d'évangéliques, appartiendront à différents courants : sanctification, adventisme, fondamentalisme, revivalisme⁵⁸.

Malgré qu'elles n'occupent aucune position privilégiée dans un État, les nouvelles Églises peuvent exercer une influence considérable dans les régions où elles se trouvent. D'ailleurs

⁵⁶ Lalonde, Jean-Louis, *Des loups dans la Bergerie, les protestants de langue française au Québec, 1534-2000*, Canada, Editions Fides, [2002], p.249.

⁵⁷ Les anabaptistes malgré leur ancienneté seront considérés à part.

Lalonde, Jean-Louis, *Des loups dans la Bergerie, les protestants de langue française au Québec, 1534-2000*, Canada, Editions Fides, [2002], p.248-254.

au cours des années 1830-1840, des nombreux mouvements évangéliques américains connaîtront un Réveil⁵⁹ qui allait correspondre à une période de sécularisation rapide⁶⁰ et ce uniquement au sein des mouvements conservateurs. Ces renouveaux religieux correspondent en fait à une action conservatrice (fondamentalisme) ou à un retour à une base spirituelle chrétienne plus forte (pentecôtisme, charismatique), qui se veulent en quelque sorte, une réaction contre-moderniste. Contrairement aux Églises historiques, les nouvelles Églises ne possèdent pas de statut politique privilégié. Leur nombre et leur importance diffèrent d'un pays à l'autre. Selon Fath (2000), un réveil précédent, le Réveil américain du 18^e siècle, aurait contribué à la venue de la démocratie en Amérique, de par ses fondements idéologiques :

Promotion de l'individu, nivellement des hiérarchies autoritaires, diffusion aussi de la lecture (nécessaire pour lire la Bible), pluralité de plus en plus grande des Églises qui se réclament du protestantisme... tous ces ingrédients propres au Grand Réveil ont contribué à l'acclimatation précoce de la démocratie aux États-Unis⁶¹.

Cette nouvelle forme religieuse, qui fonctionne indépendamment d'une Église d'État, inculquera à la société américaine un ethos particulier. De nos jours, il devient apparent que l'alliance entre des groupes religieux et la démocratie demeure toujours possible. Un homme religieux peut prendre la tête d'un pays et se servir de ses croyances afin de se faire réélire. Cette alliance entre la religion et la démocratie caractérise les États-Unis et semble remettre en question la thèse de Hervieu-Léger⁶² selon laquelle il n'est plus possible pour la religion de structurer la société.

⁵⁹ Remon, Denis, dir. *L'identité des protestants francophones du Québec, 1843-1997*,

⁶⁰ Loughheed, Peach et Smith, *Histoire du Protestantisme au Québec depuis 1960*, 1999, p.53-56 et chapitre 4

⁶¹ Fath, Sébastien, *L'influence de Calvin aux États-Unis, Des pères pèlerins à l'affaire Lewinski*, conférence, Noyon, 16 décembre, 2000, p.10., www.unpoissondansle.net/rr/0106/3fath.html, trouvé sept.2004.

⁶² Hervieu-Léger, Danièle. *Catholicisme, la fin d'un monde*, [France], Bayard, [2003], p.85.

1.3.3 Types de gouvernance de l'Église

À l'opposé des Églises minoritaires, une Église protestante majoritaire entretiendra des rapports avec l'État sous forme d'un partenariat. Bruce ⁶³ démontre comment ce partenariat peut différer d'un État à l'autre selon la capacité de l'Église à maintenir son hémogénie. En Écosse, par exemple, la fragmentation interne de l'Église d'État a directement contribué à l'acceptation du principe de tolérance au sein des dénominations. D'après Lalonde ⁶⁴, l'Église presbytérienne écossaise utilise un mode de gouvernance presbytéro-synodal qui permet la liberté de conscience à ses adhérents alors que les décisions sont prises entre égaux.

L'administration de l'Église dépend de synodes regroupant les pasteurs et les fidèles. Le presbytère regroupe les Anciens (qui sont des laïcs élus par les congrégations) et les pasteurs. Les Anciens détiennent le pouvoir de consacrer les pasteurs. Les presbytères appartiennent à un synode régional qui sont aussi membres de l'Église ⁶⁵. Or, il existe une convergence entre l'État et l'Église, lorsque celle-ci se trouve en milieu majoritaire, dans la mesure où ce modèle de gouvernance qui confère une autonomie aux fidèles et augmente le risque de fragmentation interne lorsque des divergences d'opinions surviennent, favorisera le transfert de plusieurs responsabilités à l'État séculier. Ainsi en Écosse l'Église d'État, affaiblie par sa fragmentation interne sera incapable d'assumer un monopole totalitaire.

Par ailleurs, au cours de la même période, l'Angleterre suivra une route différente. Les écrits de Bruce démontrent que l'Église anglicane, qui se verra confisquer ses biens par Henri VIII

⁶³ Bruce, Steve. *A House divided, Protestantism, Schism and Secularization*, London Routledge, 1990, p.50-71.

⁶⁴ Lalonde, Jean-Louis, *Des loups dans la Bergerie, les protestants de langue française au Québec, 1534-2000*, Canada, Editions Fides, [2002], p.19-22.

⁶⁵ Bell, J.S Jr et T.M. Summer, *The Reformation and Protestantism, The complete idiot guide*, [U.S.], Alpha, [2002], p.173-174.

ne réussira pas à maintenir une hégémonie et devra faire face aux citoyens de la Grande Bretagne qui refuseront de se convertir. L'État créera progressivement, et non sans violence, un environnement qui sera tolérant de la diversité religieuse. L'Église anglicane conservera certains pouvoirs mais ceux-ci seront réduits à un point tel que les autres groupes accepteront cette position. De plus, il faut considérer le mode de gouvernance de l'Église anglicane qui selon Lalonde (2002)⁶⁶ constitue un amalgame du calvinisme et de la hiérarchie et liturgie catholique. Son mode de gouvernance est épiscopal-synodien; la Haute Église, (qui s'apparente au catholicisme) sous la gouverne du clergé, travaille en collaboration avec la Basse Eglise (qui s'apparente au calvinisme) sous forme de synode. Son aile libérale donnera forme au congrégationalisme, plus près du calvinisme que de l'anglicanisme et pour qui Dieu est le seul lien acceptable avec l'Église. Le congrégationalisme confère l'autorité aux Églises locales indépendantes de toutes Églises d'État et c'est cette essence calviniste, partagée par les membres de la Basse Église qui favorisera la fragmentation au sein de l'Église anglicane qui dès lors, devra composer avec un pluralisme religieux.

Enfin, l'Église luthérienne représente un cas unique. Elle jouira d'un monopole étatique pendant plus de 250 ans. Les Suédois, à titre d'exemple, devront attendre jusqu'en 1951 pour obtenir le droit d'appartenir à une autre Église. Au point de vue doctrinal, l'Église luthérienne se rapproche de l'Église catholique car elle exerce une forte influence communautaire, non propice à la fragmentation. Selon Bruce⁶⁷, les mouvements de renouveau de l'Église se produiront en son sein. La tolérance de la diversité religieuse en Scandinavie, contrairement à

⁶⁶ Lalonde, Jean-Louis, *Des loups dans la Bergerie, les protestants de langue française au Québec, 1534-2000*, Canada, Editions Fides, [2002], p.19-22.

⁶⁷ Bruce, Steve. *A House divided, Protestantism, Schism and Secularization*, London, Routledge, 1990, p.95-100.

l'Angleterre, l'Écosse ou les États-Unis, ne s'établira pas suite à des conflits majeurs; mais elle s'expliquera plutôt par une acceptation progressive des principes démocratiques modernes. Le mode de gouvernance de l'Église luthérienne, toutefois, ressemble à celui de l'Église anglicane. On retrouve un mélange épiscopalien-synodal ⁶⁸ bien que l'apport de l'essence luthérienne plus traditionnelle se distingue du calvinisme.

On dénote donc des grandes divergences entre les processus de sécularisation d'un territoire à l'autre et la cohabitation forcée entre différentes visions religieuses semble avoir contribué à accélérer ces processus. On constate également que, l'influence du calvinisme, qui confère à la pensée critique une place importante augmente pour l'Église les risques de fragmentation à l'interne. D'ailleurs plusieurs Églises adopteront le type d'organisation conférant les pouvoirs à la communauté de base, tel qu'on le retrouve chez les calvinistes, ce qui donnera une forme particulière aux relations entre l'État et les congrégations. Les baptistes, par exemple qui représentent le principal regroupement religieux aux États-Unis (depuis la fin du 19^e siècle), utilisent ce type de gouvernance⁶⁹. Nous verrons maintenant comment le calvinisme et les dénominations qui en sont issues (presbytériens, réformés français, méthodistes, épiscopaliens, congrégationalistes et baptistes ⁷⁰) influencent la nation américaine. Ce groupe se distingue par sa promotion de la liberté individuelle et porte en lui, comme nous l'avons constaté précédemment, les germes qui induisent une sécularisation religieuse interne et externe.

⁶⁸ Le petit Larousse, 2003, p.983.

⁶⁹ Fath, Sébastien, *L'influence de Calvin aux États-Unis, Des Pères pèlerins à l'affaire Lewinski*, 2000, p.9, www.unpoissondansle.nt/rr/0106/3fath.html, trouvé sept.2004.

⁷⁰ Fath, Sébastien, *L'influence de Calvin aux États-Unis, Des Pères pèlerins à l'affaire Lewinski*, 2000, p.6, www.unpoissondansle.nt/rr/0106/3fath.html, trouvé sept. 2004.

1.3.3 Le calvinisme et néo-calvinisme libéral

Max Weber⁷¹ explique d'un point de vue sociologique comment les doctrines calvinistes ont contribué au développement du capitalisme au cours de la période industrielle. La confirmation de la foi par une vie professionnelle séculière réussie qualifiera l'individu au sein des communautés croyantes. Ce comportement inculquera donc un ethos particulier aux Églises qui adopteront les principes du calvinisme. Selon Weber, c'est au centre de cet ascétisme, de ce mode d'existence que se trouve le berceau de l'homme économique moderne. C'est lui aussi qui deviendra le vecteur des principes démocratiques modernes qui chapeautent l'économie. Comme le résume Kuyper :

Le calvinisme a développé l'idée d'une société chrétienne moderne où le libéralisme politique, le développement sans entrave de l'accumulation économique, la relative indépendance des intérêts purement politique vont de pair, toutefois, avec la constitution d'une communauté obéissant rigoureusement à la morale chrétienne et fondée sur les principes de liberté confessionnelle des Églises, avec la stricte unité des paroisses sous l'égide d'une fêrule chrétienne réglant les mœurs, ainsi qu'un interventionnisme militant en matière d'opinion publique, sur le politique et le social⁷².

Fath⁷³, dans la même veine, analyse l'influence calviniste sur l'histoire des États-Unis et il identifie trois facteurs qui ont contribué au façonnement de la nation américaine : la présence des mouvements religieux puritains; l'induction par l'entremise de la religion d'une éthique professionnelle particulière et le renforcement et le support de la démocratie par la religion. Donc, religion, économie et politique fusionnées donnent un ethos particulier en Amérique.

⁷¹ Weber Max, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, suivi par d'autres essais*, éd. et traduit par Jean-Pierre Gossein, collaboration de Fernand Cambon, France, Éditions Gallimard, [2003], 531p.

⁷² Troeltsch, Ernest. *Protestantisme et modernité*, traduit par Marc.B. deLaunay, France, Éditions Gallimard, 1991, P.10.

⁷³ Fath, Sébastien, *L'influence de Calvin aux États-Unis, Des Pères pèlerins à l'affaire Lewinski*, 2000, 16 p., www.unpoissondansle.net/rr/0106/3fath.html, trouvé sept.2004.

Weber (2003), Troeltsch (1991), Bruce (1990) et Fath (2002) mentionnent tous l'existence d'un lien entre l'ethos sociétaire américain et certaines dimensions du calvinisme : ascétisme, promotion de l'individu, raison, éthique professionnelle, désacralisation du monde, valeurs qui seront propices à la venue de la démocratie.

Un facteur important dont il faut tenir compte est la création , vers la moitié du 19^e siècle, des écoles communes chez les protestants américains et dont Horace Mann, membre d'une congrégation américaine de souche calviniste unitarienne sera l'un des principaux artisans. Ce mouvement pour des écoles communes se caractérisait par une dynamique coercitive et libératrice visant à répondre aux exigences des communautés urbaines et à l'arrivée massive d'immigrants catholiques et juifs en Amérique. En fait, on peut associer l'apparition des écoles communes, à une réaction défensive contre le sectarisme évangélique et l'arrivée de confessions menaçant conjointement les principes démocratiques en Amérique⁷⁴.

1.3.5 Rapports entre États et protestantisme

Les relations entre les États et les Églises protestantes prennent plusieurs formes selon les particularités locales, démographiques, doctrinales et historiques. L'Angleterre a connu une évolution graduelle, entraînant ce que Rémond qualifie « de passage de l'État confessionnel à la neutralité de l'État »⁷⁵, sans toutefois en venir à une séparation radicale comme c'est le cas

⁷⁴ Bulmenfield, Samuel. *Are Compulsory School Attendance Laws Necessary ?*, Freedom Daily, 1991, 4p.
Schugurensky, Daniel. *Selected Moments of the 20th Century*, Department of Adult Education, Canada, The Ontario Institute for Studies in Education of the University of Toronto, 1997, 2p.

⁷⁵ Rémond, René. *Religion et société en Europe, la sécularisation aux 19^e et 20^e siècles 1780-2000*, [Paris], Éditions du Seuil, [2001], p.167.

en France. L'Église d'Angleterre a abandonné une partie de ses privilèges mais en conserve plusieurs.

Par contre dans les pays scandinaves la situation est particulière : « l'Église luthérienne y est Église d'État et les citoyens en font partie de droit à la naissance, la citoyenneté est inséparable de l'appartenance à l'Église dont la constitution a été, 400 ans plus tôt, contemporaine et constitutive de la naissance de l'État⁷⁶ ». Baubérot⁷⁷ et Jollet⁷⁸ énumèrent les pays dont les Églises jouissent encore d'un statut de religion d'État. Il s'agit de la Suède (jusqu'en 2000), du Danemark, de la Finlande avec l'Église luthérienne et du Royaume Uni avec l'anglicanisme en Angleterre et l'Église presbytérienne en Écosse. À quoi il faut aussi ajouter le cas des États bi-confessionnels comme la Belgique et les Pays-bas qui ont opté pour un système de « piliers » qui permet aux croyants de vivre selon leurs particularités religieuses⁷⁹.

1.3.6 Droits de l'homme

Aujourd'hui, la plupart des confessions protestantes ont fait leurs, les droits de l'homme⁸⁰. On peut cependant distinguer parmi les confessions protestantes celles qui recèlent une essence calviniste ou qui sont issus du calvinisme. Le calvinisme préconise le droit à l'opposition

⁷⁶ Rémond, René. *Religion et société en Europe, la sécularisation aux 19^e et 20^e siècles 1780-2000*, [Paris], Éditions du Seuil, [2001], p.216.

⁷⁷ Baubérot, Jean. *Géographie de la laïcité*, Actes de colloque, Festival de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, 2002, http://xxi.ac-reims.fr/fig-st-die/actes_2002/bauberot/article.htm, trouvé octobre 2004, p.3-4.

⁷⁸ Jollet, J.M. *Pour une convergence vers la laïcité*, chronique no 13 du 11 mai 1998, www.fenetreurope.comm/chroniques/c13.htm, trouvé mai 2004.

⁷⁹ Baubérot, Jean. « Églises et États, Demain l'Europe », *Éduquer les enfants, Une vision protestante de l'école, Confessionnalité, laïcité, mission de l'école*, Québec, Éditions du Sommet, [1998] p.154-165.

⁸⁰ Hoffe, Orfried et al. *Jean Paul II et les droits de l'homme, une année de Pontificat*, Suisse, Éditions Universitaires Fribourg, 1980, p.6.

contre l'injustice, à l'encontre du luthéranisme par exemple pour qui « ...la conception de l'État est antidémocratique et absolutiste, qui est dépourvu d'un esprit résistant, professe l'obéissance... »⁸¹. Cet esprit de désobéissance et le fait que l'Église se distingue de l'État et de la monarchie, inculquent aux membres des confessions calvinistes un esprit révolutionnaire. Cette essence se matérialisera au cours de la révolution française du 18^e siècle. Van Kley (2002)⁸² place les calvinistes aux côtés des jansénistes et des philosophes lors des discordes de l'époque des lumières. Les révolutionnaires américains comptaient aussi sur l'appui des croyants calvinistes. Dans le même sens Tocqueville faisait un lien entre la religion et l'esprit de liberté qui caractérise les américains.

[La civilisation anglo-américaine] est le produit de deux éléments parfaitement distincts, qui ailleurs se sont fait souvent la guerre, mais qu'on est parvenu, en Amérique, à incorporer en quelque sorte l'un dans l'autre, et à combiner merveilleusement. Je veux parler de l'esprit de la religion et de l'esprit de liberté... La religion voit dans la liberté civile un noble exercice des facultés de l'homme ; dans le monde politique, un champ livré par le Créateur aux efforts de l'intelligence... La liberté voit dans la religion la compagne de ses luttes et des ses triomphes, le berceau de son enfance, la source divine de ses droits. Elle considère la religion comme la sauvegarde des mœurs ; les mœurs comme la garantie des lois et le gage de sa propre durée⁸³.

Le rapport avec les protestants et les droits de l'homme diffère d'un pays à l'autre. Cependant, les États qui comptaient une présence calviniste sur leur territoire devront conjuguer avec l'essence révolutionnaire de cette confession. La démocratie s'installera donc avec violence et plus rapidement dans les pays qui comptait justement une présence calviniste importante : la Hollande (déclaration d'indépendance 1581), les États-Unis (déclaration d'indépendance

⁸¹ Troeltsch, Ernest. *Protestantisme et modernité*, tr.par Marc.B de Launay, France, Éditions Gallimard, 1991, p.10.

⁸² Van Kley, Dale K., *Les origines religieuses de la révolution française 1560-1791*, tr. Alain Speiss, France, Éditions du Seuil, [2002], 572p.

⁸³ De Tocqueville, Alexis, *De la démocratie en Amérique 1*, [France], Éditions Gallimard, 1961, p.90-91.

1776), la France (déclaration de contestation 1789) ainsi que l'Angleterre qui suivra un cheminement plus évolutif (la Grande Charte 1215, pétition des droits 1628, acte de l'Habeas Corpus 1679 et le Bill of rights 1689)⁸⁴. Par contre, les États luthériens du Nord ne connaîtront pas la même évolution. Ainsi, l'Église d'État survivra, la monarchie aussi, et on adoptera les principes démocratiques progressivement jusqu'à la deuxième guerre mondiale ; il faudra attendre jusqu'en 1951 pour que la liberté de religion soit accordée en Suède⁸⁵.

1.3.7 Les États, le système scolaire et le protestantisme

Chez les protestants, l'éducation de la population occupe une place primordiale. Luther travaillera activement à l'instauration d'un système d'école publique. En Angleterre, Edouard VI (1547-1553), un protestant, deviendra le fondateur d'un premier réseau d'écoles publiques. En Amérique, les membres de diverses dénominations encourageront agressivement la venue d'un système scolaire public. Vers la moitié du 17^e siècle les enfants habitant la Nouvelle-Angleterre pouvaient fréquenter l'école publique⁸⁶. Aussi malgré les nombreuses familles religieuses, on remarque un mouvement généralisé vers les écoles communes au milieu du 19^e siècle, aux États-Unis, en Angleterre et en Ecosse.

Aujourd'hui, on retrouve de nombreuses expressions des rapports entre États protestants et religion dans les systèmes scolaires publics. En Suède, on offre depuis peu les cours communs non confessionnels de *KRL*, « christianisme, religion et philosophie de la vie ». Almen et

⁸⁴ Leterre Thierry et Yves Zoberman, *Archéologie des droits fondamentaux*, TLDOC : droits de l'homme commentés, 10p., <http://tlrdoc.free.fr/pages/ddharche.htm>, trouvé, septembre 2004.

⁸⁵ Swedish Institute, *Religion in Sweden*, avril 1999, 5p. www.si.se/infosweden/299.cs, trouvé sept 2004.

⁸⁶ I' Bell, J.S Jr et T.M. Summer, *The Reformation and Protestantism, The Complete Idiot Guide*, [U.S.], Alpha, [2002], p.294.

Oster⁸⁷ identifient les points communs et divergents entre trois types d'enseignement religieux commun et non confessionnel. Le cours offert en Suède se distingue de celui offert en Grande-Bretagne (y compris l'Écosse)⁸⁸ car il met l'accent sur le développement de l'enfant. L'enfant se retrouve au centre de l'enseignement alors qu'en Grande Bretagne on accorde plus d'importance au volet culturel en permettant que les différences locales puissent déterminer l'orientation du cours tout en conservant des notions de bases essentielles. Le nouveau cours suédois est apparu en 1994 d'après Almen⁸⁹, soit un an avant la séparation de l'Église luthérienne de l'État Suédois qui aura lieu en 1995. Le nouveau cours commun est obligatoire.⁹⁰

Du côté de l'Angleterre⁹¹ l'Église anglicane du point de vue doctrinal se sentira responsable de la diffusion de l'évangile. Son rôle pastoral se destina à tous, aux anglicans et non anglicans, et dès 1870, ses écoles seront communes et non dénominationnelles. Entre 1944 et 1965, le maintien de la religion à l'école anglaise s'appuyait sur un sentiment partagé par la communauté et voulant que la chrétienté renforce la démocratie. En 1988, lorsque l'on introduira le nouveau cours de religion, celui-ci visera toujours le renforcement du

⁸⁷ Almen, Edgar et Hans Christian Oster, *Religious Education in Great Britain, Sweden and Russia, Presentations, Problem Inventories and Commentaries*, Linkopng Studies in Religion and Religious Education no1, Linkoping University Electronic Press, 2000, 145p., www.ep.liu.se/ea/rel/2000/od/relod-contents.pdf, trouvé septembre 2004.

⁸⁸ Foreign and Commonwealth office London, *La religion au Royaume Uni*, United Kingdom, Media Guide, 2000, 4p. trouvé sept.2004.

⁸⁹ Almen, Edgar. "Presentation and problem inventory: Religious Education in Sweden", *Religious Education in Great Britain, Sweden and Russia, Presentations, Problem inventories and Commentaries*, Suède, Linkoping Studies in Religion and Religious education no 1, 2000, p.73

⁹⁰ U.S. Department of State, *Sweden*, U.S., International Religious Freedom Report 2003, p2.

⁹¹ Kay, William K. "Religious Education in Britain", *Religious Education in Great Britain, Sweden and Russia, Presentations, Problem inventories and Commentaries*, Suède, Linkoping Studies in Religion and Religious education no1, 2000, p.1-40.

christianisme, ce qui explique, encore aujourd'hui, la prédominance du christianisme dans le cadre du cours d'enseignement religieux.

L'Écosse possède la plus longue histoire en matière d'éducation publique; dès 1696, les presbytériens auront un système scolaire public. Tout comme pour l'Angleterre, le christianisme occupe une place importante dans le cours de religion offert⁹². L'Église anglicane et l'Eglise presbytérienne détiennent toujours des privilèges acquis historiquement. Depuis 1980, en Écosse, et 1988, en Angleterre, les cours de religions permettent l'apport des communautés locales, mais doivent avoir une prédominance chrétienne. Les écoles doivent aussi permettre la pratique quotidienne d'exercices religieux. Lorsqu'une communauté religieuse non chrétienne fréquente en grand nombre une institution, il est permis de célébrer les fêtes de celle-ci⁹³.

Par ailleurs, le Comité sur l'éducation au phénomène religieux⁹⁴ soutient qu'aux États-Unis, l'étude des religions dans les écoles publiques fait l'objet de débats, elle qui doit prendre en considération les différentes visions du monde américaines. Des divisions profondes découlent des différents points de vue adoptés par les chrétiens fondamentalistes et libéraux, auxquels il faut rajouter à ces mouvements les groupes humanistes et les adeptes du Nouvel-Âge; on accuse, d'ailleurs, l'école américaine d'avoir un parti pris pour l'humanisme séculier.

⁹² Association for the Teaching of Religious Education in Scotland, *RME in Scotland*, 2004, 5p.
The Reformation, the Education Act 1496, Scottish Time line, BBC-history, p.1

⁹³ Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, *United Kingdom, International Religious Freedom Report 2002*, www.state.gov/g/drl/rls/irf/2002/13989.htm, 5p.

⁹⁴ Comité sur l'Éducation au phénomène religieux, *L'enseignement culturel des religions, Principes directeurs et conditions d'implantation*, Étude1, Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, Québec, Ministère de l'Éducation, 1999, p.32-39.

En 1995, le Secrétaire américain de l'Éducation⁹⁵ a fait parvenir à toutes les écoles publiques un guide des pratiques à suivre en ce qui concerne l'expression religieuse dans les écoles. On y recommandait aux professeurs et aux instructeurs sportifs la neutralité, tout en reconnaissant que les étudiants pouvaient avoir des valeurs et des croyances religieuses. Les cours de religion confessionnelle ne sont pas permis, bien que les heures avant et après l'école peuvent servir à l'expression des valeurs religieuses. Les écoles ne peuvent faire l'instruction religieuse, mais elles peuvent enseigner des sujets à teneur religieuse; la Bible et d'autres écritures peuvent y être étudiées, tout comme l'histoire des religions, la religion comparée et le rôle de la religion aux États-Unis. La religion peut aussi faire partie des cours d'arts, de musique, de littérature et de sciences humaines.

Enfin, dans les pays bi-confessionnels, comme les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne, des cours d'enseignement religieux confessionnels sont offerts⁹⁶. Cette présence d'un système multiconfessionnel en Europe continentale s'explique par le concordat napoléonien de 1801 qui reconnaîtra officiellement les cultes catholique, israélite, réformé (calviniste) et luthérien⁹⁷.

On remarque donc que dans les pays étudiés, à savoir les États associés à une Église d'État protestante de type épiscopale (anglicane et luthérienne), l'enseignement religieux est

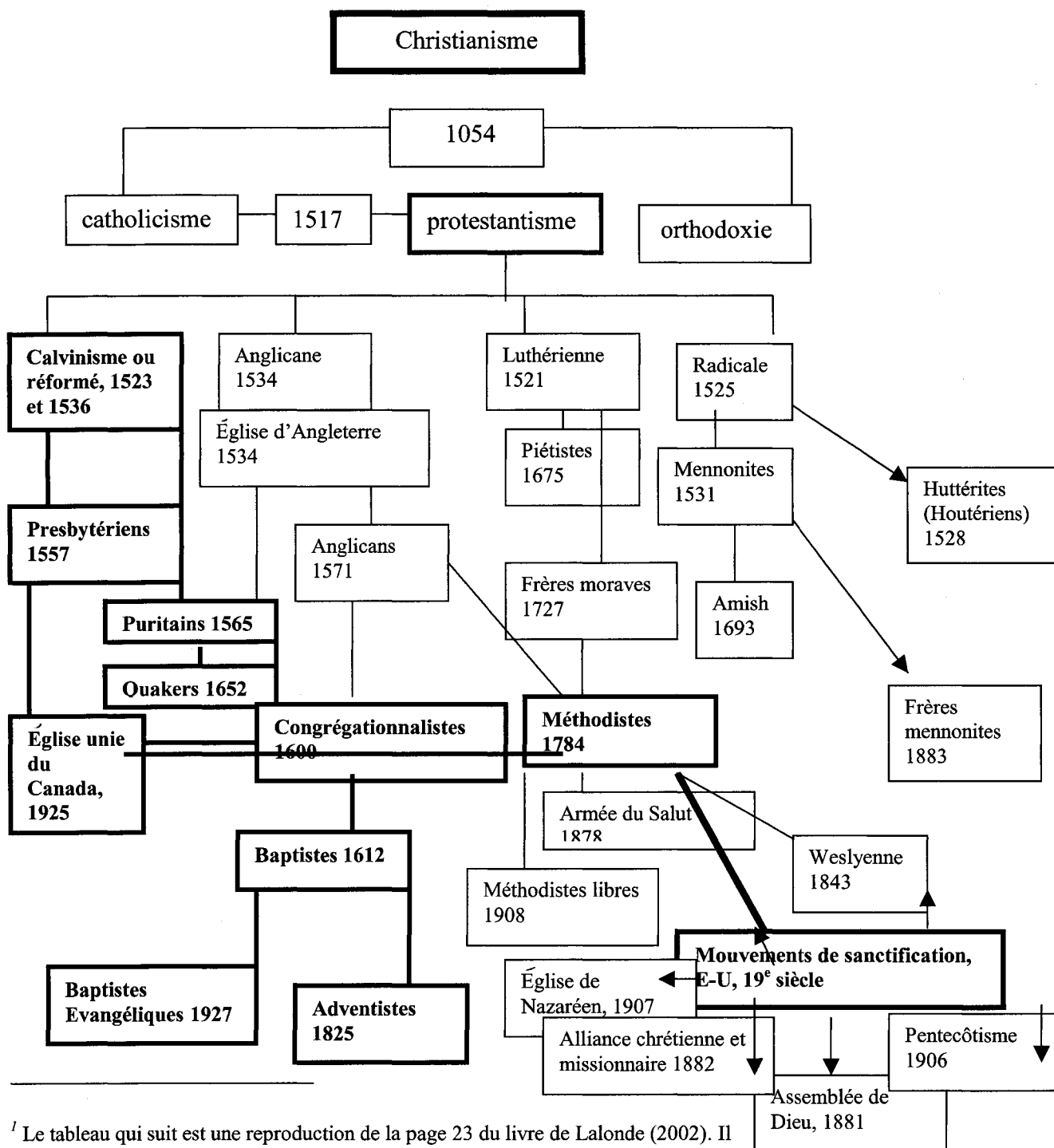
⁹⁵ Riley, W.Richard, *Dear American Educator*, U.S.A., The Secretary, United States Department of Education, Archived information, revised may 1998, 9p., www.ed.gov/Speeches/08-1995/religion.html, trouvé sept.2004.

⁹⁶ Sénat français, Service des affaires européennes, *le financement des communautés religieuses*, septembre 2001, « Pays-bas » 5p, « Allemagne » 8p. et « Belgique » 6p., www.senat.fr/lc/lc93/lc93.html, trouvé septembre 2004.

⁹⁷ Collet, Fabien. *La laïcité, une doctrine de l'éducation nationale*, Mémoire soutenue à la faculté de Droit de Grenoble en 1995, p.8, <http://perso.wanadoo.fr/fabiencollet/laicite.htm>, trouvé novembre 2004.

aujourd'hui un enseignement commun, non confessionnel. L'Écosse, qui compte en son sein une Église d'État de type presbytérien-synodal se trouve aussi dans ce groupe. Aux États-Unis, il n'existe pas de cours d'enseignement religieux, par contre on remarque la présence de la religion à l'école. Le choix du type d'enseignement religieux semble donc avoir un lien direct avec le type d'Église retrouvée sur le territoire ainsi que l'histoire de celle-ci. De plus la raison semble être à l'honneur aux États-Unis, en Ecosse et en Angleterre, à l'image du calvinisme, alors qu'en Suède le cours met l'accent sur le développement individuel, à l'image du luthéranisme.

Figure 1.1

La famille chrétienne d'après Lalonde(2002)¹

¹ Le tableau qui suit est une reproduction de la page 23 du livre de Lalonde (2002). Il se veut une synthèse des diverses familles protestantes canadiennes. Les liens et les influences sont complexes pour la clarté du tableau il n'y a pas de liens transversaux. Les quakers, mennonites, méthodistes, réformés, pentecôtistes, adventistes, baptistes et anabaptistes pourraient être reliés.

Chapitre 2

La croix, le lys, la charte et le ministre: le processus de sécularisation du système scolaire québécois.

2.1 Introduction

On retrouve au Canada une variété de réponses au processus de sécularisation et de laïcisation en matière d'éducation. Les provinces, maîtres dans ce domaine, ont interprété chacune à sa manière l'article 93 de la loi constitutionnelle qui protégeait les confessions protestantes et catholique. Selon Pratte (1999)⁹⁸, trois modèles distincts régissent les rapports entre les provinces et religion hors Québec. Premièrement le modèle « entièrement laïcisé » que l'on retrouve en Colombie-Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick; ce type d'école correspond au modèle états-unien. Le deuxième modèle, plus récent « enseignement religieux non-confessionnel » tel qu'on le retrouve à Terre-Neuve et qui correspond au modèle que l'on retrouve en Angleterre. Enfin, le troisième modèle est celui qui octroie aux conseils scolaires la responsabilité d'organiser le cours d'enseignement religieux. Plusieurs variantes de ce modèle se retrouvent en Alberta, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, en Saskatchewan et au Manitoba.

⁹⁸ Pratte, Sonia. *La place de la religion dans les écoles publiques des provinces anglo-canadiennes*, rapport de recherche Etude 4, Québec, Ministère de l'Éducation, 1999, p.62-63.

La situation particulière du Québec au point de vue juridique, historique et religieuse lui confèrera un ethos qui se transposera au système scolaire et à l'enseignement religieux et ce jusqu'en 1997. Dans ce chapitre, nous proposons d'aborder la situation particulière du Québec en identifiant les facteurs historiques, religieux, politiques, démographiques et linguistiques qui influenceront le développement du système scolaire dans le cadre d'un processus de laïcisation.

2.2 La sécularisation tranquille du Québec

Au Québec, tout comme pour le reste du Canada, la tradition britannique imprègnera les relations entre la province et le pays. À la suite de la conquête britannique de 1763, le Clergé catholique à l'œuvre depuis le tout début de la Nouvelle-France, ne pourra aspirer à supporter une religion d'État et devra composer avec la présence, sur son territoire, des Églises anglicanes, presbytériennes et plus tard d'Églises issues des Réveils du 18^e et 19^e siècle. L'alliance entre le gouvernement britannique et l'ultramontanisme catholique servira la cause du pays et retardera l'instauration de l'idéologie révolutionnaire française dans la colonie, ce qui servira les intérêts des partis concernés. Au cours de la période Contre-moderne (1850-1950), l'Église catholique optera pour un repli de la communauté catholique francophone, ce qui provoquera une division économique, technologique et linguistique entre les protestants et les catholiques. Malgré ces circonstances particulières, une sécularisation tranquille, s'effectuant au gré des changements politiques, industrielles, économiques, technologiques et sociaux, se déroulera tout au long de cette période. Page⁹⁹, Lemieux¹⁰⁰, Balthazar¹⁰¹ et

⁹⁹Page, Donald, « La laïcité au Canada Anglophone », traduit de l'anglais par S.Vander Elst, *La laïcité en Amérique du Nord*, Belgique, Éditions de l'université de Bruxelles, 1990, p.57-65.

Milot¹⁰² décrivent cette laïcisation tranquille du Québec qui serait en partie due à la coexistence pacifique du clergé catholique et du gouvernement britannique après la conquête. Plus tard, d'autres facteurs tels l'arrivée des écoles obligatoires, l'avancement technologique et l'immigration forceront la main du clergé qui sera incapable de répondre aux nouveaux besoins de la population et devra ainsi modifier ses positions.

Lemieux¹⁰³ soutient que l'urbanisation, l'industrialisation, le concile de Vatican II et la révolution tranquille expliquent la diminution progressive de l'emprise du clergé sur la population et sur le pouvoir politique au Québec. Lorsque les intellectuels n'auront plus besoin des pouvoirs religieux, ils transformeront la religion ethnique en religion séculière et cesseront de s'associer au clergé pour gouverner. Au Québec, selon Balthazar¹⁰⁴, la conquête britannique n'a pas empêché le clergé catholique de s'y établir et de contrôler la majorité des institutions sociales au Québec. Les hommes politiques rechercheront dès lors une alliance avec le clergé. La province détiendra la juridiction exclusive dans le domaine de l'éducation mais continuera de collaborer avec le pouvoir ecclésial. Les écoles primaires, secondaires et universitaires seront sous l'autorité ecclésiastique.

¹⁰⁰ Lemieux, Raymond. « Le catholicisme québécois : une question de culture », *Sociologie et sociétés*, vol XXII, no 2, octobre 1990. p.152-154.

¹⁰¹ Balthazar, Louis. « Laïcisation tranquille au Québec », *La laïcité en Amérique du Nord*, Belgique, Éditions de l'université de Bruxelles, 1990, p.31-42.

¹⁰² Milot, Micheline. *Laïcité dans le Nouveau Monde, le cas du Québec*, [Belgique], Brepols, 2002, 181p.

¹⁰³ Lemieux, Raymond. « Le catholicisme québécois : une question de culture », *Sociologie et sociétés*, vol XXII, no 2, octobre 1990. p.152-154.

¹⁰⁴ Balthazar, Louis. « Laïcisation tranquille au Québec », *La laïcité en Amérique du Nord*, Belgique, Éditions de l'université de Bruxelles, 1990, p.31-42.

Par ailleurs, selon Pagé¹⁰⁵, le Canada n'a jamais eu recours à des dispositions constitutionnelles pour séparer l'Église et l'État. Cette situation serait en partie reliée à la tradition britannique à laquelle se rattachent les institutions canadiennes. Avec l'arrivée des immigrants, la composition des croyants canadiens sera majoritairement catholique tout en comptant plusieurs Églises protestantes; dès lors la population canadienne se caractérisait par sa diversité religieuse. Or, en général, les Canadiens n'auront pas recours aux tribunaux pour régler leurs problèmes religieux, la principale raison invoquée par Pagé est qu'il n'existe pas de base législative assez forte pour régler ces questions.

Or, au Québec, l'élection d'un gouvernement libéral, en 1960, ainsi que la tenue de Vatican II, transformeront les rapports entre l'État et l'Église et marqueront le début d'une ère nouvelle : la Révolution tranquille. Auparavant, l'alliance entre les politiciens et l'Église catholique maintenait la province dans un conservatisme rigoureux. À la suite de ces modifications politiques, accompagnées de transformations sociales, les Évêques accepteront de modifier leur position dans le domaine de l'éducation, lorsqu'on leur en fera la demande. Toutefois ils exigeront certaines garanties de la part du gouvernement quant à la confessionnalité scolaire, bien que selon Mgr Gaumont¹⁰⁶, Évêque de Sherbrooke, il n'y aura jamais eu d'entente concordataire au Québec.

¹⁰⁵Page, Donald, « La laïcité au Canada Anglophone », traduit de l'anglais par S.Vander Elst, *La laïcité en Amérique du Nord*, Belgique, Éditions de l'université de Bruxelles, 1990, p.57-65.

¹⁰⁶ Entrevue, 7 octobre 2004.

Magnuson¹⁰⁷ explique la diminution du pouvoir clérical dans le domaine de l'éducation au Québec par un jeu de facteurs multiples : sociaux, économiques et politiques. Le rationalisme, le sécularisme et le matérialisme contribueront à contrecarrer l'autorité religieuse et la somme de tous ces éléments mènera à la dissolution de l'alliance politique et religieuse. Les demandes en connaissances scientifiques et technologiques ainsi que les changements économiques modifieront les besoins sociétaux et le système scolaire, sous la juridiction du clergé, privilégiait les sciences humaines et ne collera plus aux changements en cours. Lesage, comprenant la situation, fera de l'éducation une priorité et entreprendra de réorganiser le système scolaire à partir de 1959. Une série de nouvelles lois s'appliqueront dès lors à l'éducation par l'entremise de « la grande Charte de l'Éducation¹⁰⁸ ». Une des propositions mises de l'avant sera la création d'un comité chargé d'enquêter sur les problèmes du système d'éducation au Québec : la Commission Royale d'enquête sur l'enseignement.

La laïcisation s'est donc opérée de façon progressive jusqu'en 1963. D'après Balthazar¹⁰⁹ on retrouve des explications concernant l'atteinte d'un consensus pacifique au Québec lorsqu'on compare sa situation avec celle de l'Europe. En effet, contrairement à l'Europe, il n'y a pas eu au Québec de fortes protestations de la part des catholiques conservateurs et pas de mouvements anticléricaux radicaux, ce qui allait favoriser une certaine résignation des membres du clergé envers une laïcisation des institutions sociales.

¹⁰⁷ Magnuson, Roger. *A brief history of Quebec education, from New France to Parti Québécois*, Montreal, Harvest House, [1980], p.120-121.

¹⁰⁸ Barsankas, Paul Andrew. "Educational Resolution ? Secondary Education Reform in Quebec During the Quiet Revolution 1960-1966", *Canadian History: the 1960s*, November 1997, p.2., http://members.tripod.com/~pbarsa_96/hist3.html, trouvé juillet 2004.

¹⁰⁹ Balthazar, Louis. « Laïcisation tranquille au Québec », *La laïcité en Amérique du Nord*, Belgique, Éditions de l'université de Bruxelles, 1990, p.35-37.

2.3 Les institutions scolaires

2.3.1 Le processus de désenchantement tranquille de l'école québécoise

Le développement du système scolaire actuel prendra forme dans le cadre de l'évolution historique de la province. En 1963, les rédacteurs du « Rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec »¹¹⁰ retiennent cinq étapes de l'évolution de l'enseignement au Québec.

La première période se situe entre 1608 et 1760, et correspond au Régime français. L'enseignement était alors sous l'autorité de l'Église catholique qui recevait une aide financière de l'État. La seconde étape débute avec la conquête britannique, en 1760 et se termine en 1841 avec l'Acte d'Union. Au cours de cette période, Londres transfèrera ses responsabilités en matière d'enseignement à l'Église anglicane tout en permettant à l'Église catholique de maintenir ses écoles. Malgré le fait que sur l'ancien territoire de la Nouvelle-France, les habitants soient en majorité d'affiliation catholique romaine, l'Église catholique du Bas-Canada aura donc désormais comme particularité d'avoir à négocier avec l'Église anglicane et le gouvernement britannique. Ce contexte sera déterminant pour comprendre l'acceptation de la bi-confessionalité sur le futur territoire du Québec. En 1787, on créera un comité d'enquête sur l'enseignement dont les recommandations mèneront, en 1801, à la création d'écoles élémentaires publiques gratuites. Une loi créera également l'Institution

¹¹⁰ Rapport de la Commission d'enquête Royale sur l'enseignement dans la province de Québec, *Les structures du système scolaire*, Tome 1, Québec, Imprimerie Pierre Desmarais, 1963, p.1-57.

royale pour l'avancement des sciences qui devait conférer plus de pouvoir au gouverneur dans la gestion des écoles. Le clergé catholique verra cette proposition comme une menace et une tentative de protestantisation et conséquemment, peu de paroisses canadiennes-françaises, majoritairement catholiques, profiteront des avantages offerts par la loi. Plus tard, soit en 1824, la législation scolaire abandonnera cette idée de centralisation et favorisera les institutions locales. La même année dans le Bas-Canada, et suite à la suggestion du clergé, une loi fut votée pour autoriser les fabriques à consacrer une partie de leur budget aux écoles. Les fabriques devinrent ainsi les premières instances locales ayant autorité sur l'école. En 1829, chaque paroisse pourra élire des syndics qui assureront le contrôle des écoles. L'État s'abstiendra d'uniformiser le système scolaire de sorte qu'une grande variété d'institutions coexisteront : publiques, privées, religieuses et laïcs. Le modèle de l'Angleterre et des États-Unis sera donc privilégié au détriment de celui de la France. Aux dires des commissaires : « Un esprit d'indépendance et même d'individualisme s'affirme, qui va marquer profondément le système scolaire de la province¹¹¹. » Au sujet de cette période, Milot¹¹² soutient qu'au contraire de ce qui se passait en France, la question de la cohabitation des groupes religieux dominera la question scolaire au Canada français plutôt que la question de l'exclusion ou pas de la religion entre 1759 et 1839.

Par ailleurs, à la Suite de la révolte des Patriotes (1837) qui revendiquaient, entre autres, des changements par rapport au statut de l'Église catholique, le Rapport Durham (1839) sera rédigé et portera en partie sur le problème de l'éducation. En annexe du rapport, Arthur Buller

¹¹¹ Rapport de la Commission d'enquête Royale sur l'enseignement dans la province de Québec, *Les structures du système scolaire*, Tome 1, Québec, Imprimerie Pierre Desmarais, 1963, p.7.

¹¹² Milot, Micheline. *Laïcité dans le Nouveau Monde, le cas du Québec*, [Belgique], Brepols, 2002, p.67.

recommandera l'établissement d'un système scolaire public indépendant. Il suggérera l'établissement d'écoles normales, non confessionnelles. Milot caractérise la période située entre 1759 à 1839 par :

Une différenciation des pouvoirs, avec des alliances ; un certain type de neutralité, quoique imparfaite, se met en place dans les relations Églises-État ; la reconnaissance de la liberté de religion pour les catholiques et les moyens accordés pour en faciliter l'exercice ; la loyauté de l'Église catholique envers le pouvoir, loyauté ancrée dans une ecclésiologie de soumission au pouvoir légitime et dans les bonnes relations interpersonnelles entre tel homme d'Église et tel homme politique. L'Église voit à défendre ses intérêts sans s'immiscer dans les décisions politiques générales¹¹³.

La troisième étape, comprise entre 1841 et 1867, se caractérisera par un système scolaire administré par des autorités locales et où l'État et les citoyens financeront les écoles. La loi de 1841 établira des écoles communes qui devaient accepter tous les enfants sur le territoire, quelle que soit leur appartenance religieuse. La loi accordait aussi un privilège de dissidence qui octroyait le droit, aux minorités, de créer des écoles. Malgré cela, les écoles communes devinrent confessionnelles de fait, car la quasi-totalité de la population était catholique ou protestante, la coïncidence entre religion, langue et répartition géographique accentuaient aussi le processus de séparation. Les auteurs du rapport Parent identifient la période située entre 1845 et 1846 comme le moment décisif où se fixent les structures scolaires confessionnelles encore existantes en 1963. Les lois adoptées durant cette période sont aussi à l'origine des commissions scolaires¹¹⁴.

¹¹³ Milot, Micheline. *Laïcité dans le Nouveau Monde*, le cas du Québec, [Belgique], Brepols, 2002, p.67-68.

¹¹⁴ Rapport de la Commission d'enquête Royale sur l'enseignement dans la province de Québec, *Les structures du système scolaire*, Tome 1, Québec, Imprimerie Pierre Desmarais, 1963, p.54-55.

La confédération marque le début de la quatrième période qui s'étendra de 1867 à 1907.

Cette période se démarque par l'accroissement des institutions d'enseignement privées et publiques et la séparation, dans le secteur public, des écoles catholiques et protestantes.

L'article 93 de la l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867 attribuera aux provinces la juridiction de l'éducation tout en garantissant aussi les droits et privilèges connus auparavant par les écoles confessionnelles. Ces lois fixaient et limitaient également les droits des minorités religieuses. En 1869, la loi met officiellement fin à la structure du Conseil de l'instruction publique unifié; à partir de cette date, le Conseil sera divisé en deux comités constitués sur une base confessionnelle. Plus tard, la loi de 1875 accentuera cette nouvelle autonomisation des systèmes confessionnels et les évêques catholiques obtiendront le droit d'être membres du Conseil pour en constituer le tiers. Dès lors, tout ce qui relevait des écoles et de l'instruction publique des catholiques romains sera de la responsabilité exclusive du comité catholique. On attribuera trois retombées à cette loi : elle fixera les structures supérieures, elle établira la composition du Conseil de l'instruction public jusqu'en 1963 et officialisera une division selon les confessions catholique ou protestante. Suite à ces modifications : « Il se passera plus de cinquante ans de 1908 à 1960 avant qu'il y ait une seule réunion [de ce Conseil] »¹¹⁵.

Enfin, la cinquième période comprise entre 1907 et 1963, se distingue par un rôle accru des instances gouvernementales pour venir en aide aux écoles publiques et pour créer des écoles spécialisées afin de répondre aux changements sociétaires. Suivant le rythme de la

¹¹⁵ Rapport de la Commission d'enquête Royale sur l'enseignement dans la province de Québec, *Les structures du système scolaire*, Tome 1, Québec, Imprimerie Pierre Desmarais, 1963, p.15.

modernisation technologique, le gouvernement ouvrira à compter de 1907 des écoles techniques et un Conseil supérieur pour l'enseignement technique sera créé dès 1941. Par ailleurs, ce sera seulement en 1943, à la suite d'une longue étude effectuée par le Comité catholique que l'on adoptera une loi sur l'école obligatoire au Québec.

Tableau 2.1

Étapes de l'évolution de l'enseignement au Québec avant 1963
(Rapport de la Commission Royale d'enquête Tome 1, 1963)

1608-1760	Régime Français : Enseignement sous l'autorité de l'Église catholique, début de l'initiative privée.
1760-1841	Conquête britannique : Londres transfère à l'Église anglicane la responsabilité de l'enseignement, celle-ci permet à l'Église catholique d'avoir des institutions.
1841-1867	Acte d'Union : Enseignement administré par les autorités locales
1867-1907	Confédération : Séparation des écoles en deux secteurs : catholique et protestant, l' <i>article 93</i> protège les deux religions
1907-1963	Modernisation du Québec : Création d'instituts spécialisés, rôle accru du gouvernement.

On remarque donc tout au cours du processus de sécularisation, le recours par le gouvernement à des commissions d'enquête afin d'ajuster le système scolaire aux changements sociétaux. Ces changements sont parfois en lien avec des modifications politiques, constitutionnelles, territoriales ou technologiques. Par exemple, l'ouverture d'écoles techniques dès 1907 démontre l'impact de la révolution industrielle affectant le

Québec et la volonté du gouvernement à vouloir suivre les exigences de ces changements.

Milot ¹¹⁶ dénote trois éléments, entre 1840 et 1960 qui contribueront à l'instauration de la laïcité dans les écoles publiques. Le premier élément étant un mouvement politique s'affirmant dans le libéralisme et qui contribuera à l'instauration d'écoles neutres et communes, le second résidant en un apport constant de la part des protestants intéressés par l'enseignement de la Bible dans les écoles et, finalement, un mouvement visant l'assimilation des habitants canadiens français, juifs et autres par l'entremise des écoles neutres et de l'Institution royale.

2.3.2 Le Rapport Parent

Ainsi, dans la foulée des enquêtes précédentes, le mandat du Rapport Parent de 1963 sera de trouver des solutions aux problèmes engendrés par la modernité. Ils seront à cette époque de quatre ordres : l'explosion démographique dans le secteur scolaire, la révolution dans les domaines technique et scientifique, les changements croissants dans les habitudes de vie ainsi qu'une évolution des mentalités. Les conclusions du rapport Parent concernant la question de la confessionnalité donnent un aperçu de la place occupée par la religion à l'école¹¹⁷. Le comité recommandait, après avoir cité les avantages et désavantages de plusieurs types d'enseignement, celui qui consistait à établir sur un pied d'égalité dans le secteur public un enseignement neutre et un enseignement confessionnel :

[Ce modèle] permet de respecter la diversité des options religieuses et ses conséquences dans l'enseignement. Le désir des parents qui demandent pour leurs enfants des établissements publics confessionnels est reconnu

¹¹⁶ Milot, Micheline. *Laïcité dans le Nouveau Monde, le cas du Québec*, [Belgique], Brepols, 2002, p.109.

¹¹⁷ Rapport de la Commission d'enquête Royale sur l'enseignement dans la province de Québec, *Les structures du système scolaire*, Tome 1, Québec, Imprimerie Pierre Desmarais, 1963, p.64-69.

comme légitime en principe et dans les faits. Catholiques et protestants bénéficient déjà en principe au Québec depuis longtemps d'une liberté religieuse nettement affirmée dans le système scolaire ; nous croyons que l'État doit continuer à respecter la conception de l'école particulière aux uns et aux autres, car il ne peut prétendre qu'elle va à l'encontre de l'ordre public. Toutefois, comme nous l'avons déjà souligné, le pluralisme de la société et les exigences de l'enseignement imposent des limites et des accommodements, si l'on veut éviter une fragmentation excessive du système scolaire. Mais sous cette seule réserve, la société et l'État doivent respecter la libre option des parents et des étudiants qui préfèrent un enseignement confessionnel et assure l'exercice de cette liberté¹¹⁸.

Donc, en 1963, suivant l'ensemble des recommandations contenues dans le rapport Parent, la loi 60 remplacera le Conseil de l'instruction publique et les deux Comités confessionnels par un ministère de l'Éducation. Le ministre de l'Éducation obtiendra les pouvoirs de choisir les manuels didactiques et comptera sur l'aide de deux sous-ministres, l'un catholique et l'autre protestant, rattachés au Conseil supérieur de l'éducation. Les sous-ministres seront rattachés à deux nouveaux comités confessionnels responsables de l'enseignement religieux et du caractère confessionnel des établissements. Les programmes choisis par le ministre devront d'abord être acceptés par les deux Comités qui s'assureront que les points de vue moral et religieux de chacun soient respectés.

¹¹⁸ Rapport de la Commission d'enquête Royale sur l'enseignement dans la province de Québec, *Les structures du système scolaire*, Tome 1, Québec, Imprimerie Pierre Desmarais, 1963, p.69.

Tableau 2.2

Enquêtes et lois touchant le secteur de l'Éducation au Québec avant 1964
(Rapport de la Commission d'enquête royale, tome 1, 1963)

1787	Rapport Dorchester et Smith
1801	Loi sur l'Institution royale
1824	Loi sur les fabriques
1829	Rapport Durham , A.Buller
1841	Loi sur les écoles communes, Permission qu'il y ait des écoles dissidentes
1845-46	Structure du système scolaire mise en place
1846	Écoles de Montréal et Québec sont communes
1853	Commission Sicotte
1856	Loi qui établit le Conseil de l'instruction publique et les écoles normales
1867	L'Article 93 donne aux provinces juridiction et protège la religion catholique et protestante
1869	Séparation du Conseil de l'instruction publique en deux comités
1875	La loi permet aux Evêques de siéger sur le Comité catholique
1907	Création des écoles techniques
1937	Enquête d'Hepburn sur le secteur protestant
1941	Création du Conseil supérieur de l'enseignement technique
1942	Loi sur la fréquentation obligatoire de l'école
1953	Comité d'enquête catholique sur la question de l'intégration
1963	Rapport Parent , loi 60
1964	Création du Ministère de l'Éducation

2.4 Le Rapport Proulx

2.4.1 Les États généraux 1995-1996

Enfin, entre 1995 et 1996, une nouvelle étape du processus de sécularisation donnera lieu à une nouvelle commission sur l'éducation qui s'appuiera sur une vaste consultation : les États généraux sur l'Éducation. Suite à des changements sociétares (que nous identifieront plus loin) survenus entre 1970 et 1995, l'État québécois ressentira le besoin de moderniser son

système scolaire. Le mandat de la Commission se voulait donc de repérer les besoins et les attentes de la population en matière d'éducation et de préparer, après consultations, un document illustrant les tendances convergentes et divergentes ainsi que les priorités s'en dégageant¹¹⁹. La question de l'achèvement de la déconfessionnalisation du système scolaire fut abordée. Dans les recommandations du rapport, on exigera le « déverrouillage » du système confessionnel et ce à tous les paliers, on recommandera la déconfessionnalisation des écoles et de tout le système, et on demandera carrément la séparation de l'Église et de l'État. La raison principale de cette recommandation est que la situation en cours empêchait l'intégration de tous les élèves. Dans la même veine, on recommandera la modification ou l'abrogation de l'article 93 de la constitution canadienne. Le statut des commissions scolaires confessionnelles sera aussi remis en question et on recommandera la création de commissions scolaires linguistiques.

Dans les propositions avancées par le comité, on retrouve l'introduction d'un cours d'éducation civique et la conversion des services d'animation de pastorale en services de soutien à la vie civique¹²⁰. On recommande aussi dans la section « Chantiers prioritaires et les tâches qui s'y rattachent¹²¹ » de mettre un frein à la séparation des écoles primaires et secondaires en instituant un moratoire sur l'ouverture des écoles privées et une diminution des

¹¹⁹ Commission des États généraux sur l'Éducation, *Les États généraux sur l'Éducation*, Québec, p.1, www.meq.qc.ca/etat-gen/rapfinal/fin.htm, trouvé sept.2004.

¹²⁰ Commission des États généraux, Québec, « 2.9.Poursuivre la déconfessionnalisation du système scolaire », 2. *Les chantiers prioritaires et les tâches qui s'y rattachent*, www.meq.gouv.qc.ca/etat-gen/rapfinal/s2-9.htm, trouvé sept.2004.

¹²¹ Commission des États généraux, « 2.1 Remettre l'école sur ses rails en matière d'égalité des chances », *Les chantiers prioritaires et les tâches qui s'y rattachent*, Québec, Ministère de l'Éducation, www.meq.gouv.qc.ca/etat-gen/rapfinal/s2-1.htm, trouvé sept.2004.

subventions qui leur sont octroyées. On propose enfin, le regroupement des élèves aux origines sociales diverses et aux succès scolaires variés afin de favoriser leur socialisation. Tout en réclamant des écoles communes, le comité reconnaît cependant le besoin d'une diversité pédagogique et souhaite la création de projets pédagogiques distincts, reflétant le milieu dans lequel se trouve les élèves. En somme, la position radicale du Comité se voulait une charge contre le maintien du statu quo.

2.4.2 Le Groupe de Travail sur la Place de la Religion à l'école

Le 26 mars 1997, alors que la ministre de l'Éducation annonce son intention de faire une demande de révocation de l'article 93 au parlement canadien, elle mentionne du même coup la formation du « Groupe de travail sur la place de la religion à l'école » dont le mandat sera d'examiner la question de la religion dans les institutions d'enseignement québécoises. Le recours à des spécialistes non affiliés aux confessions pour mener les travaux marquait une étape importante dans le parcours de la sécularisation du système scolaire, puisqu'on remettait entre les mains de l'État les prises de décisions en ce qui concerne la religion à l'école¹²². Le Rapport du Groupe de travail intitulé, « Laïcité et Perspective nouvelle pour l'école québécoise », recommandait la laïcisation totale du système scolaire public. Une laïcité ouverte qui se distingue de la laïcité française en permettant de prendre en considération la dimension spirituelle des enfants qui, d'ailleurs, est protégée par les Chartes des droits et libertés. Selon Milot, les recommandations du comité qui ont causé le plus des réactions ont rapport aux conclusions suivantes :

¹²² Commission des États généraux, « 2.1 Remettre l'école sur ses rails en matière d'égalité des chances », *Les chantiers prioritaires et les tâches qui s'y rattachent*, Québec, Ministère de l'Éducation, www.meq.gouv.qc.ca/etat-gen/rapfinal/s2-1.htm, trouvé sept.2004

- la reconnaissance de la primauté accordée aux droits à l'égalité de tous et à la liberté de conscience et de religion ; qu'en conséquence, il n'y ait plus de recours à une dérogation aux chartes et aux droits fondamentaux dans les lois sur l'éducation ;
- l'instauration d'un système scolaire public laïque et l'abrogation des statuts confessionnels de toutes les écoles publiques ;
- le remplacement des enseignements confessionnels par un enseignement culturel des religions ;
- la laïcisation des structures de l'État, par l'abrogation des dispositions concernant les instances confessionnelles dans la loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et celles de la loi sur le ministère de l'Éducation ;
- l'organisation d'un service commun d'animation de la vie religieuse et spirituelle pour les écoles qui le souhaitent, défrayé par les fonds publics¹²³.

2.5 Changements sociétaux entre 1964-2004

Afin de saisir les principes guidant les rédacteurs du rapport Proulx, il est important de comprendre les changements sociétaux en cours depuis la formation du ministère de l'Éducation. Au cours de la période comprise entre 1964 et 2000, la société québécoise subira une révolution interne, et ce à un rythme accéléré. Au fil de nos lectures, trois facteurs semblent converger et expliquer partiellement les changements de politique quant à la place de la religion à l'école au Québec entre 1964 et 1999. Le premier étant le changement de rapport entre les Québécois et la religion, *la croix*. Le second que nous avons identifié, *le lys*, concerne la politique linguistique et économique adoptée par la province. Le troisième, *la Charte*, qui régit le contexte socio-culturel actuel, et finalement, le quatrième facteur, qui se rajoute aux trois premiers, le pouvoir politique décisionnel incarné par *le ministre de*

¹²³Milot, Micheline. « Origines et incidences des nouveaux rapports de force dans la gestion de l'éducation, La transformation des rapports entre l'État et l'Église au Québec », *Education et Francophonie*, Volume XXIX, no2, automne, 2001, p.5-6.

l'Éducation. Les trois premières forces occuperont, à tour de rôle, une place importante dans l'histoire du Québec, ce qui leur confèrera des privilèges législatifs.

2.5.1 La croix : changement des rapports entre Québécois et l'Église.

Un des changements majeurs qui surviendra pendant la période à l'étude concerne le choix des Québécois de s'affilier à l'Église catholique. D'après une étude de Milot ¹²⁴, concernant les attentes des parents et leurs motifs au moment de choisir l'enseignement religieux catholique pour leurs enfants : les Québécois attendent de l'enseignement religieux des points de repères porteurs de sens pour une vie future, une vie individuelle. Le choix de l'enseignement religieux devient ainsi un fait social duquel on s'attend beaucoup plus à une transmission des valeurs culturelles qu'à une transmission des croyances. Lemieux ¹²⁵ dans un article sur le catholicisme québécois, aborde la question dans le même sens. Selon lui, le catholicisme est devenu un fait culturel ; la religion catholique demeure une référence pour la majorité des québécois. D'ailleurs, selon Clark ¹²⁶, la baisse de participation dominicale au Canada a chuté à 20% en 2001, alors qu'en 1947, 67% des croyants participaient régulièrement aux services religieux. Or, malgré ces données statistiques, les Québécois tiennent toujours aux rites de passage qui sont soulignés dans les cadres institutionnel et rituel de l'Église. Ainsi, la sécularisation de la religion catholique au Québec transforme le rapport des Québécois avec l'institution. La majorité d'entre eux pratiquent une religion sans Église

¹²⁴ Milot, Micheline. *Une religion à transmettre ? Le choix des parents, Essai d'analyse culturelle*, Ste-Foy, les Presses de l'Université Laval, 1991, 165p.

¹²⁵ Lemieux, Raymond. « Le catholicisme québécois : une question de culture », *Sociologie et sociétés*, vol XXII, no 2, octobre 1990. p.145-164.

¹²⁶ Clark, Warren, « Religion, évolution de la pratique religieuse au Canada », *Tendances sociales canadiennes*, no68, Statistiques Canada, printemps 2003, p.2.

mais une religion qui demeure un référent vers lequel on peut se tourner lors des moments difficiles.

La métamorphose des rapports entre les Québécois et l'Église se reflètera, des années 60 jusqu'à aujourd'hui, par des mesures législatives visant une laïcisation accrue et une unification des Commissions scolaires. Les derniers tomes du rapport Parent proposeront d'ailleurs des Commissions scolaires unies. Le gouvernement Johnson, en 1969, élaborera la loi 62 qui ira dans ce sens, mais l'opposition suscitée par cette loi entraînera son retrait. Déjà à cette époque, on recommandait la participation des parents, des enseignants et de l'État, et on proclamait la neutralité de l'État quant aux questions confessionnelles. Une longue bataille juridique marquera ainsi le passage des années 60 à 90¹²⁷.

¹²⁷ Nadeau, Sylvain. *Le discours de l'état québécois sur la place de la religion à l'école, 1964-1997*, Étude 3, Groupe de Travail sur la Place de la Religion à l'école, Québec, [ministère de l'Éducation], [1999], 57p.

Tableau 2.3

<i>Étapes menant à la création des commissions scolaires linguistiques(Nadeau,1999)</i>		
1969	Loi 62	Propose la création de Commissions scolaires unies
1970	Election	Mise au rancart de la loi 62
1971	Loi 27	Confère un statut confessionnel aux écoles hors de Montréal et Québec
	Loi 28	Réduction du nombre de commissions scolaires
1974	Catholique	Confessionnalisation des écoles catholiques
1975	Protestant	Confessionnalisation des écoles protestantes
1975	Loi 50	Charte des droits et libertés adoptées
1975	Livre vert	Création des cours de moral optionnels
1979	Livre orange	Propose des écoles publiques communes
1980	Notre-Dame des Neiges	Contestation du statut confessionnel de l'école, l'article 93 permet le maintien du statut confessionnel.
1982	Livre blanc	Propose des écoles communes
1983-84	Loi 40	Droit à l'enseignement religieux et à un système d'option, la pastoral et le statut confessionnel sont permis.
1994	Loi 3	Crée les Commissions scolaires linguistiques, la clause dérogatoire permet le maintien d'un projet éducatif catholique. Les Communautés locales peuvent décider du statut religieux de l'école.
1985	Loi 3	Décrétée inconstitutionnelle
1986	Dérogation	
1988	Loi 107	Confère un privilège aux catholiques et protestants, nécessite la clause dérogatoire ; choix de l'enseignement religieux libre ainsi que le statut confessionnel.
1992	Loi	Rend caduque le recours aux Chartes des droits de l'homme dans le secteur privé.
1994	Dérogation	Elle est reconduite, les droits collectifs et historiques motivent ce choix
1997	Abrogation Article 93	L'article 93 de la Constitution canadienne n'a plus cours au Québec.

Selon Milot ¹²⁸, la création du ministère de l'Éducation en 1964 indiquait la ferme volonté de l'État de prendre le contrôle de l'éducation publique primaire et secondaire. Cependant,

¹²⁸ Milot, Micheline. « Origines et incidences des nouveaux rapports de force dans la gestion de l'éducation, La transformation des rapports entre l'État et l'Église au Québec », *Education et Francophonie*, Volume XXIX, no2, automne, 2001, 16p.

différents paliers législatifs maintiendront toujours par la suite la présence des confessions catholiques et protestantes au sein du système scolaire : la loi sur l’instruction publique du Québec, la Constitution canadienne, la loi sur le ministère de l’Éducation et celle sur le Conseil supérieur de l’éducation. Par ailleurs, l’Assemblée des Évêques maintiendra son appui en faveur du maintien de la confessionnalité des écoles tout au cours de la période qui suivra le rapport Parent. L’Assemblée sera présente tout au cours de la sécularisation rapide qui surviendra entre 1964 et 2000 en mettant un frein à la déconfessionnalisation du système scolaire par le recours à des droits acquis historiquement. Cette position de l’épiscopat québécois s’harmonise aux directives du Vatican en ce qui concerne l’éducation des catholiques. Pour le Vatican qui vise à conserver le caractère distinct des catholiques, les écoles représentent un enjeu crucial.

2.5.2 Le lys : changement des rapports linguistique et économique

Au cours de la sécularisation de la province le pouvoir religieux sera éclipsé par le nationalisme. Succédant au gouvernement libéral, en 1976, le Parti Québécois offrira une nouvelle idéologie au Québécois : l’État québécois indépendant. D’après Cassirer¹²⁹, le mythe de l’État succèdera, en Occident, au mythe religieux. La politique étatique deviendra en fait une religion séculière qui utilisera la conscience historique afin de construire le futur ; au Québec, la société sera à cette occasion majoritairement soudée par la langue française.

¹²⁹ Cassirer, Ernest, *Le mythe de l’État*, traduit de l’anglais par Bertrand Vergely, France, Éditions Gallimard, [1993], 1^{re} édition 1946, 402p.

Par ailleurs, à ce facteur nationaliste, il faut rajouter d'importants changements démographiques induits par la diminution de l'influence religieuse. La baisse du taux de natalité forcera le pouvoir politique à favoriser l'immigration de sorte que l'augmentation du nombre d'immigrants, au cours de cette période, viendra changer la donne au point de vue de la composition ethnique de la province. De plus, le choix de l'école anglaise par les immigrants forcera le gouvernement à agir afin de protéger la culture et la langue française. En 1974, afin de contrer la popularité du choix des écoles anglophones par les immigrants et les Québécois, le gouvernement Bourassa fera voter la loi 22 faisant du français la langue officielle du Québec, auparavant bilingue. Par la suite, en 1976, le Parti Québécois durcira la loi 22 en promulguant la loi 101¹³⁰. Cette loi fermera l'entrée des immigrants au secteur anglophone ainsi qu'aux Canadiens des autres provinces et la langue remplacera la religion comme critère d'appartenance scolaire. L'accès aux universités anglaises sera toutefois maintenu. La loi sera contestée et modifiée à quelques reprises. Finalement, en 1988, les nombreuses contestations exigeront de la part du gouvernement un recours à la clause nonobstant qui protégera la langue française au Québec. Entre-temps, cette nouvelle législation aura eu pour effet d'accroître le pluralisme religieux au sein des écoles francophones catholiques. La présence de plusieurs visions de la bonne vie au sein d'un système scolaire confessionnel augmentera dès lors le besoin de réfléchir sur la place de la religion à l'école. On notera, en parallèle avec la venue des chartes des droits et libertés, un durcissement de la position linguistique au Québec. Tout comme les Évêques, l'État se tourne vers les droits acquis historiquement.

¹³⁰ Magnuson, Roger. *A brief history of Quebec education, from New France to Parti Quebecois*, Montreal, Harvest House, [1980], 147p.

Tableau 2.4

*Lois affectant l'entrée à l'école anglaise
(Magnuson, 1980 et Stevenson, 2003)*

1969	Loi 63 , les parents ont le choix de la langue d'enseignement pour leurs enfants.
1974	Loi 22 , le français devient la langue officielle du Québec, on restreint le droit d'entrée à l'école anglaise.
1976	Loi 101 , Fermeture de l'entrée à l'école anglaise pour les immigrants du Québec.
1988	Clause nonobstant nécessaire pour protéger la loi 101

Du reste, le choix d'encourager l'immigration au Québec s'explique en grande partie par des facteurs économiques reliés aux problèmes suscités par une baisse de natalité importante. Les changements d'orientation de la politique économique, entre 1964 et 2004, se produiront à un rythme accéléré et accompagneront le processus de sécularisation tout en accélérant les mutations sociales. L'État est lui aussi en crise, alors que les changements économiques apparus entre 1964 et 2004 (entre autre, l'accord du libre échange avec les États-Unis (1988) et avec le Mexique (1992)) induiront l'émergence de nouvelles identités. Le gouvernement a la tâche de promouvoir une langue, une culture et des institutions communes face à des citoyens qui ont des identités multiples, nationales et internationales¹³¹. Les difficultés du Québec à restructurer son orientation politique dans cet environnement de globalisation et de

¹³¹ Lachapelle, Guy. « Identité, intégration et émergence d'économies identitaires : le cas du Québec comparé à l'Écosse, au pays de Galles et à la Catalogne », *Mondialisation, gouvernance et nouvelles stratégies subétatiques*, [Canada], les Presses de l'Université Laval, [2004], p.139-161.

démocratisation se révèlent dans ses rapports avec les chartes des droits et libertés.

L'utilisation des clauses nonobstant en ce qui concerne la langue et la religion sont les symptômes du mal de l'État à s'adapter aux changements. Ce désir de préserver un caractère distinct dans un monde qui vise l'unification rappelle celui de l'Église catholique peu de temps auparavant.

L'adhésion accrue aux principes démocratiques place les anciens États catholiques et nationalistes face à un dilemme ; elle demande le transit d'une société dont le lien social dépend de l'histoire à une société orientée vers le futur. La foi dans le progrès, portée par l'esprit capitaliste et les chartes des droits de l'homme se veut une foi dans l'avenir.

D'ailleurs, on retrouve dans le préambule de la déclaration universelle des Droits de l'Homme onusienne un élément qui induit l'adhésion aux principes véhiculés par les sociétés modernes à savoir la promotion du progrès social afin d'améliorer les conditions de vie et ainsi mener à un accroissement de la liberté, de la justice et de la paix¹³². Un tel élément ébranlera les sociétés ancrées dans la tradition.

2.5.3 La Charte : le Québec et les droits de l'Homme

Selon Milot¹³³, la protection de la pratique religieuse au Canada fut accordée dès 1763, et elle sera continuellement protégée par la suite. L'Assemblée nationale du Québec adoptera sa propre charte des droits et liberté en 1975, qui sera suivie plus tard par celle du Canada, en

¹³² Association canadienne pour les Nations unies, *La Déclaration des Droits de l'Homme*, p.2, www.unac.org/fr/rights/guide/declaration.html, trouvé sept.2004.

¹³³ Milot, Micheline. « La révolution des droits de la personne », *Laïcité dans le nouveau monde, le cas du Québec*, Turnhout, Berpols Publishers, 2002, p.120-137.

1982. Milot¹³⁴ soutient qu'un des traits particuliers des chartes canadiennes et québécoises est que l'on met sur le même pied la liberté de conscience et la liberté de religion, ce qui étend le champ des convictions qui seront protégées par les Chartes. On fait aussi une distinction entre une opinion et une croyance. En 1986, on accordera un statut prééminent à la charte québécoise en lui conférant la supériorité par rapport aux autres lois du Québec. Par contre, un droit de dérogation est cependant accordé au gouvernement, mais pour des causes reliées aux intérêts supérieurs du pays.

De façon plus précise, une clause spécifique contenue dans la Charte des droits et liberté québécoise, l'article 41, concerne l'enseignement religieux : « les parents ou les personnes qui en tiennent lieu ont le droit d'exiger que, dans les établissements d'enseignement publics, leurs enfants reçoivent un enseignement religieux ou moral conforme à leurs convictions, dans le cadre des programmes prévus par la loi »¹³⁵. L'Article 10 touche aussi à l'enseignement religieux : « un État peut, sans enfreindre le principe de neutralité, subventionner l'enseignement religieux à l'école, dans la mesure où tous les citoyens peuvent se prévaloir d'un tel droit »¹³⁶. À l'heure actuelle, le gouvernement du Québec a recours à une dérogation afin de maintenir le privilège en faveur des catholiques et protestants.

¹³⁴ Milot, Micheline. « La révolution des droits de la personne », *Laïcité dans le nouveau monde, le cas du Québec*, Turnhout, Berpols Publishers, 2002, p.122.

¹³⁵ Milot, Micheline. « La révolution des droits de la personne », *Laïcité dans le nouveau monde, le cas du Québec*, Turnhout, Berpols Publishers, 2002, p.123.

¹³⁶ Milot, Micheline. « La révolution des droits de la personne », *Laïcité dans le nouveau monde, le cas du Québec*, Turnhout, Berpols Publishers, 2002, p.125.

Tableau 2.5*Évolution des droits et libertés au Québec (Milot, 2002)*

1763	Protection de la pratique religieuse.
1774	Acte de Québec, Coutume de Paris, maintien du système seigneurial et de la position de l'Église au sein de l'Etat.
1867	L'article 93 protège les droits à l'enseignement protestant et catholique, il fait partie de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique.
1961	Charte symbolique des droits de l'homme.
1969	La loi Omnibus, protège le droit à l'avortement, l'homosexualité et le mariage civil.
1975	L'Assemblée nationale adopte sa propre Charte des droits et libertés.
1982	Inclusion d'une Charte des droits et libertés dans la constitution canadienne, l'article 93 devient l'article 29.
1986	La Charte québécoise obtient un statut quasi constitutionnelle et prime sur les autres lois du Québec, un droit de dérogation est toutefois accordé.

2.5.4 La loi 118

Les États généraux de 1995 avaient permis d'identifier les problèmes engendrés par l'existence des commissions scolaires confessionnelles et par l'enseignement religieux confessionnel à l'école publique. A la suite du dépôt du rapport du Comité sur la place de la religion à l'école (1999), le ministre de l'Éducation du Québec, François Legault, modifiera les dispositions législatives concernant la confessionnalité dans le secteur scolaire sous le

couvert de la loi 118. Cette loi, adoptée en juin 2000, abolira le statut confessionnel de toutes les écoles publiques qui seront désormais « communes, ouvertes et démocratiques »¹³⁷. Depuis septembre 2001, il n'existe plus, officiellement, de projet particulier dans les écoles publiques de nature religieuse. Le gouvernement maintiendra par contre le choix entre l'enseignement moral, catholique ou protestant au primaire et secondaire. Cet arrangement nécessitera le recours à une clause dérogatoire. Les élèves ont cependant toujours droit à un animateur spirituel et d'engagement communautaire¹³⁸ et les articles 36 et 37 de la loi de l'instruction publique¹³⁹, toujours effectifs en juin 2004 : font parties de la loi 118 (article 19 et 20) « (36) L'écoledoit notamment, faciliter le cheminement spirituel de l'élève afin de favoriser son épanouissement. [Et que] (37)...Le projet éducatif de l'école doit respecter la liberté de conscience et de religion des élèves, des parents et des membres du personnel de l'école. »

2.5.5 Le ministre

Dans le cadre des travaux du Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, trois tendances principales avaient été identifiées par les chercheurs (Milot et Proulx, 1999) : une en faveur du maintien de la confessionnalité actuelle, une seconde en faveur de la déconfessionnalisation du système et finalement une troisième qui suggérait de laisser aux parents le choix du type d'école que fréquenterait leur enfant. Ceux qui favorisaient le statu-

¹³⁷ Secrétariat aux affaires religieuses, *Changement apportés au système scolaire en vertu des orientations gouvernementales et du projet de loi 118 relatifs à la place de la religion à l'école*, Québec, Ministère de l'Éducation, 6p.

¹³⁸ Secrétariat aux affaires religieuses, *Changement apportés au système scolaire en vertu des orientations gouvernementales et du projet de loi 118 relatifs à la place de la religion à l'école*, Québec, Ministère de l'Éducation, 6p.

¹³⁹ Gouvernement du Québec, *Loi de l'instruction publique, École*, Chapitre 3, Section 1, Constitution, Québec, Ministère de l'Éducation, www.meq.gouv.qc.ca, trouvé le 9 juillet 2004.

quo utilisaient une argumentation s'articulant autour des droits parentaux et du respect de la liberté de conscience et de religion. On constate que ce groupe s'appuyait sur un référent historique et culturel que la charte menaçait. De plus, pour les catholiques, l'école enseigne traditionnellement la religion de sorte que la déconfessionnalisation des écoles suscitait une remise en question de la tradition et du passé qui n'était pas sans créer des craintes au sein de ce groupe.

Dans le second groupe identifié par les chercheurs, on favorisait la déconfessionnalisation du système scolaire. En utilisant, tout comme pour le premier groupe, les chartes des droits et libertés comme justification. Pour ce groupe, la liberté de conscience et de religion ainsi que la liberté d'association se limitait à la vie privée, à la famille. On peut percevoir ici une vision de la bonne vie qui s'harmonise avec la charte sans faire référence à la tradition ou au passé et une intériorisation des principes de séparation de l'État et de la religion. Enfin, le troisième groupe qui prônait le libre choix entre confession et laïcité à l'échelle locale, était majoritairement composé de parents.

On note, donc dans ces prises de position une division entre les parents qui prônent le libre choix et les enseignants et les directeurs qui favorisent les principes d'une école laïque, une opposition qui laisse entrevoir de possibles divergences d'opinion au sein du Conseil d'établissement maintenant responsable de déterminer les valeurs communes. Par ailleurs, on retrouve une seconde division entre les regroupements religieux. L'épiscopat catholique opte pour le maintien de la confessionnalité alors que les Églises protestantes sont divisées. Le schisme divise les Églises établies qui sont en faveur du principe de la laïcité et les nouvelles

Églises issues du réveil du 19^e siècle ainsi celles issues de la réforme radicale qui sont en faveur de la confessionnalité ¹⁴⁰. Le troisième chapitre de ce mémoire portera sur les particularités de ces choix.

La seconde partie du rapport Proulx présente et analyse les résultats d'un vaste sondage sur les attentes des acteurs du système scolaire. Dans le tableau intitulé « Le profil d'aménagement de la religion » ¹⁴¹, on y trouve une nette polarisation entre deux groupes de parents catholiques convaincus : les tenants de la confessionnalité et de l'enseignement confessionnel et les tenants de l'école laïque et de l'enseignement culturel. Chez les parents protestants, les données indiquent une préférence marquée pour l'école laïque et l'enseignement culturel, alors qu'un nombre important de parents, 44,6% ¹⁴² des parents catholiques et 20,5% des parents protestants, ont démontré leur préférence pour l'école confessionnelle. Du côté de la direction et des professeurs, on opte en majorité pour une institution basée sur des valeurs communes ¹⁴³. Il semble, toujours d'après le rapport, que les tenants de la vision confessionnelle se retrouvent majoritairement dans les régions hors de Montréal et de Québec à (62,5%) ¹⁴⁴. Les femmes catholiques francophones qui ne travaillent pas à temps plein sont aussi celles qui optent en plus grand nombre pour les écoles confessionnelles (35,6%).

¹⁴¹ Milot, Micheline et Jean-Pierre Proulx, *Les attentes sociales à l'égard de la religion à l'école, Rapport de recherche*, Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, Étude 2, Québec, [Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation], [1999], p.90.

¹⁴² *ibid*, p.93.

¹⁴³ Milot, Micheline et Jean-Pierre Proulx, *Les attentes sociales à l'égard de la religion à l'école, Rapport de recherche*, Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, Étude 2, Québec, [Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation], [1999], p.107.

¹⁴⁴ *ibid*, p.91.

Cette division entre les femmes, qui ne travaillent pas à temps plein et les autres, laisse entrevoir des besoins sociétaux divergents reliés à un environnement différent. Les études de Clark¹⁴⁵ indiqueraient que les femmes qui pratiquent régulièrement leur religion accordent moins d'importance au fait d'avoir un emploi bien rémunéré. Ces pratiquantes auraient aussi des valeurs dites plus traditionnelles. En somme cette polarisation entre tenants de deux visions géographiquement regroupés entre la ville et la campagne et entre travailleuses et mères au foyer n'est pas sans rappeler les écrits de Weber sur l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme ; on aurait tendance à conclure que les habitudes de vie des catholiques qui acceptent les principes de laïcité et de démocratie et qui sont actifs économiquement, se rapprochent des habitudes protestantes. Les travailleurs trouvant un sens à leur vie par leur activité professionnelle alors que les moins actifs professionnellement combleraient ce besoin d'une autre manière.

Cette divergence d'opinion quant à la place de la religion à l'école a certainement influencé le choix du ministre d'impliquer les parents dans les prises de décision et en leurs attribuant des postes au sein du Conseil d'établissement. Cependant, puisque les autorités scolaires ne partagent pas le même point de vue que les parents, on peut se demander si les Conseils d'établissement pourront déterminer les valeurs communes équitablement, surtout dans les milieux ruraux. La faible majorité obtenue par le groupe de parents catholiques en faveur

¹⁴⁵ Clark, Warren, « Pratique religieuse, mariage et famille », *Tendances sociales canadiennes*, no 11, Canada, Statistique Canada, automne 1998, p.4 et p.7.

d'une école ouverte et laïque ne semble donc pas avoir convaincu le ministre d'adopter en totalité les recommandations visant à laïciser le système scolaire .

Or, aux facteurs explicatifs énumérés ci-haut, il faut en ajouter un dernier souvent négligé, le pragmatisme. Milot¹⁴⁶ avance ce facteur pour expliquer la position du ministre Legault qui écartera l'option communautarienne parce qu'elle peut mener selon lui, à une ghettoïsation, à des dépenses accrues et à des problèmes de gestion. Il réduira plutôt la place de la religion à l'école en diminuant de moitié le temps consacré à l'enseignement de la religion.

L'argumentation justifiant cette décision tournera autour de la recherche d'une autonomie étatique accrue dans ce domaine et la prise en compte du facteur historique. Le processus de laïcisation n'est donc pas complet mais une séparation entre l'État et les groupes religieux au niveau des structures supérieures prend place.

¹⁴⁶ Milot, Micheline. *La laïcité dans le nouveau monde, le cas du Québec*, [Belgique], Brepols, [2002], p.146

Chapitre 3

La place des croyants dans le Québec moderne

3.1 Introduction

Ce dernier chapitre porte sur les particularités des arguments utilisés par cinq Églises chrétiennes, invitées par le Groupe de travail sur la place de la religion à l'école à émettre leur opinion. Notre analyse vise à faire ressortir les facteurs, associés à la laïcisation du système scolaire et qui porteraient atteintes aux doctrines religieuses des divers groupes à l'étude. Pour ce faire, nous avons utilisé les mémoires remis, à l'automne 1999, au Groupe de travail. Ceux-ci ont été composés dans un cadre limitatif et bien défini, ce qui facilite le recours à une analyse comparative. L'hypothèse que nous voulions vérifier prend source dans la tradition troeltschienne, à savoir que les contraintes ressenties par les Églises catholiques et protestantes seraient moindres au sein des Églises protestantes réformées calvinistes et néo-calvinistes libérales parce que leurs doctrines favoriseraient leur positionnement face à la laïcisation du système scolaire.

En premier lieu, nous avons analysé à tour de rôle les arguments avancés par l'Assemblée des Evêques, l'Église anglicane, la Table de concertation protestante, l'Église presbytérienne et l'Église unie. Les quatre derniers mémoires sont le produit d'Églises qui adoptent des principes calvinistes. La Table de concertation compte des représentants issus du Réveil des 18^e et 19^e siècles ainsi que des Églises issues de la réforme du 16^e siècle. Par ailleurs l'Église Unie représente, au point de vue doctrinal, la plus libérale des Églises que nous avons étudiées. Elle regroupe deux confessions que Troeltsch identifie comme étant néo-calvinistes, et une confession presbytérienne de souche calviniste.

3.2 Méthodologie

Notre échantillonnage s'est donc restreint à cinq Églises historiques et nouvelles qui représentent les principaux courants protestants et catholiques que nous retrouvons actuellement au Québec, alors que notre analyse des mémoires a été orientée suivant cinq domaines d'analyse catégorielle : la relation avec la société, la relation avec le passé, la relation avec l'État, la relation avec les chartes des droits et libertés et la relation avec la modernité. Nous nous sommes inspiré de la méthodologie de Strauss et Corbin¹⁴⁷ afin de déterminer les catégories d'analyse de façon inductive. Pour ce faire, nous avons effectué une analyse ligne par ligne des mémoires, avant de passer à l'étape de la comparaison avec pour but de trouver des similitudes et des différences entre les divers groupes à l'étude¹⁴⁸.

¹⁴⁷ Strauss A. et Corbin. J. *Basics of qualitative research, techniques and procedures for Developing Grounded Theory*, London, Sage publications, 1996, 312p.

¹⁴⁸ Gauthier, Benoît, dir. « La structure de la recherche », *Recherche Sociale, De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2003.p.129-158.

Comme nous n'avons que cinq cas, nous les avons étudiés en profondeur. Un processus déductif nous a amené à expliquer nos résultats en nous référant aux écrits de Troeltsch¹⁴⁹ sur le protestantisme et la modernité.

En effet l'inspiration qui a donné forme à l'analyse qui suit repose dans les écrits de Weber et de Troeltsch (traduit en français seulement en 1991). Troeltsch, qui accompagna Weber aux États-Unis en 1904, fera une distinction entre le calvinisme ancien et celui qui s'est développé aux États-Unis et qui émane principalement de l'Angleterre. Dans son livre *Protestantisme et modernité*, il fait cette distinction et il apporte des éléments comparatifs entre luthériens, catholiques, calvinistes et néo-calvinistes par rapport à leur mode de gouvernance respectif. La séparation entre l'État et l'Église inspira son analyse concernant le néo-calvinisme¹⁵⁰. Selon Troeltsch, le calvinisme devait s'étendre aux Églises écossaises, hollandaise, anglaises dissidentes (17^e siècle) et par la suite à une grande majorité des confessions que l'on retrouve aux États-Unis. Ce type de confession s'accommode très bien de la démocratie. On retrouvera en annexe (1et 2), deux grilles qui synthétisent les propos de Troeltsch sur le calvinisme et sur les distinctions qu'il fait lorsque celui-ci se développe en milieu majoritaire et en milieu minoritaire¹⁵¹.

¹⁴⁹ Troeltsch, Ernest. *Protestantisme et modernité*, traduction M.B. de Launay, [Paris], Éditions Gallimard, (1^{ere} Édition, 3 textes, 1909,1911,1913), [1991], 165p.

¹⁵⁰ Froideveaux Camille. *Ernst Troeltsch, la religion chrétienne et le monde moderne*, coll. « Sociologie », Paris, PUF, 1999, www.unites.ugam.ca/religiologiques/recen/camille_froideveaux.htm, trouvé novembre 2004, 5p.

¹⁵¹ Troeltsch, Ernest. *Protestantisme et modernité*, tr. Par Marc B. de Launay, France, Éditions Gallimard, 1991, 165p.

3.3 Les prises de position

3.3.1 L'Église unie

D'après les informations contenues dans son mémoire, l'Église unie¹⁵² représente, depuis 1925, la plus importante confession protestante canadienne. Elle résulte de l'amalgame de trois Églises : méthodiste¹⁵³, congrégationaliste et presbytérienne. Majoritairement anglophone, elle compte néanmoins une minorité francophone en son sein. Au Québec, elle se décrit comme doublement minoritaire puisqu'elle est principalement anglophone et protestante. Le credo de l'Église unie teinte son discours : « Dieu a créé et continue de créer. » Enfin comme toutes les Églises protestantes historiques, elle connaît actuellement une chute de ses effectifs ; elle a perdu 8% de ses membres depuis 1991 comptant au Canada près de 2,8 millions de croyants¹⁵⁴. Au Québec, près de 53 000¹⁵⁵ croyants fréquentaient l'Église en 2001, alors qu'elle en comptait 63 000 en 1991¹⁵⁶.

L'argumentation de l'Église unie se distingue par l'ouverture, envers autrui et envers le futur, dont elle fait preuve. Elle fait la promotion de la pensée critique, de la liberté de conscience et

¹⁵² Église unie du Canada, Consistoire Laurentien, *Mémoire du Consistoire Laurentien de l'Eglise Unie du Canada à la Commission parlementaire sur le rôle et la place de la religion à l'école*, Greenfield Park, Octobre, 1999, 11p.

¹⁵³ Les confessions méthodistes et congrégationalistes qui sont des composantes de l'Église unie se constitueront suite à un schisme au sein de l'Eglise anglicane, la Basse église anglicane au point de vue doctrinal est très près du calvinisme.

¹⁵⁴ Statistique Canada, Religions au Canada, *Vue d'ensemble : le Canada est toujours majoritairement catholique romain et protestant*, Canada, Recensement 2001, p.1-7, http://www12.statcan.ca/francais/census01/Products/Analytic/companion/rel/canada_f.cfm, trouvé septembre 2003.

¹⁵⁵ Statistique Canada, Religions au Canada, provinces et territoires, Québec, Canada, Recensement 2001, p.1-2, <http://www12.statcan.ca>, trouvé en septembre 2003.

¹⁵⁶ Comité sur les affaires religieuses, *Rites et symboles religieux à l'école, Défis éducatifs de la diversité, Avis au ministre de l'Éducation*, Québec, Ministère de l'Éducation, Mars 2003, p.32.

elle désire introduire la discussion au sein des cours de religion. Consciente que le discours qu'elle tient sur la place de la religion à l'école se fonde sur des valeurs intrinsèques à ses doctrines religieuses et à son histoire, elle considère que les grandes religions jouent, encore aujourd'hui, un rôle important dans la société. Par contre, elle n'accepte pas qu'on laisse aux parents un libre choix absolu en ce qui concerne l'enseignement religieux à l'école.

D'ailleurs, le cours d'enseignement qu'elle propose vise à renforcer l'appartenance collective, laissant au gouvernement la tâche de définir le contenu de ce cours. Selon l'Église, le développement de l'esprit critique en toute liberté ne peut être offert dans le cadre d'un enseignement religieux confessionnel ou dans le cadre d'un enseignement totalement laïque : « Nous ne pouvons nous rallier à la position du libre choix total, sans appel et tyrannique des parents sur l'enseignement religieux dispensé à l'école¹⁵⁷. »

En outre, le cours proposé par l'Église unie permet aux enfants de se découvrir tout en prenant contact avec l'autre, et ce en tenant compte des étapes du développement cognitif de l'enfant. Ce cours viserait donc le développement d'un être qui pourrait devenir un membre actif et positivement impliqué dans la société. L'enseignement de la foi ne fait plus partie des responsabilités de l'école, selon l'Église, mais la religion doit y rester. Par ailleurs, l'Église unie est d'avis qu'il faille continuer à maintenir un environnement chrétien dans les écoles du Québec, puisque celui-ci est intimement associé au développement historique de la province et de son tissu social. Le rôle de l'école dans le domaine de la transmission des connaissances religieuses devrait viser en bout de ligne la diminution des tensions et éliminer cette méfiance

¹⁵⁷ Église unie du Canada, Consistoire Laurentien, *Mémoire du Consistoire Laurentien de l'Église unie du Canada à la Commission parlementaire sur le rôle et la place de la religion à l'école*, Greenfield Park, Octobre 1999, p.6

entre les groupes religieux. En somme, l'Église unie se montre en faveur des recommandations du rapport Proulx. Cette position par rapport à l'enseignement religieux, s'apparente au modèle américain où il n'y a aucun enseignement religieux doctrinaire, bien que la religion soit à l'étude dans les écoles. La pensée critique y est aussi à l'honneur et on y accueille favorablement les notions véhiculées par la modernité.

3.3.2 L'Église presbytérienne

L'Église presbytérienne appartient, selon les informations contenues dans le mémoire qu'elle présente, à la famille des églises réformées et elle trouve ses racines dans les enseignements de Calvin. La présence presbytérienne au Canada remonte, elle aussi au tout début de la conquête britannique et l'Église jouira d'un statut d'Église d'État, et tout comme l'Église anglicane, elle profitera d'un système de réserves qui lui octroiera le droit de bénéficier des rentes provenant de ses propriétés foncières¹⁵⁸.

Selon les statistiques (2001)¹⁵⁹, on compte près de 410 000 presbytériens canadiens. Au cours de la dernière décennie, les effectifs de l'Église ont chuté de 36 % ; au Québec on retrouvait moins de 9 000 croyants en 2001, alors qu'en 1991, selon les chiffres du Comité aux affaires religieuses¹⁶⁰, on en retrouvait près de 19 000.

¹⁵⁸ Lalonde, Jean-Louis. « De l'Exposition universelle à la fin du siècle (1967-2000) », *Des loups dans la bergerie, les protestants de langue française au Québec 1534-2000*, [Québec], [Éditions Fides], [2002], p.47.

¹⁵⁹ Statistique Canada, Religions au Canada, *Vue d'ensemble : le Canada est toujours majoritairement catholique romain et protestant*, Canada, Recensement 2001, p.1-7, http://www12.statcan.ca/francais/census01/Products/Analytic/companion/rel/canada_f.cfm, trouvé septembre 2003.

¹⁶⁰ Comité sur les affaires religieuses, *Rites et symboles religieux à l'école, Défis éducatifs de la diversité, Avis au ministre de l'Éducation*, Québec, Ministère de l'Éducation, Mars 2003, p.32.

On remarque dans le mémoire presbytérien une adhésion au libéralisme et aux principes démocratiques : « Notre adhésion aux valeurs libérales s'expliquent par notre croyance en un Dieu qui libère son peuple en remplaçant l'esclavage par une alliance responsabilisant l'individu. On doit aussi ajouté la croyance écossaise en une Vérité triomphante ¹⁶¹. » (notre traduction) Par contre, il est clair que l'Église presbytérienne tient à son héritage judéo-chrétien. Les valeurs démocratiques sont pour l'Église, des valeurs religieuses et elle se dit contre l'exclusion des valeurs et des croyances du système scolaire : « Selon notre jugement, un tel enracinement dans la tradition biblique ne peut être exclu d'un programme éducatif principalement parce que la tradition judéo-chrétienne joue un rôle majeur dans le façonnement de la civilisation occidentale ¹⁶². » (notre traduction)

Or, historiquement l'Église presbytérienne a toujours supporté un enseignement non dénominationnel. Dès le 19^e siècle, l'éducation publique protestante visera à retransmettre les valeurs chrétiennes, d'ailleurs la tradition judéo-chrétienne qui influence considérablement la civilisation occidentale, quoiqu'elles ne soient plus universelles, jouent toujours un rôle déterminant au Québec; sans la compréhension de cet apport de la religion à la civilisation occidentale, le monde contemporain devient impossible à comprendre :

Ce n'est pas par accident que la démocratie émergea en Europe et en Amérique du Nord plutôt qu'ailleurs sur le globe. C'est précisément par la continuité de la tradition judéo-chrétienne, en particulier le respect de chaque individu devant Dieu ¹⁶³. (notre traduction)

¹⁶¹ L'Église presbytérienne au Canada, Consistoire de Montréal, *Re. Proulx Taskforce Report* Montréal, 13 septembre 1999, p.5-6.

¹⁶² L'Église presbytérienne au Canada, Consistoire de Montréal, *Re. Proulx Taskforce Report* Montréal, 13 septembre 1999, p.3

¹⁶³ L'Église presbytérienne au Canada, Consistoire de Montréal, *Re. Proulx Taskforce Report* Montréal, 13 septembre 1999, p.6-7.

L'Église presbytérienne a toujours encouragé le pluralisme et la liberté démocratique sur la base de la croyance que Dieu qui a libéré son peuple de l'esclavage (la liberté prend donc ses racines dans la Bible) et que la vérité triomphera. Elle voit ainsi un lien indissociable entre la liberté démocratique et la tradition judéo-chrétienne : « La tâche d'enseignement des distinctions dénominationnelles ne peut être remplie par les Églises. Cependant l'éducation publique doit diffuser un ethos chrétien¹⁶⁴ » (notre traduction). Les droits de l'Homme, pour l'Église presbytérienne, ont une origine religieuse qui réside dans le respect de tout individu devant Dieu. Elle se dresse donc contre l'exclusion des croyances et des valeurs religieuses pouvant déterminer le projet éducatif. Elle accepte toutefois l'idée d'un cours commun :

« Nous approuvons en principe et sous réserve de certaines dispositions, les recommandations du rapport relatives à l'instauration d'un cours commun sur les religions du monde, à partir d'une nouvelle approche historique et culturelle¹⁶⁵. » L'Église propose aussi que les écoles favorisent l'instauration d'un forum permettant les discussions sur le sujet du pluralisme religieux. Finalement, au point de vue administratif, la décentralisation des prises de décisions est reçue favorablement.

Enfin, notre recherche démontre que le cours d'enseignement de la religion offert actuellement en Écosse, semble coïncider avec la prise de position de l'Église presbytérienne contenue dans ce mémoire. Les notions chrétiennes occupent une place prépondérante dans le curriculum écossais, bien qu'on permette la présence de traditions religieuses différentes. Le

¹⁶⁴ L'Église presbytérienne au Canada, Consistoire de Montréal, *Re. Proulx Taskforce Report* Montréal, 13 septembre 1999, p.2.

¹⁶⁵ L'Église presbytérienne au Canada, Consistoire de Montréal, *Re. Proulx Taskforce Report* Montréal, 13 septembre 1999, p.1.

mode de gouvernance presbytérien-synodal qui confère une grande liberté aux Églises locales pourrait expliquer cette disposition favorable envers la décentralisation des pouvoirs. De plus, comme on accueille favorablement la liberté de pensée, l'étude des autres religions ne constituent pas un problème. Par contre, on tient toujours à ce que l'héritage judéo-chrétien occupe une place prédominante dans le curriculum puisqu'on relie la démocratie à l'ethos chrétien.

3.3.3 L'Église anglicane

On compte environ 2 millions d'anglicans¹⁶⁶ au Canada dont près de 85 000 au Québec. Par contre, le nombre d'anglicans a diminué de 7% au Canada depuis les années 90. Peu d'immigrants sont d'origine anglicane et de moins en moins de jeunes fréquentent les églises. Les Anglicans occupaient néanmoins le 2^e rang au Québec parmi toutes les confessions religieuses recensées en 2001, en terme de croyants en son sein. La présence de l'Église anglicane au Canada tout comme son apport dans le domaine de l'éducation remonte à la conquête de 1759. Le mémoire a été rédigé par la Commission de l'évêque qui comptait la participation de membres laïcs et de membres du clergé anglican. Traditionnellement, la tâche de définir l'enseignement protestant revenait au Comité protestant uni, mais depuis l'adoption du projet de loi 118, ce comité n'a plus cette responsabilité.

L'Église anglicane propose un enseignement régionalisé puisqu'il serait très difficile, selon elle, de parvenir à un consensus : « Est-il approprié d'imposer un seul système

¹⁶⁶ Statistique Canada, Religions au Canada, *Vue d'ensemble : le Canada est toujours majoritairement catholique romain et protestant*, Canada, Recensement 2001, p.1-7.
http://www12.statcan.ca/francais/census01/Products/Analytic/companion/rel/canada_f.cfm , trouvé septembre 2003.

d'enseignement religieux pour l'ensemble de la province alors que le caractère et les besoins des différentes régions sont extrêmement différents ¹⁶⁷? » Parmi les propositions mises de l'avant par l'Église, le Conseil d'établissement pourrait jouer un rôle accru en étant responsable de la prise de décision en ce qui concerne le statut confessionnel de l'école. On suggère cependant la création d'un comité unique qui serait en charge de déterminer les valeurs communes. L'Église se montre toutefois en faveur du rapport Proulx, mais propose certaines modifications :

En conséquence, nous recommandons que le gouvernement mette en place un successeur unique aux comités catholique et protestant, formé des représentants non seulement de ces deux communautés mais également des autres principaux organismes religieux qu'on retrouve aujourd'hui au Québec, dont le mandat serait de fournir des conseils pour élaborer des valeurs communes qui ne reflètent pas simplement une moralité privatisée ¹⁶⁸.

Les modèles d'enseignement de la religion proposés par l'Église anglicane permettent d'éviter un simple enseignement culturel de la religion et visent plutôt à enrichir les connaissances des enfants concernant le monde dans lequel ils vivent et qui est ancré dans la tradition judéo-chrétienne :

En effet, ces modèles respectent la recommandation du Rapport Proulx d'enseigner la religion sous l'angle d'un simple phénomène culturel, tout en offrant une meilleure connaissance de l'héritage judéo-chrétien de notre société, qui risque, selon nous, d'être perdu si on porte une attention égale à toutes les religions ¹⁶⁹.

Cette position se rapproche de celle adoptée en Angleterre, où une place prédominante est accordée au christianisme tout en invitant les communautés religieuses à introduire des éléments culturels dans le curriculum. Cette centralisation de la prise décisionnelle que

¹⁶⁷ L'Église anglicane au Québec, Diocèse de Montréal, *Mémoire présenté à la Commission parlementaire de l'Assemblée nationale sur la place de la religion à l'école*, Montréal, 22 octobre 1999, p.2.

¹⁶⁸ L'Église anglicane au Québec, Diocèse de Montréal, *Mémoire présenté à la Commission parlementaire de l'Assemblée nationale sur la place de la religion à l'école*, Montréal, 22 octobre 1999, p.6.

¹⁶⁹ L'Église anglicane au Québec, Diocèse de Montréal, *Mémoire présenté à la Commission parlementaire de l'Assemblée nationale sur la place de la religion à l'école*, Montréal, 22 octobre 1999, p.2.

l'Église propose pour la détermination des valeurs communes semble être reliée au mode de gouvernance épiscopale de l'Église anglicane (*High Church*). Dans la Haute Église, on respecte toujours la tradition et le pouvoir ecclésial d'où émanent certaines directives. La décentralisation que l'Église propose s'harmonise à son mode de gouvernance synodal que l'on retrouve dans la Basse Église, plus près des communautés et du calvinisme qui accueillent favorablement la raison, la liberté et l'esprit critique. D'ailleurs cette affinité que partage l'Église anglicane avec le calvinisme en sa Basse Église explique, selon nous, la similitude entre l'enseignement de la religion en Écosse et en Angleterre.

3.3.4 La Table de Concertation protestante

La Table de concertation protestante¹⁷⁰ regroupe des représentants des diverses Églises protestantes. La mission principale de ce groupe se définit par la promotion d'une éducation de qualité pour les enfants protestants. Or, une éducation de qualité pour la Table comprend une dimension spirituelle et une recherche de la vérité. La Table vise à représenter la globalité des Églises protestantes du Québec. Pour le moment, on y retrouve une majorité de représentants d'Églises issues de la réforme radicale et des Réveils des 18^e et 19^e siècles ainsi que des Églises établies. Trois Églises établies membres de ce groupe ont aussi présenté un mémoire, nous pourrions donc comparer ceux-ci.

Au Canada, les Églises protestantes connaissent, en majorité, une baisse importante de leurs effectifs. En 1991, les protestants représentaient 36% de la population canadienne contre 29% en 2001, soit 8,7 millions de croyants. Les Églises qui ont connu des baisses d'effectifs sont :

¹⁷⁰ La Table de concertation protestante, *Mémoire de la Table de concertation protestante sur l'éducation*, présenté par Glenn Smith, président, à la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale.

les presbytériens (-36%), les pentecôtistes (-15%), l'Église unie (-8%), les anglicans (-7%) et les luthériens (-5%)¹⁷¹.

D'un autre côté, certaines Églises ont connu des hausses d'effectifs : l'Église missionnaire évangélique (+ 48%), les huttérites (+22%), les adventistes (+ 20%) et l'alliance chrétienne et missionnaire (+ 12%). La confession baptiste a aussi connu une hausse (+10%). Selon Lalonde (2002)¹⁷² l'augmentation significative du nombre des croyants parmi les Églises évangéliques est en partie due à l'apport des communautés haïtiennes dont le nombre est passé, grâce à l'immigration, de 48 000 en 1986, à 90 000 en 2001. Mais malgré ces résultats impressionnants, le nombre total d'adhérents à la foi protestante reste modeste au Québec, les trois principales confessions en 2001¹⁷³ étant l'Église anglicane avec près de 85 500 pratiquants, l'Église Unie qui compte près de 53 000 croyants et les baptistes qui totalisaient près de 35 500 membres.

Le mémoire de la Table se distingue des autres confessions protestantes étudiées précédemment, car celle-ci désire conserver le choix pour les parents d'opter pour des écoles confessionnelles :

Comme troisième principe la Table appuie l'énoncé suivant : si un groupe de parents veulent implanter un projet éducatif dans une école et peuvent

¹⁷¹ Statistique Canada, *Religions au Canada, Vue d'ensemble : le Canada est toujours majoritairement catholique romain et protestant*, Canada, Recensement 2001, p.1-7, http://www12.statcan.ca/francais/census01/Products/Analytic/companion/rel/canada_f.cfm, trouvé septembre 2003.

¹⁷² Lalonde, Jean-Louis. « De l'Exposition universelle à la fin du siècle (1967-2000) », *Des loups dans la bergerie, les protestants de langue française au Québec 1534-2000*, [Québec], [Éditions Fides], [2002], p.295-339.

¹⁷³ Statistique Canada, *Religions au Canada, provinces et territoires, Québec*, Canada, Recensement 2001, p.1-2, <http://www12.statcan.ca>, trouvé en septembre 2003.

montrer qu'il peut être offert de façon responsable, le gouvernement devrait, par conséquent, statuer en faveur de cette éducation et fournir les fonds nécessaires à sa réalisation¹⁷⁴.

La Table considère toujours la mission de l'école comme étant de véhiculer les valeurs communes aux protestants de sorte que l'enseignement de la Bible et des traditions judéo-chrétiennes doivent demeurer à l'école. Le programme actuel répond donc aux besoins des protestants :

Comme le groupe de travail l'a souligné dans son rapport, le ministère de l'Éducation offre déjà un programme dans les écoles qui souligne notre héritage judéo-chrétien et qui, de plus, transmet une bonne connaissance des autres grandes religions présentes au Québec. La communauté protestante en est très satisfaite¹⁷⁵.

Toutefois selon la Table, on ne devrait pas avoir recours à la clause nonobstant afin de protéger la foi et la religion : « Quoique les clauses dérogatoires revêtent l'Assemblée nationale de souplesse, nous croyons que foi et religion ne devraient pas être protégées par de telles clauses, et parce qu'elles sont pratiquées par motif de conscience individuelle¹⁷⁶. » La Table manifeste, aussi son désaccord envers la non-possibilité qu'un projet éducatif ne puissent être déterminé par les valeurs et les croyances religieuses. Pour la Table de Concertation, la connaissance de la Bible et de la tradition judéo-chrétienne doivent maintenir une place dans le curriculum. Elle préconise pour ses écoles une approche holistique qui englobe la dimension spirituelle de l'enfant : « Selon nous l'éducation doit viser au

¹⁷⁴La table de Concertation protestante, *Mémoire de la Table de concertation protestante sur l'éducation, présenté par Glen Smith, président, à la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale*, 1999, p.11.

¹⁷⁵La table de Concertation protestante, *Mémoire de la Table de concertation protestante sur l'éducation, présenté par Glen Smith, président, à la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale*, 1999, p.10.

¹⁷⁶La table de Concertation protestante, *Mémoire de la Table de concertation protestante sur l'éducation, présenté par Glen Smith, président, à la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale*, 1999, p.15.

développement total et harmonieux de l'enfant¹⁷⁷. » L'héritage judéo-chrétien doit prévaloir ainsi que la vision du monde occidentale. Elle tient à ce que les enfants protestants acquièrent d'abord leur propre héritage : « Avant que l'élève fasse l'étude d'autres perspectives que la sienne, une bonne pédagogie viellera à ce que l'élève comprenne d'abord l'histoire, la tradition et les valeurs de sa propre vision du monde¹⁷⁸. »

La Table représente la majorité des familles protestantes au Québec, mais elle se distingue de l'Église unie, presbytérienne et anglicane par une argumentation très forte en faveur du statu quo et du maintien de la possibilité de choisir des écoles confessionnelles. Ce désir de maintenir l'enseignement des notions bibliques dans les projets éducatifs est aussi manifeste en Suisse où les Églises évangéliques s'opposent au retrait de l'enseignement des notions bibliques. À Terre-Neuve, les pentecôtistes s'opposent à la mise en place d'un cours commun. Les protestants issus du courant conservateur considèrent toujours la Bible comme une œuvre divine plutôt qu'humaine et ceux issus du pentecôtisme valorise le contact avec le saint-Esprit. Comme ces Églises sont issues d'un schisme avec les confessions existantes au 19^e siècle jugées trop libérales, elles s'opposent à un curriculum qui n'est pas en accord avec leurs doctrines, à savoir que certains aspects des doctrines des membres du Réveil du 19^e siècle ne se sont pas sécularisés avec le temps ce qui les place dans une situation antinomique par rapport aux valeurs modernes.

¹⁷⁷La table de Concertation protestante, *Mémoire de la Table de concertation protestante sur l'éducation, présenté par Glen Smith, président, à la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale*, 1999, p.13.

¹⁷⁸La table de Concertation protestante, *Mémoire de la Table de concertation protestante sur l'éducation, présenté par Glen Smith, président, à la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale*, 1999, p.13.

3.3.5 L'Assemblée des évêques

Au Canada, la population est toujours majoritairement catholique. Une légère augmentation du nombre total de catholiques romains (4,8%) s'est produite dans les années 90, mais malgré cela, la proportion de ce nombre diminue lorsque comparée au reste de la population canadienne¹⁷⁹. En 2001, 43% des Canadiens se déclaraient catholiques romains, ce qui représentait une baisse de 2% par rapport à 1996. En 2001 au Québec¹⁸⁰, on comptait près de 6 millions de personnes qui se déclaraient catholiques romains sur un total de 7 millions d'habitants. Selon le Comité des affaires religieuses (2003)¹⁸¹, dans toutes les régions du Québec, le catholicisme demeure la religion de plus de 90% de la population. Dans la région de Montréal cependant, le taux est de 77,6%, et dans la région d'Ottawa-Hull de 56,9%.

Malgré le nombre important d'adhérents à la foi catholique romaine déclarés, le taux de fréquentation des services dominicaux chute depuis plus de 15 ans. En 2001, selon l'Enquête sociale générale de Statistique Canada, seulement 20% des personnes questionnées participaient régulièrement aux services religieux hebdomadaires alors qu'en 1986, on comptait 28% de participants. Selon Clark (2003)¹⁸², il existe dans toutes les provinces canadiennes des endroits qui obtiennent des résultats nettement supérieurs à la moyenne. Au Québec par exemple la Gaspésie affiche le plus haut taux de fréquentation dominicale. Les personnes âgées et les immigrants assistent plus fréquemment aux services religieux ce qui

¹⁷⁹ Statistique Canada, *Religions au Canada, Vue d'ensemble : le Canada est toujours majoritairement catholique romain et protestant*, Canada, Recensement 2001, p.1-7, http://www12.statcan.ca/francais/census01/Products/Analytic/companion/rel/canada_f.cfm, trouvé septembre 2003.

¹⁸⁰ Statistique Canada, *Religions au Canada, provinces et territoires, Québec*, Canada, Recensement 2001, p.1, www12.statcan.ca, trouvé en septembre 2003.

¹⁸¹ Comité sur les affaires religieuses, *Rites et symboles religieux à l'école, Défis éducatifs de la diversité*, Avis au ministre de l'Éducation, Québec, Ministère de l'Éducation, Mars 2003, p.32.

¹⁸² Clark, Warren. « Religion, évolution de la pratique religieuse au Canada », *Tendances sociales canadiennes*, no. 68, printemps 2003, p.2-6.

explique en partie les différences d'une région à l'autre. À titre d'exemple dans la région de Montréal le taux de participation mensuelle au services religieux des personnes nées à l'extérieur du pays se chiffre à 40% contre 17% des adultes nées au Canada.

La présence de l'Église catholique au sein du système scolaire québécois remonte au début de la colonisation française. Depuis 1875, l'Assemblée des évêques détenait le privilège de constituer le tiers des membres du Conseil catholique. Or, en 1997, la modification de l'article 93 et les changements structurels qui suivirent ont mis fin à cette présence confessionnelle au sein des structures administratives, la loi 118 stipulant que la religion des personnes ne constitue plus un critère de sélection pour les membres du Comité des affaires religieuses. Le nouveau Comité des affaires religieuses doit cependant tenir compte des avis des Églises lorsqu'il s'agit de prendre des décisions touchant les aspects confessionnels d'un programme scolaire¹⁸³.

L'Assemblée des évêques s'affiche contre les propositions du rapport Proulx. Ceux-ci proposent en revanche des écoles confessionnelles ouvertes au pluralisme. Les évêques insistent sur l'apport des écoles catholiques à l'égard des nombreux immigrants et sur le fait que les cours d'enseignement religieux se sont adaptés au contexte social. De plus, ils considèrent la transmission des valeurs religieuses qui imprègnent la société québécoise comme un facteur d'intégration :

Les traditions catholiques et protestantes ont contribué de manière importante à façonner la société québécoise. C'est pourquoi nous optons pour des aménagements qui soient ouverts à la fois à la dimension

¹⁸³ Comité sur les affaires religieuses, *Rites et symboles religieux à l'école, Défis éducatifs de la diversité, Avis au ministre de l'Éducation*, Québec, Ministère de l'Éducation, Mars 2003, p.98.

confessionnelle et au pluralisme religieux¹⁸⁴.

Par ailleurs, l'Assemblée désire maintenir des liens sous forme de partenariat avec l'État et en ce sens, les propositions du rapport Proulx sont donc perçues comme une rupture. De plus l'Assemblée défend l'idée que la mission de l'école doit viser la formation intégrale de l'enfant dont font partie les valeurs religieuses. L'enfant doit tout d'abord s'approprier sa propre tradition avant de pouvoir comprendre le sens de l'autre; le développement de l'identité propre à l'enfant devrait donc être visé par l'enseignement religieux.

L'enseignement religieux que l'on retrouve dans le milieu scolaire, devrait donc présenter les contenus doctrinaux d'une religion et relever d'une instance confessionnelle. On suggère alors l'amélioration du cheminement en cours, qui serait davantage en harmonie avec le processus historique et adapté à la culture des jeunes :

L'autre courant d'opinion préconise plutôt des réaménagements qui soient ouverts à la fois à la dimension confessionnelle et au pluralisme religieux. Ce schéma nous apparaît beaucoup plus constructif, parce qu'il respecte mieux le bien commun de la société québécoise¹⁸⁵.

Conséquemment, l'Assemblée des évêques plaide en faveur du choix parental éclairé, ce choix se matérialisant par le choix entre une école confessionnelle ou non confessionnelle.

Les catholiques, constants dans leur désir de préserver leur caractère distinct et la formation intégrale de l'enfant, se démarquent partout où ils le peuvent par des écoles séparées ou par un enseignement confessionnel. Cette prise de position s'explique en partie par la nature intransigeante du catholicisme. Les détenteurs de vérité immuable doivent tout d'abord

¹⁸⁴ L'Assemblée des évêques du Québec, *L'éducation religieuse au service des jeunes*, Mémoire présenté à la Commission parlementaire de l'éducation sur la place de la religion à l'école, 18 novembre, 1999, p.1.

¹⁸⁵ L'Assemblée des évêques du Québec, *L'éducation religieuse au service des jeunes*, Mémoire présenté à la Commission parlementaire de l'éducation sur la place de la religion à l'école, 18 novembre, 1999, p.7-8.

s'assurer que les croyants soient formés avant de prendre connaissance d'autrui. De plus, à cette donne, il faut ajouter le caractère autoritaire de l'Église et la place non privilégiée accordée à la raison au sein du dogme. Ainsi au Québec, l'Assemblée propose un modèle confessionnel ouvert, en conformité avec les recommandations en provenance du Vatican. Tout comme pour les Eglises évangéliques, les catholiques contestent aussi les nouveaux cours communs offerts en Suisse et à Terre-Neuve.

3.4 Explication des résultats

Selon Bruce¹⁸⁶, quatre traditions divisent les confessions chrétiennes. En premier lieu, on retrouve deux courants : le protestantisme libéral qui puise ses valeurs au sein de la culture et de la raison, et le protestantisme conservateur dont les principales sources axiologiques résident dans la Bible. En second lieu certains courants tels que le catholicisme ou l'orthodoxie se tournent vers l'Église comme source principale et enfin le Pentecôtisme pour lequel l'Esprit saint constitue l'influence principale. Certaines Églises se situeront entre deux traditions telles les Églises épiscopales anglicane et luthérienne qui s'inspirent à la fois de l'Église et de la Bible. Bruce¹⁸⁷ fait une autre distinction, entre la dénomination et la secte. La dénomination accepte qu'il existe plus d'une vérité, contrairement à la secte qui considère ses doctrines comme un idéal unique à atteindre. En se basant sur ces traits qui caractérisent les différents courants chrétiens, nous analyserons ici nos résultats.

¹⁸⁶ Bruce, Steve. *A House divided, Protestantism, Schism and Secularization*, London Routledge, 1990, p.34

¹⁸⁷ Bruce, Steve. *A House divided, Protestantism, Schism and Secularization*, London, Routledge, 1990, p.231.

Premièrement, une Église qui se considère détentrice de la vérité se trouve désavantagée lorsqu'on demande aux enfants de ceux-ci de fréquenter une école commune et de suivre un cours de religion commun qui n'est pas en conformité avec les principes de primauté du groupe. Les catholiques, à titre d'exemple, ne peuvent accepter que les enfants catholiques puissent être exposés aux « erreurs » préconisées par les autres religions. Ce point explique en partie le refus de l'Église catholique de se joindre à un enseignement commun avant que l'enfant ait acquis sa propre identité, ce qui la motive dans son désir d'avoir ses propres écoles. Les Églises plus fondamentalistes, dont les doctrines reposent sur la Bible, refuseront quant à elles que l'on omette l'étude de celle-ci dans le cadre scolaire en opposition aux Églises presbytérienne et unie dont les doctrines reposent principalement sur la pensée critique et l'action. Ces dernières accueillent donc favorablement les discussions sur un cours portant sur les grandes religions. Altermatt exprime ce qui distingue ces courants dans un contexte démocratique :

Ainsi dans le protestantisme, les structures de la démocratie ont été largement acceptées et proclamées chrétiennes. En réaction aux changements profonds affectant la religion, les mouvements intégristes et fondamentalistes se reportent à des modèles de référence qui se sont avérés plausibles dans le passé. Dans le protestantisme c'est le principe de l'Écriture et dans le catholicisme c'est la tradition qui reprennent de l'importance¹⁸⁸.

Ensuite, un second facteur mentionné ci-haut apporte un éclairage sur le positionnement des Églises. Rémond¹⁸⁹ établit une distinction entre une administration épiscopale par rapport à une administration presbytérale ou autonomiste utilisée par les congrégations car le mode de gouvernance prisé par l'Église affectera directement le rapport que l'Église entretient avec

¹⁸⁸ Altermatt, Urs. *Le catholicisme au défi de la modernité, l'histoire sociale des catholiques suisses aux 19^e et 20^e siècles*, [France], Éditions Payot Lausanne, [1994], p.312.

¹⁸⁹ Rémond, René. *Religion et société en Europe, la sécularisation aux 19^e et 20^e siècles 1780-2000*, [Paris], Éditions du Seuil, [2001], p.35.

l'État. Le modèle épiscopal, par exemple, implique une hiérarchie et un respect de l'autorité qui ne correspond pas aux principes d'égalité véhiculés par la démocratie. Il implique aussi un partenariat avec l'État. De plus, il arrive que ce modèle autoritaire, qui caractérise l'Église catholique, empêche de soumettre des doctrines religieuses à un examen critique ou à la discussion, limitant ainsi la liberté que l'on confère à la communauté croyante. L'Église catholique laisse paraître à travers son mémoire sa préférence pour la préservation d'une structure supérieure confessionnelle, une position qui s'harmonise avec son style de gouvernance épiscopale et hiérarchique. Rémond décrit la position antinomique dans laquelle se trouve l'Église catholique par rapport à la démocratie; alors que deux systèmes s'opposent : « enseignement par voie d'autorité contre esprit critique, obéissance inconditionnelle contre liberté, égalité contre légalité, tradition contre progrès, conservation ou réaction contre démocratie¹⁹⁰. »

Par ailleurs, en ce qui concerne le mode de gouvernance, les anglicans et les luthériens se situent à mi-chemin entre le modèle autoritaire et le modèle autonome. Lalonde¹⁹¹, lorsqu'il distingue l'anglicanisme du luthéranisme, mentionne l'emphase que Calvin consacra à son modèle ecclésial par rapport à Luther qui se centrera plus sur l'expérience individuelle, et sur l'autorité biblique et qui favorisera un modèle de gouvernance qui se rapproche dans sa structure supérieure, au modèle catholique. Les Anglicans, tout en conservant une Église centralisatrice qui s'appuie sur une hiérarchie ecclésiale, encouragent la participation des laïcs

¹⁹⁰ Rémond, René. *Religion et société en Europe, la sécularisation aux 19^e et 20^e siècles 1780-2000*, [Paris], Éditions du Seuil, [2001], p.189.

¹⁹¹ Lalonde, J-L. *Des loups dans la bergerie, les protestants de langue française au Québec, 1534-2000*, [Canada], Éditions Fides, [2002], p.16-17.

et des pasteurs à un autre niveau. Le *High Church*, d'après Lalonde¹⁹², conservera des éléments de la tradition catholique alors que le *Low Church* se rapprochera du modèle de Calvin qui accentuera les éléments visant à changer le monde comme la raison et l'action plutôt que la tradition¹⁹³. Or, dans sa prise de position ici, l'Église anglicane se distingue puisqu'elle préconise plus d'autorité pour le Conseil d'établissement tout en souhaitant s'en remettre au gouvernement pour déterminer les valeurs communes. Cette proposition s'harmonise, selon nous, à son mode de gouvernance.

L'Église Presbytérienne, de son côté, désire maintenir une présence dans la nouvelle structure gouvernementale par l'entremise d'un conseil supérieur multiconfessionnel, tandis que l'Église unie est la seule qui désire s'en remettre au gouvernement. La prise de position de l'Église presbytérienne s'explique, selon nous, par la collaboration historique entretenue entre une Église établie et l'État, alors que la position de l'Église unie se rapproche de celles promues par les Églises congrégationalistes plus indépendantes ainsi que par la distinction que fait Troeltsch entre le calvinisme qui s'exprime en milieu minoritaire plutôt qu'en milieu majoritaire. En milieu minoritaire, le calvinisme préconise une séparation entre l'Église et le pouvoir étatique dont la tâche principale consiste à défendre les principes démocratiques qui s'harmonisent aux valeurs calvinistes. En milieu majoritaire, plutôt qu'une séparation totale, on retrouvera une convergence entre les deux pouvoirs.

¹⁹² Lalonde, J.L. *Des loups dans la bergerie, les protestants de langue française au Québec 1534-2000*, [Canada], Fides, [2002], p.20.

¹⁹³ Un schisme surviendra entre les deux niveaux et les puritains se sépareront de la structure supérieure de l'Église. Une aile libérale, congrégationaliste fonctionnera aussi indépendamment de l'Église mère. Cette aile correspond au néo-calvinisme décrit par Troeltsch.

Quant au mode de gouvernance de l'Église calviniste, celui-ci se base sur un conseil d'Anciens et sur un consistoire composé de pasteurs et de croyants œuvrant dans chaque paroisse. C'est sur ce point que la famille calviniste se distingue des autres familles protestantes. Ce sont les fidèles qui administrent le culte. Troeltsch fait cette distinction :

...l'égalité de statut entre les ministères spirituels et laïques, l'examen de conscience de la communauté avant chaque communion, autant de caractéristiques propres non seulement au droit canon calviniste, mais surtout à l'éthique et à la dogmatique de Calvin, pour qui le salut coïncide avec l'instauration du royaume du Christ ou de la communauté sainte, et qui impose à la morale chrétienne un développement militant, un contrôle réciproque de chacun ainsi que la collaboration sociale¹⁹⁴.

Les anglicans, les presbytériens ainsi que l'Église unie sont tous issus de la famille calviniste et leur mode de gouvernance qui confère l'autorité aux communautés de base s'harmonise particulièrement bien avec le modèle proposé par le rapport Proulx qui délègue la responsabilité de trouver les valeurs communes aux Conseils d'établissements. Les membres de ces Églises ont déjà l'habitude de prendre part aux discussions et, à la prise de décisions entre égaux à la différence des catholiques qui respectent les directives en provenance de Rome.

Donc, en ce qui concerne, le type de gouvernance proposé au niveau supérieur dans le cadre du rapport Proulx, l'Église unie détient un avantage, puisque ses valeurs lui permettent de s'en remettre totalement à l'État démocratique. Cette affinité entre la modernité et le calvinisme libérale peut s'expliquer ici par l'importance que le calvinisme accorde à la raison et la volonté à l'encontre de la tradition ou de tout autre aspect du dogme. Troeltsch relève le

¹⁹⁴ Troeltsch, Ernest. *Protestantisme et modernité*, tr.par Marc B. de Launay, France, Éditions Gallimard, 1991,p.14.

rôle joué au sein des calvinistes par la « volonté » à l'inverse de toute autre doctrine ;
 puisque la doctrine et l'autorité importent moins que celles de l'action et la volonté, le choix
 d'écoles communes devient plus facile pour ces confessions :

L'essence de Dieu est la volonté. Quelle que soit sa provenance, elle n'a
 pu voir le jour qu'en stricte liaison avec la doctrine de prédestination,
 véritable signature du christianisme calviniste, et ressortit à la nature de
 la personnalité religieuse de Calvin¹⁹⁵.

Par ailleurs, en ce qui concerne le pouvoir que l'on confère aux Conseils d'établissement, les
 Églises unie, presbytérienne et anglicane qui utilisent un modèle de gouvernance conférant
 l'autonomie aux communautés de base, détiennent un avantage alors que l'Église catholique
 est la plus défavorisée. A l'inverse, les membres de la Table de concertation protestante
 appartiennent à un courant conservateur tout comme l'Église catholique. Ces deux types
 d'Églises se trouvent ainsi désavantagées dans le contexte actuel.

Les Églises protestantes issues de la réforme du 16^e siècle partagent des principes de base :
 Dieu prime sur tout; la foi, signe de la grâce divine, se concrétise par une rencontre
 personnelle avec l'être suprême ; la bible détient les clés de la foi; et l'Église non sanctifiée
 continue à se réformer¹⁹⁶. Elles acceptent les changements, car pour elles, Dieu est libre et
 non pas enfermé dans une structure quelconque. Cet aspect du dogme les positionne
 favorablement en ce qui concerne leur rapport avec la modernité. Les propos de Troeltsch
 concernant la raison et le calvinisme s'appliquent ici ; puisque les doctrines résident en grande
 partie dans la raison, les autres éléments deviennent moins importants. Le choix, par

¹⁹⁵ Troeltsch, Ernest. *Protestantisme et modernité*, tr.par Marc B. de Launay, France, Éditions Gallimard, 1991, p.14.

¹⁹⁶ Lalonde, J-L. *Des loups dans la bergerie, les protestants de langue française au Québec, 1534-2000*, [Canada], Éditions Fides, [2002], p.17.

exemple, des écoles américaines de ne pas offrir d'enseignement religieux peut

s'expliquer par la place que l'on accorde à la raison parmi les doctrines calvinistes:

La raison est fondée dans l'idéal calviniste, c'est lui qui a donné la possibilité d'emboîter le pas aux grandes évolutions économiques et politiques du monde occidental et de faire siens les principes démocratiques propres à la politique constitutionnelle moderne, ceux qui président aux progrès économiques¹⁹⁷.

Les Églises protestantes conservatrices qui valorisent la Bible acceptent que l'environnement soit séculier. Par contre, elles tiennent à leur enseignement des notions bibliques et elles seraient désavantagées par une exclusion des éléments bibliques du curriculum. De plus elles n'acceptent pas que la Bible soit perçue comme une œuvre humaine. Certaines Églises se basent sur l'expérience charismatique ou sur la foi alors que pour d'autres la tradition et l'Église occupent une place importante. L'Église catholique dont le pouvoir se concentre sur l'institution et la tradition, se trouve pour sa part désavantagée dans son rapport avec la modernité. A ce niveau, Troeltsch fait d'ailleurs une distinction entre catholicisme et calvinisme :

Lorsque les convictions religieuses plus anciennes se maintiennent du moins chez les protestants, elles reposent d'abord sur la conviction personnelle et intime et non sur l'autorité comme telle. Seul le catholicisme strict s'en tient à l'idéal traditionnel d'autorité et pénètre alors, tel un monstrueux corps étranger, dans le monde moderne ; lui aussi a bien été obligé de tirer un trait, sous maints aspects, sur les éventuelles conséquences pratiques de cette situation.¹⁹⁸

Dans cet environnement moderne, les Églises libérales, pour qui l'action et la raison importent plus que les doctrines ou l'autorité ecclésiale détiennent, un net avantage. L'État moderne,

¹⁹⁷ Troeltsch, Ernest. *Protestantisme et modernité*, tr.par Marc B. de Launay, France, Éditions Gallimard, 1991, p.10.

¹⁹⁸ Troeltsch, Ernest. *Protestantisme et modernité*, tr.par Marc B. de Launay, France, Éditions Gallimard, 1991, p.33.

tout comme le calvinisme favorise l'individu et l'esprit rationnel. Selon Troeltsch, une fois de plus :

Ce christianisme produit un individualisme fondamental du type intériorisé et le plus dur. Le Salut est certes justifié par le biais de l'Église et de l'Écriture, mais, en fin de compte, il est fondé essentiellement sur le miracle intime de la conversion, sur l'acte que Dieu accomplit sans médiation dans chaque individu... La conception de la prédestination comme manifestation de la volonté souveraine de Dieu conserve, pour l'essentiel, le caractère volontaire de la religion, qui procédant de la volonté et de l'action divine, suscite, elle aussi, de son côté, volonté et action, et ne peut être reconnue comme authentique que dans la volonté et l'action. La vraie preuve de la foi c'est l'action qui professe sa conviction qui entreprend.¹⁹⁹

Par conséquent notre analyse indique que les Églises réformées issues du calvinisme ou d'un néo-calvinismes libérales détiennent un avantage en ce qui concerne la laïcisation du système scolaire québécois, confirmant ainsi notre hypothèse de départ. Les décisions prises en ce qui concerne la place de la religion à l'école au Québec, depuis 1997, favorisent l'Église unie car elle se distingue, au point de vue de ces doctrines, par la possibilité de déléguer à l'État démocratique la responsabilité de gouverner. Ensuite, son mode de gouvernance, qui confère une grande autonomie aux communautés de base, s'harmonise particulièrement bien avec le modèle des Conseils d'établissement actuel. De plus, comme la raison et l'action constituent des valeurs religieuses, elle ne tient pas à une tradition spécifique, ce qui lui permet d'accueillir la discussion favorablement et d'étudier d'autres religions. Finalement la non fixité des doctrines favorise l'évolution du groupe dans la modernité. Troeltsch soutient que le calvinisme s'harmonise particulièrement bien avec les principes modernes : « Le calvinisme

¹⁹⁹ Troeltsch, Ernest. *Protestantisme et modernité*, tr.par Marc B. de Launay, France, Éditions Gallimard, 1991, p.14.

est en phase avec les évolutions politiques, économiques et sociales de la modernité... »²⁰⁰ 102

Quant aux Églises presbytériennes et anglicanes, leurs doctrines tout comme celles de l'Église unie leurs confèrent un avantage.

3.5 Points communs

Au cours de notre analyse, nous avons identifié des points communs auxquelles les Églises tiennent et qui se résument à un environnement chrétien, un héritage judéo-chrétien, une animation spirituelle, un maintien de la dimension spirituelle à l'école, une acceptation des principes démocratiques ainsi qu'un respect de l'identité propre à l'enfant. Par contre, elles s'opposent toutes au relativisme et la laïcisation totale de l'école. Il existe donc, parmi les nombreuses églises, des éléments rassembleurs qui pourraient servir de base à l'élaboration des nouveaux cours. Une lueur d'espoir subsiste donc en ce qui concerne l'élaboration d'un cours de religion commun. Par contre, il sera difficile de respecter intégralement les différentes familles chrétiennes à l'intérieur de ce cours. De plus, on pourrait se questionner sur le statut d'une école qui accorderait une priorité à tous ces éléments : « Ne confèrerait-elle pas l'avantage aux catholique et protestants tout comme cela était le cas avant l'abrogation de l'article 93 ? » ou pire encore « seulement aux protestants libéraux ? »

3.6 Démocratie et chrétienté

Au cours des dernières années, l'immigration a constitué la raison principale du maintien du nombre de croyants dans les Églises catholiques et évangéliques. L'analyse des mémoires

²⁰⁰ Troeltsch, Ernest. *Protestantisme et modernité*, tr.par Marc B. de Launay, France, Éditions Gallimard, 1991, p.10.

permet de constater qu'au point de vue de leur relation avec la société, toutes les Églises étudiées contribuent positivement à l'intégration des immigrants en leur sein. Le pluralisme ne représente pas un problème pour elles. Par ailleurs, dans leur rapport avec le passé, on remarque une division au niveau des Églises, entre les tenantes de la confessionnalité et les tenantes d'un cours commun, en ce qui concerne les modalités entourant le maintien de la religion à l'école. L'Église catholique et les Églises du Réveil du 19^e siècle conservent des éléments doctrinaux qui ne se sont pas sécularisés avec le temps, ce qui explique leur position antinomique dans le contexte moderne. Afin de préserver leurs identités, elles désirent des écoles confessionnelles ou tout au moins un enseignement religieux confessionnel pour l'Église catholique, tandis que pour les protestants les notions bibliques et judéo-chrétiennes doivent être maintenues dans le curriculum.

Mais malgré les différences entre les Églises, les valeurs démocratiques ont été intégrées par chacune d'elles. Toutes défendent les principes démocratiques qu'elles interprètent à la lumière de leurs doctrines. Les catholiques, par exemple, n'ont pas encore intériorisé la possibilité que d'autres confessions puissent détenir la vérité, ce point doctrinal les situe et les incite à se tenir à l'écart. Ce n'est pas la crainte du pluralisme mais le relativisme qui l'inquiète. Toutes les Églises proposent également des solutions à l'enseignement de la religion, des solutions qui respectent les principes démocratiques et leur vision du monde : le confessionnalisme ouvert pour les catholiques, les valeurs communes protestantes pour la Table de concertation et les presbytériens, un enseignement régionalisé pour les anglicans et un enseignement commun et obligatoire pour l'Église unie.

On remarque aussi que la démocratie n'est plus un problème pour les Églises. Le problème réside plutôt dans l'application et l'interprétation qu'on en fait. L'application des principes démocratiques offre de multiples possibilités. Or, en optant pour un cours commun centré sur les valeurs judéo-chrétiennes communes, le gouvernement favoriserait les Églises protestantes qui ont déjà élaboré des programmes similaires. En incluant des discussions sur le sujet de la religion, les dénominations anglicanes presbytériennes et Unies seraient favorisées. En étudiant la Bible comme une œuvre humaine, on porterait préjudice aux Églises conservatrices. Par ailleurs, en éliminant l'enseignement de la religion catholique et en le remplaçant par un enseignement culturel des religions qui mettrait toutes les religions sur le même pied, on porterait préjudice aux catholiques qui, d'après leur doctrine détiennent une primauté. À l'inverse, en favorisant la pensée critique et la raison dans le cadre d'un cours d'enseignement religieux, les Églises réformées libérales ont un avantage certain ; les mémoires analysés démontrent que les presbytériens et l'Église unie se démarquent dans ce domaine.

On remarque enfin, que toutes les Églises étudiées, qu'elles soient libérales ou conservatrices, ne représentent plus une menace pour la démocratie. Elles leur servent au contraire de véhicules et contribuent positivement à la société ainsi qu'à l'intégration des nombreux immigrants.

3.7 Propositions

À la suite de ce que nous venons de présenter et dans le but de trouver une solution éducative et respectueuse de chacun, nous proposons donc tout d'abord de prendre en considération l'apport historique et actuel des groupes chrétiens à la démocratie. En second lieu, nous proposons que l'on remédie à la situation antinomique dans laquelle nous nous trouvons par rapport à la loi 118. Cette antinomie s'explique par l'impossibilité que des valeurs religieuses déterminent un projet religieux. Cette situation semble poser un problème puisque ces valeurs englobent des principes démocratiques pour les presbytériens, l'Église unie et en partie pour l'Église anglicane. Il semble que l'on ne peut interdire que le projet éducatif soit déterminé par les valeurs et croyances religieuses sans aussi interdire les principes démocratiques, tels que la liberté de pensée, l'esprit critique et la prise de décision entre égaux qui émanent du calvinisme.

De plus, au Québec l'Église catholique ainsi que toutes les confessions protestantes supportent activement les droits de l'Homme et constituent encore le lien privilégié avec la démocratie pour une bonne partie de la population. Voilà pourquoi, il nous semble que notre nouvel ethos devrait faire place aux croyants qui portent en eux le lien organique nécessaire au fonctionnement démocratique. On peut donc se questionner sur le futur d'une démocratie qui fonctionnerait sans son assise religieuse. Dans un tel contexte, la démocratie court le risque de ne plus faire sens. Il ne semble donc pas y avoir de justification pour l'exclusion des projets chrétiens du système scolaire.

D'après Milot (2002):

La reconnaissance du pluralisme est corrélative, d'un point de vue étatique, de l'évaluation de la nocivité potentielle des appartenances communautaires sur le lien du citoyen à l'Etat. A partir de l'expérience

québécoise et canadienne, il m'apparaît que l'État ne devrait pas se sentir menacé par le degré variable du sentiment d'appartenance politique de ses citoyens²⁰¹.

Enfin, puisque notre démocratie n'est pas issue d'une révolution et que nous comptons une population majoritairement catholique, nous ne pouvons faire table rase de notre passé. Nous recommandons donc de prendre en considération ces caractéristiques contre-réformistes qui distinguent les catholiques ainsi que les Églises nées du Réveil du 19^e siècle, des Églises protestantes libérales lors du choix d'un cours commun. Enfin, un juste équilibre ne devrait-il pas permettre la place de plus d'une famille religieuse dans les écoles du Québec ?

²⁰¹ Milot, Micheline. « La révolution des droits de la personne », *Laïcité dans le nouveau monde, le cas du Québec*, Turnhout, Berpols Publishers, 2002, p.165.

CONCLUSION

Notre recherche démontre qu'en Europe, l'Église catholique se démarque dans les anciens États de l'empire chrétien. Le saint- Siège, par l'entremise de concordats, a réussi à consolider la place de la religion catholique à l'école publique. Cette place s'harmonise aux doctrines de l'Église qui prône la tolérance et une primauté par rapport aux autres visions religieuses. Par ailleurs, les protestants, plus divisés, subiront une sécularisation plus rapide dans les États où l'Église ne pourra maintenir une hégémonie. En outre, les États comptant en leur sein des communautés réformées ou néo-calvinistes se distinguent et devront composer avec la dimension révolutionnaire véhiculée par les doctrines calvinistes qui les prédisposent à remettre en question l'ordre établi à l'interne et à l'externe. Notre analyse démontre que le type d'enseignement religieux qu'on retrouve sur un territoire protestant s'harmonise aux valeurs du groupe majoritaire, lorsqu'il existe. La présence hégémonique des Églises historiques, dans les pays étudiés, confère donc aux États un ethos particulier qui se transpose au système scolaire et au cours de religion.

Au Canada et au Québec, l'incorporation de la charte des droits et libertés dans la constitution canadienne, en 1982, a drastiquement changé le rapport entre les groupes religieux et les provinces. Avant cette date, l'ethos scolaire s'inscrivait dans le cadre de la Constitution rédigée à une époque où les Églises anglicanes, presbytériennes, catholique ainsi que les autres familles protestantes déterminaient les rapports entre religion et État. Or, depuis 1990,

nous assistons à une accélération du processus de laïcisation induite par l'immigration et une plus grande ouverture économique sur le monde. Au cours de cette période, l'utilisation des clauses nonobstant afin de protéger langue et religion, constitue un symptôme d'une difficulté d'adaptation de l'État et de la religion. Difficulté qui se transpose jusque dans le système scolaire voire en plein cœur des cours de religion. Cependant, l'immigration et le pluralisme des visions de la bonne vie exigent un recours aux principes de la laïcité de la part du gouvernement afin de faire place à tous.

Depuis l'abrogation de l'article 93 de la Constitution, il n'existe au Québec aucune disposition légale protégeant les religions catholiques et protestantes, autre que la clause nonobstant. Malgré qu'acceptables, au point de vue juridique, la laïcisation du système scolaire et la proposition d'un enseignement culturel des religions proposées par le Rapport Proulx suscitent, au Québec, le mécontentement de l'Église catholique et des Églises évangéliques. Le positionnement des diverses Églises s'explique selon notre analyse, en partie, par leurs caractéristiques intrinsèques et s'exprime, dans des circonstances similaires, ailleurs soit en Europe (Suisse), au Canada (Terre-Neuve).

Par ailleurs, le type de lien social créé par les Droits de l'Homme et une économie prospère ne représente pas la même force d'attachement au sein des populations majoritairement catholiques lorsque comparées aux protestants calvinistes et néo-calvinistes et pour l'instant, il semble que dans le contexte actuel, les doctrines des Églises réformées et néo-calvinistes libérales leur confèrent un avantage. Le gouvernement québécois doit donc agir avec prudence, puisque nous comptons une population principalement catholique. Selon notre

analyse, les constitutions, les populations ainsi que les contextes divergents empêchent le Québec de copier les modèles en provenance de l'Europe, des États-Unis et du Canada. En outre, Almen²⁰², mentionne l'importance de prendre en considération la composition religieuse de la population lorsqu'il décrit l'enseignement des religions en Suède : « ce sont les écoles et non les Églises qui sont responsables de l'image véhiculée de la religion chrétienne à l'école. Cette image offerte par l'entremise du cours de religion ne peut être totalement différente de l'image offerte par les Églises et les dénominations. »

Conséquemment, d'après ce qui précède, tout en considérant les limites de ce mémoire, nous recommandons de prendre en considération lors de l'élaboration du nouveau cours de religion, les distinctions au sein des familles chrétiennes. En outre, il semble que la composition religieuse du Québec ainsi que la contribution des communautés chrétiennes au développement de la démocratie en Occident se doivent d'être soulignées. Au terme de notre analyse, il semble également opportun de recommander la révision la loi 118 afin d'éviter toute antinomie en sa formulation.

²⁰² Almen, Edgar et Hans Christian Oster, *Religious Education in Great Britain, Sweden and Russia, Presentations, Problem Inventories and Commentaries*, Linköping University Electronic Press, 2000, p.82. www.ep.liu.se/ea/rel/2000/od/relo-d-contents.pdf, trouvé sept.2004.

ANNEXE 1

Le calvinisme moderne, selon Troeltsch (1991). (Tableaux conçus par l'auteur du mémoire grâce à des extraits du livre de Troeltsch.)

Valeurs individuelles humaines

- Individualisme : intériorisé et dur
- l'action professe la foi
- la volonté est essence divine
- l'ethos chrétien accueille les idéaux socio-politiques et devient le centre d'où ils proviennent.

Modernité, progrès économique et raison

- Science, droit et technologie accueillis favorablement.
- évolutions politiques, économiques et sociales accueillies favorablement.
- développement sans entrave de l'accumulation économique en accord avec doctrines
- finance et commerce sont d'utilité publique
- les revenus n'équivalent pas à des jouissances individuelles mais à des finalités publiques et des œuvres de bienfaisance.

Valeurs sociales-société

- militantisme en matière d'opinion publique, politique et sociale
- prend part active au sein de la société
- autonomie de la communauté
- la communauté est sacrée
- égalité entre pasteurs et laïcs
- le salut équivaut à la construction de la communauté sainte
- militantisme de la morale chrétienne
- collaboration sociale
- responsable des domaines politique, social et économique de la république.
- État et Église vise l'idéal biblique
- l'Église instruit l'État dans ses obligations éthique et chrétienne et protestera si l'État ne remplit pas ses fonctions.

Rapport avec loi et État

- démocratie privilégiée
- droit à la contestation contre l'injustice
- libéralisme politique
- interdépendance entre intérêts chrétiens et politiques
- participation à l'élection des représentants
- la communauté respecte la morale chrétienne
- liberté confessionnelle des Églises
- gouvernement politique par des laïcs
- implication dans les domaines social et politique
- gouvernement autonome par représentants politiques
- guerre et résistance justifiées deviennent acceptables
- la république comprend les laïcs et les pasteurs
- obéissance à la Bible
- tous doivent se soumettre à la loi de Dieu
- capitalisme et industries au service de la république
- droit et culture respectent l'honneur divine

ANNEXE 2

Distinction entre le calvinisme en milieu majoritaire et en milieu minoritaire selon Troeltsch (1991). (Tableaux conçus par l'auteur du mémoire à partir d'extraits de textes.)

Calvinisme ancien, modèle de Genève

Convergence entre l'Église et l'État

Calvinisme non majoritaire

- liberté et autonomie de l'Église
- Démocratie dans l'État
- Création d'un espace purement politique
- Reconnaissance de l'utilité de la guerre et du recours à la force, lorsque nécessaires
- encourage la spécialité dans toutes les professions modernes
- valorisation des gains monétaires lorsqu'ils profitent à la communauté
- influence spirituelle et militante exercée sur l'ensemble du monde vécu

Bibliographie

Almen, Edgar et Hans Christian Oster, *Religious Education in Great Britain, Sweden and Russia, Presentations, Problem Inventories and Commentaries*, Linköping University Electronic Press, 2000, www.ep.liu.se/ea/rel/2000/od/relo-d-contents.pdf, trouvé sept. 2004, 145p.

Alexander, D. et P. Tschoop, *Finance et politique, l'empreinte de Calvin sur les notables de Genève*, Genève, Labor et Fides, [1991], 305p.

Altermatt, Urs. *Le catholicisme au défi de la modernité, l'histoire sociale des catholiques suisses aux 19^e et 20^e siècles*, [France], Éditions Payot Lausanne, [1994], 395p.

Assemblée des évêques du Québec. *L'éducation religieuse au service des jeunes*, Mémoire présenté à la Commission parlementaire de l'éducation sur la place de la religion à l'école, 18 novembre 1999, 20p.

Association des Nations Unies au Canada, *La Déclaration des Droits de l'Homme*, Kathryn White, dir., www.unac.org/fr/rights/guide/declaration.html, trouvé juin 2004, 3p.

Association for the Teaching of Religious Education in Scotland, *RME in Scotland*, 2004, <http://www.atres.org.uk/favorite.thm>, trouvé octobre 2004, 5p.

Baron, Pierre, réd., « *L'Église entre temporel et spirituel, les catholiques* », *Historia*, no 91, [France], septembre-octobre 2004, 98p.

Barsankas, Paul Andrew. "Educational Resolution ? Secondary Education Reform in Quebec During the Quiet Revolution 1960-1966", *Canadian History: the 1960s*, November 1997, http://members.tripod.com/~pbarsa_96/hist3.html, trouvé juillet 2004, 10p.

Baubérot, Jean. *Géographie de la laïcité*, Actes de colloque, Festival de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, 2002, http://xxi.ac-reims.fr/fig-st-die/actes_2002/bauberot/article.htm, trouvé octobre 2004, 11p.

Bell, James S. Jr et Sumner, Tracy Macon. *The Reformation and Protestantism, The Complete Idiot's Guide*, [U.S.A.], Alpha, [2002], 381 p.

Besnard, P. *Protestantisme et capitalisme, la controverse post-weberienne*, Paris, Librairie Armand Colin, 1970, 426p.

Bulmenfield, Samuel. *Are Compulsory School Attendance Laws Necessary ?*, Freedom Daily, 1991, <http://www.fff.org/freedom/0391c.asp> , trouvé octobre 2004, 4p.

Bruce, Steve. *A House divided, Protestantism, Schism and Secularization*, London Routledge, 1990, 257p.

Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, Sweden, *International Religious Freedom Report 2003*, U.S., U.S. Department of State, www.state.gov/g/drl/rls/irf/2004/35486.htm, trouvé octobre 2004, 4p.

Bureau of Democracy, Human rights, and Labor, Switzerland, *International Religious Freedom Report 2004*, U.S., U.S. Department of State, www.state.gov/g/drl/rls/irf/2004/35487.htm , trouvé sept. 2004, 6p.

Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, United Kingdom, *International Religious Freedom Report 2002*, www.state.gov/g/drl/rls/irf/2002/13989.htm , trouvé sept. 2004, 5p.

Caulier, Brigitte *et al.*, *Religion, sécularisation, modernité, les expériences francophones en Amérique du Nord*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, 210p.

Cassirer, Ernest, *Le mythe de l'État*, traduit de l'anglais par Bertrand Vergely, France, Éditions Gallimard, [1993], 1ère édition 1946, 402p.

Chantre, Claudine, *Approche comparative de la laïcité en Europe*, 2003, www.ac-versailles.fr/pedagogie/frelig/comparatif.htm , trouvé en mars 2004, 2p.

Clark, Warren. « Religion, évolution de la pratique religieuse au Canada », *Tendances sociales canadiennes*, no. 68, printemps 2003, p.2-6.

Collet, Fabien. *La laïcité, une doctrine de l'éducation nationale*, Mémoire soutenue à la faculté de Droit de Grenoble en 1995, <http://perso.wanadoo.fr/fabiencollet/laicite.htm>, trouvé novembre 2004, 17p.

Comeau, Geneviève. *Catholicisme et judaïsme dans la modernité*, Paris, Éditions du Cerf, 1998, 350p.

Comité de parents du Québec. *Le projet éducatif et le plan de réussite de l'école*, Québec, www.fcpq.qc.ca, trouvé septembre 2004, 19p.

Comité sur l'éducation au phénomène religieux, *L'enseignement culturel des religions, Principes directeurs et conditions d'implantation*, Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, Etude 1, [Québec], [Ministère de l'Éducation], [1999], 83p.

Comité sur les affaires religieuses. *Éduquer à la religion à l'école : enjeux actuels et piste d'avenir*, Avis au ministre de l'Éducation, Québec, [Gouvernement du Québec], Mars 2004. 42p.

Comité sur les affaires religieuses, *Rites et symboles religieux à l'école, Défis éducatifs de la diversité*, Avis au ministre de l'Éducation, Québec, Ministère de l'Éducation, Mars 2003, 121p.

Commission des États généraux sur l'Éducation, *Les États généraux sur l'Éducation*, Québec, www.meq.qc.ca/etat-gen/rapfinal/fin.htm, trouvé mars 2004, 3p.

Commission des États généraux, Québec, 2.9. *Poursuivre la déconfessionnalisation du système scolaire*, www.meq.gouv.qc.ca/etat-gen/rapfinal/s2-9.htm, trouvé mars 2004, 3p.

Commission des États généraux, Québec, 2.1 *Remettre l'école sur ses rails en matière d'égalité des chances* www.meq.gouv.qc.ca/etat-gen/rapfinal/s2-1.htm, trouvé mars 2004, 6p.

Communiqué de Presse, *Nouvelles perspectives pour l'école québécoise : la laïcité ouverte*, Québec, Ministère de l'Éducation, www.meq.gouv.qc.ca/CPRESS/cprss/c990331.htm, trouvé mars 2004, 19p.

Coq, Guy. *Laïcité et république, le lien nécessaire*, [France], Éditions du Félin, 1995, 335p.

Cornell, Paul G. et al. *Canada Unity in Diversity*, Canada, Holt, Rinehart and Winston of Canada, limited, 1967, 529p.

Cours de religion : l'Europe en ordre dispersé – l'union..., Vincent Decarre rédacteur en chef, le site d'information sur la laïcité, www.laïc.info/Members/webmestre/Revue_de_presse.2003-12-22.4516/view, trouvé mars, 2003, 1p.

Delory, Christian. « Évolution historique et structures de l'enseignement en Communauté française de Belgique », *Histoire de l'institution scolaire et sociologie de l'éducation, 2002-2003*, www.henac.be/publications/cours/sociohistoire/sociohisto.pdf, trouvé novembre 2004, 41p.

De Tocqueville, Alexis. *De la démocratie en Amérique 1*, préface André Jardin, [France], Éditions Gallimard, [2004], 629 p.

De Tocqueville, Alexis. *De la démocratie en Amérique 2*, [France], Éditions Gallimard, [2004], 471p.

Dumont, Fernand. *Les idéologies*, France, Presses Universitaires de France, 1974, 183p.

Encyclopédie Wikipédia, *Crise moderniste*, un article de wikipédia l'encyclopédie libre, http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_moderniste , trouvé mars 2004, 9p.

Encyclopédie Wikipédia, *Conseil œcuménique des Eglises*, un article de Wikipédia l'encyclopédie libre, http://wikipedia.org/wiki/Conseil_%C5%93cum%CC3%A9nique_des_%C3%89glises , trouvé mars 2004, 1p.

Encyclopédie Wikipédia, *Ile concile œcuménique du Vatican*, redirigé depuis le Ile concile du vatican, http://fr.wikipedia.org/wiki/Ile_concile_%C2%9Csum%C3%A9nique_du_Vatican , trouvé mars 2004, 12p.

Etchegaray, Roger, Cardinal. *Culture chrétienne et droits de l'homme*, [Belgique], [Centre de coordination de la recherche de la Fédération internationale des Universités catholiques], [1991], 306 p.

Fath, Sébastien. *L'influence de Calvin aux États-Unis, Des pères pèlerins à l'affaire Lewinski*, décembre 2000, www.unpoissondansle.net/rr/0106/3fath.html ,trouvé sept.2004, 16p.

Ferretti, Lucia. *Brève histoire de l'Eglise catholique au Québec*, [Québec], Éditions du Boréal,[1999], 206p.

Garrone G-M. et A.Javierre, *L'école catholique*, Vatican, Sacrée Congrégation pour l'éducation catholique, 1977, [www.vatican.va/roman_curia/rc_con_ccatheduc doc_19770319_catholic-school_fr.htm](http://www.vatican.va/roman_curia/rc_con_ccatheduc/doc_19770319_catholic-school_fr.htm) , trouvé octobre 2004, 21p.

Gauchet, Marcel. *La démocratie contre elle-même*, [France], Éditions Gallimard, [2002], 385 p.

Gauchet, Marcel. *La religion dans la démocratie, Parcours de la laïcité*, Paris, Éditions Gallimard, 1998, 175p.

Gauthier, Benoît, dir. *Recherche Sociale, De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2003. 619p.

Giddens, A., *Les conséquences de la modernité*, traduit par Olivier Mayer, Paris, l'Harmattan, 1994, 192p.

Gouvernement du Québec, *Loi de l'instruction publique, Ecole*, Chapitre 3, Section 1, Constitution, Québec, Ministère de l'Éducation, www.meq.gouv.qc.ca, trouvé le 9 juillet 2004.

Gouvernement du Québec, *Les nouvelles dispositions de la loi sur l'instruction publique*, Québec, Ministère de l'Éducation, 2003, www.meq.gouv.qc.ca, trouvé sept. 2004, 12p.

Groupe de sociologie des religions et de la laïcité, « Études comparatives : pays européens », *bilan*, www.iresco.fr/labos/gsr/bilan1.htm , trouvé mars 2004, 16p.

Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, Comité sur l'éducation au phénomène religieux, *L'enseignement culturel des religions, Principes directeurs et conditions d'implantation*, Québec, Ministère de l'Éducation, 1999, étude 1, 83 p.

Hellinghausen, Georges. *Le Vatican et les instruments internationaux en matière de droits de l'homme*, 2 novembre 2000, <http://w3.restena.lu/justpaix/doc>. trouvé juin 2004, 5p.

Hervieu-Léger, Danièle. *Catholicisme, la fin d'un monde*, [France], Bayard, [2003], 335p.

Hoffe, Orfried et al. *Jean Paul II et les droits de l'homme, une année de Pontificat*, Suisse, Editions Universitaires Fribourg, 1980, 215p.

Jollet, J.M. *Pour une convergence vers la laïcité*, Chronique no 13, 11 mai, 1998, www.fenetreurope.comm/chroniques/c.13.htm, trouvé 26 mai 2004, 2p.

Lachapelle, Guy et Stéphane Paquin, *Mondialisation, gouvernance et nouvelles stratégies*, [Canada], Presses de l'Université Laval, [2004], 196 p.

Lachapelle, Guy et al. *The Quebec Democracy, structures, processes and policies*, [Canada], McGraw-Hill Ryerson limited, [1993], 485p.

Laghi, P.C et J.S. Martins, *The catholic School on the Threshold of the third Millennium*, Vatican, Congregation for Catholic Education, 1997, www.vatican.va/roman_curia/co.../rc_con_ccatheduc_doc_27041998_school2000_en.htm , trouvé octobre 2004, 9p.

Laïc info, *Suisse :large soutien à l'enseignement de la religion à l'école*, 1p. www.laïc.info/members/webmestre/Revue_de_presse.2004-09-13.0412, trouvé sept.2004, 1p.

Lalonde, J.L. *Des loups dans la Bergerie, les protestants de langue française au Québec, 1534-2000*, Canada, Éditions Fides, [2002], 451p.

La Table de concertation protestante, *Mémoire de la Table de concertation protestante sur l'éducation*, présenté par Glenn Smith, président, à la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale.[1999], 24p.

Lemaire, Jean et al., *La laïcité en Amérique du Nord*, Belgique, Éditions de l'université de Bruxelles, 1990, 136p.

Lemieux, Raymond. « Le catholicisme québécois : une question de culture », *Sociologie et sociétés*, vol XXII, no 2, octobre 1990, p.145-164.

L'Église Anglicane au Québec, Diocèse de Montréal, *Mémoire présenté à la Commission parlementaire de l'Assemblée nationale sur la place de la religion à l'école*, Montréal, 22 octobre 1999, 6p.

L'Église Presbytérienne au Canada, Consistoire de Montréal, *Re. Proulx Taskforce Report* Montréal, 13 septembre 1999, 11p.

L'Église unie du Canada, Consistoire Laurentien, *Mémoire du Consistoire Laurentien de l'Église Unie du Canada à la Commission parlementaire sur le rôle et la place de la religion à l'école*, Greenfield Park, Octobre, 1999. 11 p.

Leterre Thierry, *Archéologie des droits fondamentaux*, TLDOC, Droits de l'Homme commentés, <http://tldrpc.free.fr/pages/ddharche.htm>, trouvé sept.2004, 10p.

Lougheed, Richard et al. *Histoire du Protestantisme au Québec depuis 1960, Une analyse anthropologique, culturelle et historique*, Québec, Éditions La Clairière, coll. Sentier, 1999, 221p.

Machiavel, Nicolas. *Le prince*, [Espagne], Éditions Mille et une nuits, [2003], 127 p.

Magnuson, Roger. *A brief History of Quebec Education, from New France to Parti Québécois*, Montreal, Harvest House, [1980], 147p.

Mayeur, J.M. et al. *Histoire du christianisme, des origines à nos jours, Tome XIV, Anamnèsis*, [France], [Editions Desclee], [2001], 744p.

Milner, Benjamin Charles jr. *Calvin's Doctrine of the Church*, Nerthelands, E.J.Brill Leiden, 1970, 212 p.

Milot, Micheline. « La transformation des rapports entre l'État et l'Église au Québec, Origines et incidences des nouveaux rapports de force dans la gestion de l'éducation », *Éducation et Francophonie*, Volume XXIX, no 2, automne 2001, www.acelf.ca/revue/XXIX-2/articles/04-Milot.html , 16p.

Milot, Micheline. *Laïcité dans le nouveau monde, le cas du Québec*, Turnhout, Berpols Publishers, 2002, 181p.

Milot, Micheline. *Une religion à transmettre ? Le choix des parents, Essai d'analyse culturelle*, les Presses de l'Université Laval Ste-Foy, 1991, 165p.

Milot, Micheline et Jean-Pierre Proulx, *Les attentes sociales à l'égard de la religion à l'école publique, rapport de recherche*, Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, Étude no 2, Québec, [Ministère de l'Éducation], [1999], 126p.

Nadeau, Sylvie. *Le discours de l'état québécois sur la place de la religion à l'école, 1964-1997*, Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, Étude 3, [Québec], [Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation], [1999], 57p.

Ouellet, Fernand. *L'enseignement culturel des religions : le débat*, Sherbrooke, Éditions CRP, 2000, 316p.

Poupore, Michèle. *Entrevue avec Monseigneur Gaumont, Evêque du diocèse de Sherbrooke*, 7 octobre 2004, 60 minutes.

Pratte, Sonia. *La place de la religion dans les écoles publiques des provinces anglo-canadiennes, Rapport de recherche*, Étude 4, Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, Québec, [Ministère de l'Éducation], [1999], 71p.

Rapport de la Commission d'enquête Royale sur l'enseignement dans la province de Québec, *Les structures du système scolaire*, Tome 1, Québec, Imprimerie Pierre Desmarais, 1963, 121p.

Rapport de la Commission royale d'enquête, Troisième partie, l'administration de l'enseignement, *A-diversité religieuse, culturelle et unité de l'administration*, Québec, Imprimerie Pierre Desmarais, 1966, 244p.

Remon, Denis, dir. *L'identité des protestants francophones du Québec, 1843-1997*, Montréal. Actes de colloque 14 et 15 mai 1997, 65^e congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Université du Québec à Trois-Rivières, ACFAS, Les cahiers scientifiques, no 94, 1998, 208p.

Rémond, René. *Religion et société en Europe, la sécularisation aux 19^e et 20^e siècles 1780-2000*, [Paris], Éditions du Seuil, [2001], 303p.

Rey, Alain dir. *Le micro Robert, dictionnaire d'apprentissage de la langue française*, Paris, [Dictionnaire le Robert], [1993], 1376p.

Rocher, Guy. *Introduction à la sociologie générale, Regards sur les réalités sociales*, Tome I, 2^e édition, Montréal, Éditions HMH, 1969.

Rousseau, Jean-Jacques, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, édité et présenté par Jean Starobinski, [France], Éditions Gallimard, 1969, 283p.

Schugurensky, Daniel. *Selected Moments of the 20th Century*, Department of Adult Education, Canada, The Ontario Institute for Studies in Education of the University of Toronto, 1997, http://fcis.oise.utoronto.ca/~daniel_schugurensky/assignment1/1900barnard.html, trouvé octobre 2004, 2p.

Secher, H.P. traduction, *Basic Concepts in Sociology by Max Weber*, New York, Philosophical library, 1962, 123p.

Secrétariat aux affaires religieuses, *Changement apportés au système scolaire en vertu des orientations gouvernementales et du projet de loi 118 relatifs à la place de la religion à l'école*, Québec, Ministère de l'Éducation, 6p.

SÉMINAIRE LA RELIGION DANS LA MODERNITÉ : SÉCULARISATION, DIFFÉRENCIATION RELIGIEUSE ET RÉGULATION CATHOLIQUE, dir. P.A. Turcotte, Paris, Institut catholique de Paris, 1997, 222p.

Sénat français, « Allemagne », *Le financement des communautés religieuses*, Service des affaires européennes, septembre 2001, 8p. www.senat.fr/lc/lc93/lc931.html, trouvé sept.2004, 8p.

Sénat français, « Belgique », *Le financement des communautés religieuses*, Service des affaires européennes, septembre 2001, www.senat.fr/lc/lc93/lc933.html, trouvé sept.2004, 6p.

Sénat français, « Espagne », *Le financement des communautés religieuses*, Services des affaires européennes, septembre 2001, www.senat.fr/lc/lc93/lc935.html, trouvé sept.2004, 5p.

Sénat français, « Italie », *Le financement des communautés religieuses*, Service des affaires européennes, septembre 2001, www.senat.fr/lc/lc93/lc936.html, trouvé sept.2004, 7p.

Sénat français, « Pays-Bas », *Le financement des communautés religieuses*, Service des affaires européennes, septembre 2001, www.senat.fr/lc/lc93/lc937.html, trouvé septembre 2004, 5p.

Sénat français, « Le Portugal », *Le financement des communautés religieuses*, Service des affaires européennes septembre 2001, www.senat.fr/lc/lc93/lc938.html, trouvé sept.2004, 5p.

Sissons, Charles Bruce. *Church and State in Canadian Education an Historical Study*, Toronto, The Ryerson Press, [1959], 414p.

Smith, Glen et al. *Éduquer les enfants, Une vision protestante de l'école, Confessionnalité, laïcité, mission de l'école*, Québec, Éditions du Sommet, [1998], 206p.

Smith, William j. et William F. Foster, *Rétablir l'équilibre entre les droits et les valeurs, La place de la religion à l'école*, Étude 5, Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, [Québec], Ministère de l'Éducation, 1999, 132p.

Spitz, L.W., *The Protestant Reformation 1517-1559*, États-Unis, Concordia Publishing House, 2001, 416p.

Statistique Canada, *Religions au Canada, provinces et territoires, Québec, Canada*, Recensement 2001, <http://www12.statcan.ca> , trouvé en septembre 2004, 2p.

Statistique Canada, *Religion : évolution de la pratique religieuse au Canada*, Canada, Recensement 2001, <http://www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=11-008-X20020046493> , trouvé sept.2004, 2p.

Statistique Canada, *Religions au Canada, Vue d'ensemble : le Canada est toujours majoritairement catholique romain et protestant*, Canada, Recensement 2001, http://www12.statcan.ca/francais/census01/Products/Analytic/companion/rel/canada_f.cfm , trouvé septembre 2003, 7p.

Stevenson, Garth. « Bill 101 », *Constitutional Keywords*, 2003, trouvé juillet 2004, http://www.law.ualberta.ca/cckeywords/bill_101.html, 1p.

Strauss A. et Corbin. J. *Basics of Qualitative Research, Techniques and Procedures for Developing Grounded Theory*, 2nd Edition, London, Sage publications, 1998, 312p.

Tauran, J.L. *Rapports de l'Eglise catholique avec les États*, le site d'information sur la laïcité, www.laïc.info/Members/webmestre/La_religion_chretienne.2003-11-07.4401/view , trouvé mai 2004, daté 2003, 12p.

Taylor, Charles, *Malaise de la modernité*, traduit par Charlotte Mélançon, Paris, le Cerf, 1994, 125p.

The Reformation, the Education Act 1496, Scottish Time line, BBC-history, www.bbc.co.uk/history/timelines/scotland/education_act.shtml , trouvé octobre 2004, 1p.

Touraine, Alain, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992, 462p.

Troeltsch, Ernest. *Protestantisme et modernité*, traduction M.B. de Launay, [Paris], Éditions Gallimard, (1ère Edition, 3 textes, 1909,1911,1913), [1991], 165p.

Trotabas, J.B. *La notion de laïcité dans le droit de l'Eglise catholique et de l'état républicain*, direction de M.Waline, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1961, 239p.

Van Klay, Dale K. *Les origines religieuses de la révolution française 1560-1791*, tr. Alain Speiss, Paris, Éditions du Seuil,[2002], 551p.

Wallace, Ronald S. *Calvin's doctrine of the Christian life*, Ecosse, Oliver and Boyd, 1959, 349p.

Weber Max, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, suivi par d'autres essais*, éd. et traduit par Jean-Pierre Gossein, collaboration de Fernand Cambon, France, Éditions Gallimard, [2003], 531p.

Whoerling, José. *Étude sur le rapport entre les droits fondamentaux de la personne et les droits des parents en matière d'éducation religieuse*, Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, Étude 6, [Québec],[Gouvernement du Québec],[1999], 159p.

Willaime, Jean-Paul. *L'enseignement des faits religieux : perspectives européennes*, France, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, novembre 2002, www.eduscol.education.fr/D0126/fait_religieux_willaime.htm, trouvé sept.2004, 10p.